

**From:** [REDACTED]  
**Sent:** 05 September 2018 15:45  
**To:** Euro-Ombudsman  
**Subject:** [EOWEB] «consultation linguistique – SI/98/2018/TE»

## Expéditeur

**Expéditeur** [REDACTED]  
**Destinataire** Le Médiateur européen  
**Date** Wednesday, September 5, 2018 03:45:27  
**About** [EOWEB] «consultation linguistique – SI/98/2018/TE»

## Vos informations

### Partie 1 - Information sur l'expéditeur

<b>Prénom</b>	[REDACTED]
<b>Nom</b>	[REDACTED]
<b>Sexe</b>	[REDACTED]
<b>Adresse courriel</b>	[REDACTED]
<b>Langue de réponse souhaitée</b>	fr - français
<b>Autre langue dans laquelle vous accepteriez une réponse (le cas échéant)</b>	fr - français

### Partie 2 - Contenu

**Destinataire** Le Médiateur européen  
**Sujet** «consultation linguistique – SI/98/2018/TE»  
Bonjour,

Je souhaite vivement que le français reste la langue officielle de l'Europe. Les autres pays fondateurs de cette Europe doivent avoir aussi une officialisation de leurs langues.

Je ne tiens pas, en cas de Brexit, que l'anglais soit cette langue officielle.

**Contenu** Tous les documents européens doivent être traduits dans la langue des États Membres de l'UE.

Je demande plus de communication claire et compréhensible pour chaque citoyen européen .

Merci de votre attention.

[REDACTED]

**From:** [REDACTED]  
**Sent:** 24 September 2018 09:37  
**To:** Euro-Ombudsman  
**Subject:** [EOWEB] Emploi des langues au sein de l'UE

**Follow Up Flag:** survey SI  
**Flag Status:** Flagged

## Expéditeur

**Expéditeur** [REDACTED]  
**Destinataire** Le Médiateur européen  
**Date** Monday, September 24, 2018 09:37:29  
**About** [EOWEB] Emploi des langues au sein de l'UE

## Vos informations

### Partie 1 - Information sur l'expéditeur

**Prénom**  
**Nom**  
**Sexe**  
**Adresse courriel**

[REDACTED]

**Langue de réponse souhaitée** fr - français

### Partie 2 - Contenu

**Destinataire** Le Médiateur européen

**Sujet** Emploi des langues au sein de l'UE

A propos de l'enquête sur l'emploi des langues dans l'UE je trouve inacceptable de communiquer avec les citoyens dans une seule langue ou dans un petit nombre d'entre elles. Sauf si pour les eurocrates tous les Européens ne sont pas égaux en droits. Y aurait-il déjà une langue impériale, l'anglais, et quelques langues nobles, l'allemand, l'espagnol, le français? Les autres citoyens ne seraient-ils considérés que comme de vulgaires serfs linguistiques avec des argots indignes d'une civilisation européenne?

**Contenu**

Si l'UE se veut démocratique, alors elle doit utiliser les 24 langues officielles pour toute information à l'intention de ses citoyens. Ou alors c'est de la discrimination linguistique.

Un citoyen européen de plus en plus déçu par l'UE.

**Observatoire Européen du Plurilinguisme**

– Assises Européennes du Plurilinguisme –

**Consultation publique de la Médiatrice européenne – L'emploi des langues au sein des institutions, organes et organismes de l'Union européenne (UE)[1]**

«consultation linguistique – SI/98/2018/TE»

**Réponses de l'OEP  
20 septembre 2018****I) Contexte**

La langue est la composante essentielle de la communication. L'Union européenne – qui compte 28 États membres, 24 langues officielles et plus de 500 millions de citoyens – s'engage à respecter et à protéger la diversité linguistique, partie intégrante de notre patrimoine culturel. Cet engagement est explicitement consacré par les traités de l'UE[2] et par la Charte des droits fondamentaux de l'UE[3].

C'est pourquoi les langues utilisées par les institutions européennes pour communiquer avec le public revêtent une importance capitale. Certains droits linguistiques spécifiques ont été créés dans ce domaine. Les citoyens de l'UE ont le droit de s'adresser aux institutions européennes dans la langue officielle de leur choix et de recevoir une réponse dans cette même langue[4]. Tous les actes législatifs de l'UE doivent être publiés dans toutes les langues officielles pour que les citoyens soient en mesure de comprendre les législations qui régissent leur vie. En dehors de ce cas de figure précis, les institutions européennes jouissent d'un certain pouvoir discrétionnaire quant aux langues à utiliser dans des situations spécifiques. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire par les institutions européennes est une question de bonne administration.

Le nombre de langues officielles est passé de 4 (en 1958) à 24 aujourd'hui. Cette évolution suppose de nombreux défis pour l'administration publique de l'UE. Elle engendre des difficultés pratiques, dont les plus fréquemment citées sont : des coûts de traduction accrus, le ralentissement du processus décisionnel ainsi que des divergences entre les différentes versions linguistiques. Certains font valoir que la diversité linguistique et l'égalité entre les langues ne devraient pas être absolues et doivent être conciliées à l'efficacité administrative et aux contraintes budgétaires.

O E P

3 rue Segond, 94300 Vincennes, France - <https://www.observatoireplurilinguisme.eu/>

Courriel : [REDACTED]

SIRET : 502 404 866 00019



Étant donné que de nombreux citoyens de l'UE ne parlent qu'une langue officielle de l'UE (ou un nombre limité de langues officielles)[5], les restrictions de l'emploi des langues officielles limitent la capacité des citoyens à interagir avec les institutions européennes. Il est important de s'assurer que toute restriction linguistique est proportionnée et équitable. Les organes et institutions de l'UE devraient, par exemple, déterminer avec soin les cas dans lesquels il est acceptable de communiquer ou de mener des travaux dans une seule langue officielle, ou dans un nombre restreint de langues officielles.

Ces dernières années, la Médiatrice européenne a examiné les politiques linguistiques de certaines institutions européennes. Ces enquêtes lui ont notamment permis de conclure que les institutions européennes peuvent légitimement restreindre l'emploi des langues dans le cadre des communications et des documents internes[6]. Autre conclusion : ces restrictions linguistiques peuvent légitimement s'appliquer aux procédures administratives qui concernent des acteurs extérieurs, comme les marchés publics ou les appels à propositions, **lors desquels l'UE interagit avec un groupe limité de parties prenantes**. Cependant, la Médiatrice constate des différences majeures entre les institutions : actuellement, les restrictions linguistiques et les règles qui s'y rapportent, lorsqu'elles existent, varient d'une institution européenne à une autre. **En l'absence de règles claires et de justification satisfaisante pour l'application de régimes linguistiques restreints**, il n'est pas étonnant que le public ait du mal à s'y retrouver.

L'emploi des langues sur les **sites web des institutions, lesquels constituent l'une des premières sources d'information des personnes qui s'intéressent aux politiques et aux programmes de l'UE**, suscite des interrogations. Il semblerait que chaque institution européenne décide seule si son site internet européen sera traduit ou non (et si c'est le cas, quelles parties le seront et dans quelles langues). **Si les sites web ne sont pas accessibles dans toutes les langues officielles, l'accès à l'information est susceptible d'être difficile, voire impossible, pour une partie importante du public.**

**Les consultations publiques visant à recueillir les avis du public sur de nouvelles politiques ou sur d'éventuelles propositions législatives constituent une autre source d'inquiétude. Les restrictions linguistiques lors de ces consultations publiques risquent de limiter fortement la capacité du citoyen lambda à contribuer à ces consultations.**

## **II) Invitation à présenter des observations**

La Médiatrice aimerait encourager le débat sur la meilleure manière, pour les institutions européennes, de communiquer avec le public, **en assurant un équilibre acceptable entre le besoin de respecter et de promouvoir la diversité linguistique d'une part, et les contraintes administratives et budgétaires d'autre part.**

Pour lancer le débat, la Médiatrice invite le public à répondre aux questions ci-après.

### **I. Règles et pratiques en matière de restrictions linguistiques**

1. Il existe un manque de transparence (et peu de règles formelles) concernant la mise à disposition, par les divers services de l'administration européenne, d'informations dans les différentes langues officielles de l'UE. Il s'agit notamment des critères utilisés pour décider quelle(s) langue(s) employer dans des contextes particuliers. Comment peut-on pallier ces manques? Quels critères supplémentaires, le cas échéant, devraient être appliqués?

## **Réponse OEP**



*L'OEP suit depuis plusieurs années la situation des langues officielles sur les pages Internet de la plateforme Europa gérées par les différentes directions générales et agences dépendant de la Commission européenne.*

*Nous avons pu constater l'accélération vertigineuse de l'anglicisation de cette plateforme entre 2012 et 2015.*

*Une étude de février 2012, constatait que sur la plateforme europa.eu 4 portails de direction générale de la Commission européenne sur 34 étaient uniquement en anglais, 6 étaient trilingues (en, de, fr), et 20 étaient pleinement multilingues.*

*En 2015, en faisant le même décompte en se basant sur [la même page du site europa](#), l'OEP constatait que le nombre de portails de direction générale uniquement en anglais était passé de 4 à 15 sur 33, 5 étaient trilingues, 1 en 2 langues (en et fr), 2 en 8 ou 10 langues, et les portails réellement multilingues étaient tombés de 20 à 10.*

*La régression était alarmante et nous pouvions dire que les citoyens ne sont pas égaux devant la Commission européenne.*

*Les choses ont évolué dans le bon sens avec la Commission Juncker ; mais d'une manière qui reste au final non satisfaisante.*

*Ainsi, tous les sites des directions générales et agences ont été homogénéisés dans leurs structures ce qui en rend l'exploration et la recherche beaucoup plus aisées.*

*Sur le plan linguistique, nous avons commencé à tenir des statistiques par couche, le nombre de couche par site ou par portail allant de 3 à 5.*

*1. La rubrique « Actualités » reste systématiquement en anglais, ce qui veut dire qu'aucun site ou portail n'est entièrement en 24 langues.*

*2. Les rubriques « Plan de gestion » et « Rapport d'activité » sont aussi uniquement en anglais.*

*3. Plus on descend dans les niveaux et plus on accède à des documents fondamentaux. Certains sont accessibles dès le premier niveau.*

*En résumé :*

*1. 9 portails sur 52, soit 17,3 % sont dans toutes les langues, sous les réserves 1 et 2 ci-dessus, quel que soit le nombre de niveaux.*

*2. Pour 22 portails sur 52, soit 42 %, le 1er niveau est en 24 langues (partiel compte tenu des réserves ci-dessus), mais les niveaux 2 et suivants sont soit partiellement en 24 langues, ou partiellement en 3 langues, « partiellement » voulant dire que ce qui n'est pas en 24 ou 3 langues est en anglais.*

*3. Pour 17 portails sur 52, soit 32,7 %, le 1er niveau est dans toutes les langues, mais dès le second niveau tout est en anglais.*

*4. Enfin, 4 portails sont exclusivement en anglais dès le 1er niveau, soit 7,7 %.*

*La première couche, celle que le public voit en premier est maintenant revenue très majoritairement à une situation de réel plurilinguisme avec la quasi-totalité des langues officielles.*

*À partir de la seconde couche le nombre de langues commence à se restreindre très sérieusement, le modèle majoritaire devenant un multilinguisme réduit le plus souvent à trois langues, anglais, français et l'allemand, soit un monolinguisme anglais.*

*À partir de la troisième couche, c'est le monolinguisme avec l'anglais qui domine, suivi du trilinguisme, le plurilinguisme intégral ayant quasiment disparu.*

*Cette situation n'est évidemment pas satisfaisante. Elle repose sur une partition des citoyens européens en deux catégories, ceux qui lisent couramment l'anglais, c'est-à-dire à un niveau de maîtrise comparable à leur langue naturelle, leur permettant de lire des documents en lecture rapide.*

*Le monolinguisme anglophone de la Commission européenne pour la quasi-totalité des documents techniques est absolument inacceptable.*

*Destiner l'information sous forme de communiqués de presse ou équivalent à la majorité des citoyens et réserver les documents un peu plus techniques, tels que rapports d'information ou autre, où se trouve la véritable information sur laquelle il est possible de porter un regard critique, à une « élite » sélectionnée sur une base exclusivement linguistique, est une attitude complètement illégitime, contraire au principe de transparence inscrit dans les Traités et largement suffisante pour générer des réactions de rejets des institutions européennes dans la population.*

2. Chaque institution européenne devrait-elle disposer d'une politique linguistique ? Si oui, quel devrait en être le contenu ? Ces politiques devraient-elles être publiées sur les sites web des institutions ? Avec quel degré de précision ces politiques devraient-elles être décrites pour les cas précis dans lesquels le régime linguistique peut être restreint ?

### **Réponse OEP**

*Les différentes institutions et organes Conseil, Commission, Parlement, CESE, CER, CJE et TE, Cour des comptes, BCE, ayant des finalités distinctes, il est normal qu'ils aient des politiques différentes.*

*Cependant, chaque fois que ces institutions et organes sont en communication avec un public plus ou moins étendu, se pose la question de la diversité des langues employées et du respect d'un principe qui est une des principes fondamentaux abondamment violé dans la pratique par diverses institutions, au premier rang desquelles la Commission européenne pour laquelle les restrictions linguistiques ne sont pas l'exception mais la règle.*

*Chaque institution ou organe doit rendre public sa politique et son règlement intérieur. C'est une condition de la transparence voulue par les Traités et la seule manière de soumettre les règles instituées à un contrôle effectif du Tribunal européen et de la Cour européenne de justice.*

*On peut rappeler qu'en vertu de l'article 6 du règlement 1/58 du Conseil, les institutions peuvent déterminer les modalités d'application de ce règlement, obligatoire dans tous ses éléments, dans leur règlement intérieur.*

3. Chaque institution devrait-elle se doter d'une politique concernant les cas où elle peut fournir sur demande des traductions des informations ou des documents ? Si oui, quel cadre faudrait-il instaurer pour éviter des coûts exorbitants ?

## **Réponse OEP**

*Compte tenu des moyens de traduction automatique aujourd'hui disponibles, la traduction sur demande est tout à fait insuffisante du point de vue du principe de transparence.*

*Tous les documents ayant vocation à être publiés devraient être traduits systématiquement et ces traductions, sauf exception devraient être certifiées par la DGT.*

*Les bénéfices seraient multiples :*

- le principe de transparence serait pleinement respecté.*
- le principe de la diversité linguistique et culturelle, le serait également.*

*Il faut souligner que la suprématie de l'anglais dans les institutions européennes est dépourvue de toute légitimité. L'anglais a acquis un statut de langue que l'on pourrait qualifier sans souci de rigueur juridique de plus officielle que toutes les autres. Les raisons en sont cachées mais on peut facilement les déduire de la mission de « tête de pont de la puissance américaine » qui lui est assignée au sein de l'OTAN, bien que cette mission n'ait strictement rien à voir avec les Traités européens.*

*Le fait que l'anglais soit la langue la plus parlée n'est en aucune un argument recevable.*

*D'abord, le fait qu'une langue étrangère soit la plus enseignée et la plus parlée, n'en fait pas une langue officielle.*

*Par ailleurs, le niveau de langue postulé qui ferait que 38 % des citoyens européens seraient capables de s'exprimer en anglais est un niveau très moyen qui ne permet pas d'accéder à des documents complexes. Les mêmes enquêtes de l'Eurobaromètre de 2012 conduisent à diviser par 5 le nombre de locuteurs de l'anglais langue étrangère à un niveau leur permettant d'accéder à des documents complexes.*

*Ensuite, les compétences en anglais sont très variables d'un pays à l'autre ; et la préférence pour l'anglais comme critère d'accès à l'information, et encore plus aux procédures de consultations publiques, conduit à une très grande discrimination entre citoyens européens prétendument égaux.*

*Enfin, on peut observer qu'après le Brexit, l'anglais sera la langue parlée comme langue native par seulement 1 % de la population européenne. Ce fait aggrave l'illégitimité de la prédominance de l'anglais dans le fonctionnement des institutions européennes et dans leurs relations avec la population.*

*- Les diverses langues européennes verraient leur vocabulaire enrichi par le volume des traductions effectuées sur la base d'un corpus en perpétuelle extension. Et la qualité des traductions produites par des systèmes de traductions recourant toujours plus aux mémoires de traduction et à l'intelligence artificielle, serait grandement améliorée et de manière continue.*

## **II. Sites web de l'UE**

4. Quels principes linguistiques généraux devraient s'appliquer aux sites web des institutions européennes ? Selon vous, quelles parties des sites web de l'UE devraient,

en particulier, être disponibles dans toutes les langues officielles, ou dans un grand nombre de celles-ci ?

### **Réponse de l'OEP**

*Actuellement, la quasi-totalité des documents techniques sont publiés exclusivement en anglais.*

*Nous avons fait un sondage sur 5 portails au niveau des dernières couches, troisième, plus rarement quatrième ou cinquième afin de déterminer la proportion de documents techniques exclusivement en anglais. Nous donnons ici un résumé pour les deux premiers portails.*

*- Direction générale Action climat*

*Dès le niveau 2 :*

*Actualités : anglais*

*Action pour le climat : dans toutes les langues*

*3 sur 10 priorités de la Commission :*

*- Croissance, emploi, investissement : niveau 2 dans toutes les langues mais documents téléchargeables en anglais au niveau 3*

*- Union de l'énergie et climat : dans toutes les langues mais renvoi en 3<sup>e</sup> niveau vers documents essentiellement en anglais*

*L'UE en tant qu'acteur dans le monde : anglais, français*

*Programme de travail de la Commission : anglais, à moins de 50 % dans les autres langues*

*Plan stratégique des services 2016-2020 : en anglais exclusivement*

*Plan de gestion : anglais*

*Rapport annuel d'activité : anglais*

*- Direction générale Affaires économiques et financières :*

*Dès le niveau 1 :*

*Actualités : anglais*

*Action dans les domaines Economie, finances, euro : niveau 2 partiellement en anglais, partiellement dans toutes les langues.*

*2 sur 10 priorités de la Commission*

*- Union économique et monétaire : niveau 2 dans toutes les langues avec renvoi au niveau 3 à des documents exclusivement en anglais.*

*- Croissance, emploi, investissement : niveau 2 dans toutes les langues mais documents téléchargeables au niveau 3 en anglais*



*En résumé la quasi totalité des documents techniques et d'actualités, c'est-à-dire la matière première pour les travaux de fond, sont en anglais.*

*On voit donc se dessiner une discrimination caractérisée.*

*Avec les moyens techniques aujourd'hui disponibles, rien ne s'oppose sérieusement à la traduction intégrale des textes publiés sur les différents portails de la plateforme Europa.*

*Cependant, si l'on croit nécessaire d'appliquer certaines restrictions linguistiques, on pourrait se donner comme objectif de couvrir 75 % des citoyens européens en traduction intégrale. C'est possible avec comme configuration minimale les six langues suivantes : français, allemand, italien, espagnol, polonais et le néerlandais auxquels on ajouterait l'anglais. On obtiendrait un rapport acceptable auquel une majorité d'États membres moyens ou petits démographiquement trouveraient cependant à redire.*

*Mais on pourrait en dehors de ce ratio de 75 %, prévoir une traduction intégrale des 1<sup>res</sup> et 2<sup>èmes</sup> couches des différents portails, qui pourrait être complétée par des traductions sur demande.*

*Mais à nos avis, la traduction automatique devrait permettre une traduction intégrale, en tout ou en partie certifiée par la DGIT.*

5. Serait-il utile de publier des résumés des questions clés dans toutes les langues officielles, ou dans un grand nombre de celles-ci ?

#### **Réponse de l'OEP**

*Oui, il serait tout à fait utile de publier des résumés des questions clés dans toutes les langues officielles et pas seulement une partie d'entre elles.*

*Toutefois, il nous semble que c'est ce qui a déjà été entrepris par la Commission européenne. Ce travail devrait être mené à son terme.*

*Par ailleurs les résumés ne remplacent pas les documents de fond qui seuls permettent un travail approfondi.*

6. Est-il acceptable, dans certaines circonstances, de fournir des informations dans un nombre restreint de langues, plutôt que dans toutes les langues officielles ? Si oui, quels devraient être les critères de sélection de ces langues (par exemple, l'importance démographique des personnes qui parlent cette langue, le niveau de diversité linguistique au sein de la population...)?

#### **Réponse de l'OEP**

*En ce qui concerne la sélection des populations, le nombre de locuteurs est en effet le premier critère à retenir. Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations par ordre d'importance : l'allemand, le français et l'italien auxquelles devrait être ajouté l'anglais qui bien que n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas pleinement satisfaisant, car il écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, il faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être*

*envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être aléatoire.*

*Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?*

*Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, situation qui peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés.*

### **III. Consultations publiques**

7. En avril 2017, la Commission européenne a adopté un nouveau règlement intérieur rendant obligatoire la publication dans toutes les langues officielles de l'UE des documents relatifs aux consultations publiques sur les « initiatives prioritaires » du programme de travail annuel de la Commission. Toutes les autres consultations publiques doivent être au moins accessibles en anglais, en français et en allemand. Les consultations publiques touchant à « l'intérêt public général » doivent être accessibles dans les autres langues également. De plus, les « pages des consultations publiques ou résumés de celles-ci doivent être traduits dans toutes les langues officielles de l'UE ».

Selon vous, cette politique assure-t-elle un bon équilibre entre le besoin de respecter et de soutenir la diversité linguistique d'une part, et les contraintes administratives et budgétaires d'autre part ? Est-ce le type de politique raisonnablement susceptible d'être adoptée par d'autres institutions européennes ?

#### **Réponse de l'OEPP**

*Le développement des consultations publiques est une application des Traités de Lisbonne.*

*C'est ce qui explique que le règlement 1/58 qui fixe le régime linguistique des institutions européennes n'en parle pas.*

*Que la Commission européenne, qui jusqu'à présent n'avait introduit aucune disposition portant application du règlement 1/58, se soit limitée dans la modification de son règlement intérieur au cas des consultations publiques est troublant. Sans doute, le caractère proprement scandaleux de la restriction à l'anglais qui a prévalu pendant plusieurs années sous la précédente Commission et la crainte de recours victorieux devant la Cour de justice, ont-ils poussé la Commission à cette initiative opportuniste néanmoins bienvenue.*

*Cette initiative, qui répondait à une nécessité impérieuse tant les pratiques antérieures faisaient injure à la démocratie, ne saurait cependant suffire à rétablir un équilibre linguistique gravement défaillant, comme l'a démontré notre réponse à la question 1.*

*Les contraintes administratives et budgétaires invoquées pour justifier la prépondérance de l'anglais qu'aucun texte ne justifie, sont grandement exagérées.*

### **IV. Autre**

8. L'unique législation spécifique relative à l'emploi des langues au sein de l'administration européenne date de 1958<sup>[7]</sup>, époque à laquelle les institutions ne comptaient que six États membres et quatre langues officielles. Pensez-vous que, dans

les circonstances actuelles, une nouvelle législation serait utile ? Pensez-vous plutôt que la gestion des questions linguistiques devrait se faire en dehors d'un cadre législatif détaillé ?

### **Réponse de l'OEP**

*Le règlement du Conseil N° 1 du 15 avril 1958, pris sur la base de l'article 342 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (article 217 du traité de Rome), est un texte court, concis qui énonce des règles fondamentales toujours d'actualité.*

*Il pourrait être amendé ou complété sur trois points :*

#### *1) Article 6*

*Cet article dispose que « Les institutions peuvent déterminer les modalités d'application de ce régime linguistique dans leurs règlements intérieurs. »*

*Toutes les institutions ont adopté des dispositions valant règlement intérieur à l'exception de la Commission européenne.*

*La Commission a effectué un premier pas en avril 2017 à propos des consultations publiques.*

*Il nous semble que ce qui n'est qu'une simple faculté devienne une obligation par le remplacement de « peuvent déterminer » par « détermine ». Cette modification alignerait toutes les institutions sur la Cour de Justice visée par l'article 7 qui prévoit que son régime linguistique est déterminé dans son règlement de procédure.*

*Les règlements intérieurs sont évidemment rendus publics.*

#### *2) Les consultations publiques*

*C'est l'article 11 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), qui pose les principes de transparence et prévoit l'organisation de larges consultations non seulement en direction des parties concernées, mais aussi des citoyens et des associations représentatives.*

*Il serait logique que le règlement 1/58 fasse une place à cet acquis des traités de Lisbonne et fasse formellement du plurilinguisme un corollaire du principe de transparence.*

#### *3) Le nombre de langues officielles par pays.*

*Outre que les langues officielles de l'Union européenne sont obligatoirement reconnues comme langues officielles chacune dans un ou plusieurs États membres, les fondateurs de l'Union européenne (la « Communauté européenne » en 1958) ont toujours eu le souci de limiter le nombre de langues officielles à une seule langue, sous réserve des langues partagées avec d'autres pays (cas de la Belgique et du Luxembourg). Aussi bien l'article 3 que l'article 8 manifestent une volonté de limiter le nombre de langue officielle par État membre à une langue.*

*Jusqu'en 2005, l'Irlande et Malte par exemple n'avaient que l'anglais comme langue officielle pour l'UE. En 2005, par un règlement portant modification du règlement 1/58, à la demande de l'Irlande, le Conseil a introduit deux nouvelles langues officielles, l'irlandais et le maltais. La motivation d'ordre intérieur résulte*



*directement des motifs du règlement N°920 de 2005 exposés par le gouvernement irlandais.*

*Il n'y avait cependant aucune justification fonctionnelle au niveau européen, attendu que l'anglais est parlé par la totalité de la population irlandaise, contrairement à la langue gaélique (l'irlandais) et par la totalité de la population de Malte. L'Irlande et Malte se trouvent aujourd'hui être les seuls pays à avoir en propre une langue alors qu'ils avaient en partage la langue anglaise. Il nous semble que l'Irlande et Malte sont des limites à ne pas dépasser. Le règlement N°1/58 devrait être ainsi complété par un article ou alinéa à insérer à l'article 8 entre le premier et le second alinéa dont le texte pourrait être : « Un État ne peut avoir en propre au niveau européen plus d'une langue parmi ses langues officielles nationales que si la langue officielle principale n'est pas parlée par la totalité de la population. »*

9. Toute augmentation du volume d'informations et de documents publiés dans toutes les langues officielles de l'UE engendrera des coûts de traduction supplémentaires. Comment prendre en charge ces coûts additionnels, selon vous ? En prenant des fonds ailleurs dans le budget de l'UE ? En affectant à cette activité des financements complémentaires provenant des États membres concernés ? D'une autre manière ?

#### **Réponse de l'OEP**

*Dès lors que l'Union européenne enregistre un nouvel État membre, c'est à l'Union européenne d'assumer le budget de traduction et d'interprétation. Nous avons vu que ce budget linguistique, de l'ordre d'un ticket de métro par habitant et par an, n'a absolument rien d'excessif. L'accent mis régulièrement sur les coûts de traduction et d'interprétation n'a comme seul objectif politique que d'imposer l'anglais comme langue officielle unique de l'Union européenne.*

*Si l'on tient compte de la troisième proposition d'amendement au règlement 1/58 faite dans la réponse à la question précédente, toute dérive budgétaire peut être évitée. Tout État qui voudrait faire traduire les textes européens dans des langues autres que les langues reconnues comme langues officielles de l'Union européenne, devrait en assumer la charge intégrale.*

10. Dans quelle mesure la technologie peut-elle être utilisée pour fournir des traductions entre les différentes langues de l'UE ? Dans la mesure où les traductions « automatiques » ne sont pas toujours parfaitement exactes, est-ce un prix acceptable à payer pour disposer d'un accès plus rapide et plus rentable aux documents que si l'on n'avait pas recours à celles-ci ?

#### **Réponse de l'OEP**

*Les nouvelles technologies de la traduction permettent d'envisager des changements radicaux dans les modalités de travail des institutions et particulièrement de la Commission européenne.*

*Rappelons que c'est depuis les années 2000, à la faveur de circonstances politiques très spécifiques, l'effondrement du bloc soviétique et l'adhésion des 10 pays de l'Europe centrale et orientale sorties de son orbite, que l'anglais s'est imposé quasiment comme l'unique langue de rédaction, si ce n'est de travail de l'Union européenne.*

*Même avant l'adhésion de la Grande-Bretagne et de l'Irlande en 1974, le français n'a jamais dominé de manière aussi exclusive que l'anglais aujourd'hui.*

*Rappelons que l'article 4 du règlement 1/58 dispose que « Les règlements et les autres textes de portée générale sont rédigés dans les langues officielles ». Il est bien question de rédaction et non de publication, la question de la publication étant traitée à l'article 5. Par ailleurs le parallélisme des deux articles en ce qui concerne la formule « dans les langues officielles » ne laisse aucun doute sur le fait que toutes les langues officielles et de travail sont visées. Cet article 4 est susceptible d'adaptation au niveau des règlements intérieurs en vertu de l'article 6 que nous avons commenté plus haut. Toutefois les adaptations ne peuvent aller jusqu'à des pratiques qui sont aux antipodes de la règle énoncée à l'article 4. Comme la préférence pour l'anglais, qui est une contrainte forte, est contraire au règlement 1/58 il est facile de comprendre que la Commission européenne s'est jusqu'à présent dispensée d'en faire une obligation écrite qui aurait bien évidemment entraîné sa condamnation par la Cour de Justice.*

*Il est tout à fait possible de travailler en plusieurs langues dans les institutions européennes sans coûts intolérables ? Signalons que selon le régime de la Cour de Justice, chaque affaire a une langue officielle prise parmi les 24 langues officielles, mais que tout le long de la procédure tous les documents sont traduits en français. Il est donc possible de travailler au sein de la Commission européenne en plusieurs langues à la seule condition que tous les textes soient systématiquement traduits en deux ou trois langues à condition que celles-ci soient identiques. Au sein des institutions. On pense dans ce cas à l'anglais, au français et à l'allemand.*

*Il est évident que les possibilités offertes par la traduction automatique déjà évoquées au début de ce questionnaire rendent cette hypothèse de travail parfaitement crédible et complètement obsolète l'imposition d'une seule langue, indépendamment des langues maternelles des rédacteurs. Un rédacteur français ou allemand par exemple dans le régime actuel qui n'a aucune base légale, rédige donc son texte en anglais, lequel texte sera de toute façon traduit ensuite en allemand et en français avant sa présentation au COREPER. Ce mode opératoire a quelque chose de totalement ubuesque.*

*Donc la liberté de rédaction en français et en allemand devrait être totale, mais, grâce à la traduction automatique, cette liberté pourrait être généralisée.*

*Il reste que tout texte ayant des effets juridiques devait de toute façon être certifié par les traducteurs de la DGIT dont les missions devraient être repensées. Moins de traductions directes, mais plus de vérifications et de certifications.*

### **III) Comment contribuer ?**

Les commentaires doivent être soumis le **30 septembre 2018** au plus tard.

Les contributeurs devraient utiliser de préférence [le formulaire en ligne](#). Si cela n'est pas possible, les contributions peuvent être envoyées [par courriel via notre formulaire de contact](#) ou par courrier à :

European Ombudsman, 1 avenue du Président Robert Schuman, CS 30403, F - 67001 Strasbourg Cedex, France

**Veuillez indiquer clairement «consultation linguistique – SI/98/2018/TE» au début de votre contribution.**

Les contributions peuvent être rédigées dans chacune des 24 langues officielles de l'UE.

La Médiatrice prévoit de les publier sur son site web. Les personnes physiques qui considèrent que, conformément au règlement (CE) n° 45/2001 sur la protection des données à caractère personnel<sup>[8]</sup>, leur nom ne doit pas être publié doivent en informer la Médiatrice.

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez contacter M<sup>me</sup> Tanja Ehnert, gestionnaire de dossiers auprès de la Médiatrice (tél. +32 2 284 67 68).

<sup>[1]</sup> Ci-après simplement dénommés les «institutions européennes».

<sup>[2]</sup> Article 3, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne.

<sup>[3]</sup> Articles 21 et 22 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

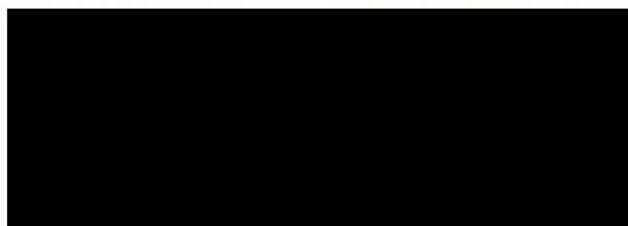
<sup>[4]</sup> Article 20, paragraphe 2, et article 24 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE); article 41, paragraphe 4, de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

<sup>[5]</sup> Pour une vue d'ensemble des connaissances en langues étrangères des citoyens de l'UE, voir Parlement européen, *European Strategy for Multilingualism: benefits and costs* (Stratégie européenne en faveur du multilinguisme: avantages et coûts) (2016), p.8. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/573460/IPOL\\_STU\(2016\)573460\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/573460/IPOL_STU(2016)573460_EN.pdf)

<sup>[6]</sup> Article 6 du règlement n° 1/1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne, JO 1958 017, p. 385 règlement n° 1/1958).

<sup>[7]</sup> Règlement n° 1/1958.

<sup>[8]</sup> Règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO 2001 L 8, p. 1). Voir également <https://www.ombudsman.europa.eu/fr/resources/dataprotection/home.faces;jsessionid=7C4285E16E924EB6EC3BC60841767462>



Christian TREMBLAY  
Président de l'OEP





SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Affaire suivie par :

[REDACTED]

Tél. : 01 44 87 [REDACTED]  
Réf. : 2018/COORD/061

Paris, le 28 septembre 2018

**NOTE**

pour la Représentation permanente  
de la France auprès de l'Union européenne

À l'attention de Madame [REDACTED]  
Conseillère Influence, présence française dans les  
institutions européennes

**Objet** : Consultation publique— L'emploi des langues au sein des institutions, organes et organismes  
de l'Union européenne (UE) – Réponse des autorités françaises.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour transmission à la Médiatrice de l'Union européenne,  
la réponse des autorités françaises à la consultation publique visée en objet.

La Secrétaire générale

[REDACTED]

Sandrine Gaudin

Lien : <https://www.ombudsman.europa.eu/fr/correspondence/fr/99005>

## **I. Règles et pratiques en matière de restrictions linguistiques**

***1. Il existe un manque de transparence (et peu de règles formelles) concernant la mise à disposition, par les divers services de l’administration européenne, d’informations dans les différentes langues officielles de l’UE. Il s’agit notamment des critères utilisés pour décider quelle(s) langue(s) employer dans des contextes particuliers. Comment peut-on pallier ces manques? Quels critères supplémentaires, le cas échéant, devraient être appliqués?***

Cette absence de critères transparents est regrettable car elle nuit à la lisibilité de la politique linguistique des institutions, à la capacité des usagers à avoir des attentes précises sur le régime linguistique des informations et peut apparaître en contradiction avec les principes et règles européens en matière de plurilinguisme.

Il conviendrait ainsi de davantage formaliser les critères, en se conformant aux principes constitutifs du régime linguistique de l’UE : existence de 24 langues officielles qui sont également langues de travail et droit pour les citoyens d’interagir avec les institutions dans la langue officielle de leur choix (règlement 1/1958) ; respect de la diversité culturelle et linguistique (article 3 TUE et article 22 de la Charte des droits fondamentaux) ; interdiction de toute discrimination fondée sur la langue (article 21 de la Charte). Le respect du multilinguisme est gage de la légitimité démocratique de l’UE, du principe de transparence inscrit dans les traités, et il contribue à rapprocher les Européens du projet européen.

Dès lors, l’objectif général devrait être une disponibilité dans toutes les langues officielles des informations mises à disposition des usagers et des citoyens. Toute restriction devrait être dûment justifiée et s’attacher à ne pas engendrer une discrimination de fait dans l’accès aux informations. A ce titre, il convient en particulier d’éviter le recours à une seule langue, qui exclut linguistiquement une grande partie des usagers et va à l’encontre des principes et règles évoqués plus haut, en lui préférant systématiquement un plurilinguisme au moins partiel (e.g. traduction en trois langues).

Ainsi, chaque institution ou agence devrait se doter d’une stratégie en faveur du multilinguisme ou inclure dans son règlement intérieur des dispositions afférentes au multilinguisme, couvrant à la fois les pratiques linguistiques relatives au travail interne et dans la communication externe à destination des citoyens. Concernant l’écrit, une classification pourrait être élaborée des différents types de documents et contenus produits, et un régime linguistique associé à chacun : traduction dans toutes les langues officielles, traduction dans un nombre limité de langues, ou traduction sur demande (en s’inspirant par exemple du COREPER, qui avait convenu en 2002 d’une liste de documents devant faire l’objet d’une traduction systématique dans l’ensemble des langues de travail). Une plus grande diversité linguistique devrait être recherchée dans la production des documents (en 2017, 95,3% des pages produites par le Secrétariat général du Conseil étaient des originaux rédigés dans la même langue). Des incitations devraient être données d’utiliser un nombre plus diversifié de langues dans la rédaction des documents originaux (encouragement à ne pas dépasser un certain pourcentage de documents rédigés dans la même langue ?), dans un objectif de rééquilibrage.

Un suivi de la situation des langues officielles dans les différentes institutions et agences pourrait donner lieu à l’élaboration d’un rapport annuel par chaque institution ou agence.

**2. Chaque institution européenne devrait-elle disposer d'une politique linguistique? Si oui, quel devrait en être le contenu? Ces politiques devraient-elles être publiées sur les sites web des institutions? Avec quel degré de précision ces politiques devraient-elles être décrites pour les cas précis dans lesquels le régime linguistique peut être restreint?**

Il paraît en effet utile que chaque institution européenne dispose d'une politique linguistique en conformité avec les textes et en visant un certain niveau de cohérence interinstitutionnelle au-delà des exigences spécifiques à chaque institution. Dans la lignée des éléments évoqués au point 1), le contenu de ces politiques devrait notamment s'attacher à prévenir toute discrimination entre citoyens pour raisons de langue, en priorité là où elle aurait le plus de conséquences. Ainsi, une attention particulière doit être apportée aux informations dont la non-translation pourrait entraîner une rupture d'égalité : consultations publiques, avis de vacance, appels d'offres, contenus les plus importants de la communication externe des institutions, documents complémentaires aux règlements produits par les agences de l'Union européenne, etc.

La publication sur Internet de ces politiques en garantirait la lisibilité et permettrait qu'elles fassent l'objet d'une discussion ouverte et d'un examen par toutes les parties prenantes. De même, les restrictions particulières au régime linguistique devraient être explicitées et justifiées, afin d'être bien comprises par les usagers.

A noter que, s'agissant de la communication externe de l'UE, la situation actuelle est marquée par une grande disparité de pratiques linguistiques à la fois entre institutions et au sein de celles-ci (e.g. pratiques différentes des directions générales de la Commission). Dans certains cas (agences décentralisées, SEAE), la communication externe se fait de manière quasiment intégrale dans une seule langue. La formalisation des politiques linguistiques doit permettre de restaurer une cohérence par le haut des pratiques linguistiques des institutions, organes et agences de l'UE.

Enfin, même en l'absence d'obligation juridique, il importerait que les sessions informelles du Conseil de l'UE et les déjeuners de travail des ministres respectent davantage le multilinguisme, conformément aux engagements de bonne volonté pris au Conseil. Il serait également opportun que le régime linguistique des réunions de travail des experts des États membres dans le cadre de la méthode de coordination (MOC) soit plurilingue, comme il a pu l'être auparavant.

**3. Chaque institution devrait-elle se doter d'une politique concernant les cas où elle peut fournir sur demande des traductions des informations ou des documents? Si oui, quel cadre faudrait-il instaurer pour éviter des coûts exorbitants?**

A titre préliminaire, il convient de rappeler que les textes en vigueur prévoient d'ores et déjà la faculté pour tout citoyen de s'adresser aux institutions dans la langue officielle de son choix et le droit de recevoir une réponse dans la même langue. En outre, les règlements et autres textes de portée générale doivent être rédigés dans toutes les langues officielles (règlement 1/1958).

Dans le même temps, les institutions sont également dans la contrainte de gérer leurs ressources efficacement. Les ressources disponibles pour la traduction doivent être essentiellement consacrées à remplir les obligations légales pesant sur ces institutions.

Afin de réduire leurs coûts de traduction, les institutions pourraient davantage mettre en œuvre diverses mesures qui devraient assurer une plus large traduction des informations ou des documents dans le cadre budgétaire existant (réduction de la longueur des documents, informations et questionnaires sur Internet, traduction automatique pour certains documents spécifiques, etc.). Poursuivre l'effort d'harmonisation des procédures et d'amélioration des outils de planification devrait également contribuer à améliorer les traductions des informations et des documents.

Quoi qu'il en soit, tout cadre visant à instaurer des restrictions pour raisons budgétaires doit se faire dans le respect des textes en vigueur ; de ce point de vue, une solution pourrait être de fournir au



demandeur les informations ou documents dans un éventail limité de langues, dans un premier temps et en attente d'une transmission ultérieure dans la langue officielle choisie.

## **II. Sites web de l'UE**

***4. Quels principes linguistiques généraux devraient s'appliquer aux sites web des institutions européennes? Selon vous, quelles parties des sites web de l'UE devraient, en particulier, être disponibles dans toutes les langues officielles, ou dans un grand nombre de celles-ci?***

Pour nombre de citoyens, les sites Internet des institutions représentent la première interaction avec l'UE et la première source d'informations. Il est donc particulièrement important qu'ils puissent être lus et compris de tous les Européens, sous peine autrement d'alimenter, dès le premier contact avec la communication externe des institutions, la perception que celles-ci sont éloignées des citoyens. Le principe général pour les sites Internet devrait ainsi être la traduction dans toutes les langues officielles. Si ce principe peut trouver une exception dans les contenus d'actualité, qui peuvent faire l'objet d'une traduction ultérieure et/ou dans un nombre limité de langues, les contenus permanents et de fond doivent être intégralement traduits. A ce titre, la situation qui prévaut actuellement n'est pas acceptable, de nombreuses pages internet de la plate-forme Europa, gérée par les différentes directions générales et agences de la Commission européenne, et d'autres institutions n'étant disponibles que dans une seule langue

***5. Serait-il utile de publier des résumés des questions-clés dans toutes les langues officielles, ou dans un grand nombre de celles-ci?***

Les questions-clés étant justement celles que l'utilisateur du site est le plus susceptible de se poser, il convient de les traduire dans toutes les langues officielles.

***6. Est-il acceptable, dans certaines circonstances, de fournir des informations dans un nombre restreint de langues, plutôt que dans toutes les langues officielles? Si oui, quels devraient être les critères de sélection de ces langues (par exemple, l'importance démographique des personnes qui parlent cette langue, le niveau de diversité linguistique au sein de la population...)?***

Certaines circonstances peuvent être susceptibles de justifier la publication des informations dans un nombre plus restreint de langues : préalable à une traduction ultérieure dans toutes les langues ; contenus dont la publication a un caractère d'urgence ; contenus destinés à une audience restreinte, etc. Dans ces cas de figure, l'objectif devrait être de minimiser la possibilité que des usagers soient exclus de ces informations faute de compétences linguistiques adéquates, en traduisant les contenus dans les langues les plus parlées des Européens, à savoir l'anglais, le français et l'allemand (Eurobaromètre spécial 386 « Les Européens et leurs langues », juin 2012).

## **III. Consultations publiques**

***7. En avril 2017, la Commission européenne a adopté un nouveau règlement intérieur rendant obligatoire la publication dans toutes les langues officielles de l'UE des documents relatifs aux consultations publiques sur les « initiatives prioritaires » du programme de travail annuel de la Commission. Toutes les autres consultations publiques doivent être au moins accessibles en anglais, en français et en allemand. Les consultations publiques touchant à « l'intérêt public général » doivent être accessibles dans les autres langues également. De plus, les « pages des consultations publiques ou résumés de celles-ci doivent être traduits dans toutes les langues officielles de l'UE ». Selon vous, cette politique assure-t-elle un bon équilibre entre le besoin de respecter et de soutenir la diversité linguistique d'une part, et les contraintes administratives et budgétaires d'autre part? Est-ce le type de politique raisonnablement susceptible d'être adoptée par d'autres institutions européennes?***

Ces consultations ont pour objectif de permettre à un public large de participer en amont à l'élaboration des politiques publiques européennes et représentent ainsi une contribution importante au fonctionnement démocratique des institutions. L'objectif général devrait donc être une publication dans toutes les langues officielles. La politique de la Commission paraît de ce point de vue assurer un équilibre satisfaisant et des consultations plus transparentes atteignant mieux les parties prenantes.

#### **IV. Autre**

**8. L'unique législation spécifique relative à l'emploi des langues au sein de l'administration européenne date de 1958, époque à laquelle les institutions ne comptaient que six États membres et quatre langues officielles. Pensez-vous que, dans les circonstances actuelles, une nouvelle législation serait utile? Pensez-vous plutôt que la gestion des questions linguistiques devrait se faire en dehors d'un cadre législatif détaillé?**

Le règlement 1/1958 a le mérite de rappeler de grands principes essentiels qui assurent le respect de l'égalité des langues officielles et celui du droit des citoyens à s'adresser aux institutions européennes dans la langue officielle de leur choix et de recevoir une réponse dans cette même langue. En vertu de l'article 6 du règlement 1/1958, les institutions peuvent déterminer les modalités d'application de ce règlement, obligatoire dans tous ses éléments, dans leur règlement intérieur. On pourrait souhaiter que ces institutions déterminent les modalités d'application de ce règlement 1/1958, obligatoire dans tous ses éléments, dans leur règlement intérieur, en vertu de la transparence voulue par les Traités.

Plutôt que de revenir sur le règlement 1/1958, une réflexion pourrait être menée autour de l'idée de lignes directrices interinstitutionnelles visant à définir l'accessibilité linguistique comme un élément-clé et à harmoniser les pratiques actuelles en les rendant plus cohérentes

**9. Toute augmentation du volume d'informations et de documents publiés dans toutes les langues officielles de l'UE engendrera des coûts de traduction supplémentaires. Comment prendre en charge ces coûts additionnels, selon vous? En prenant des fonds ailleurs dans le budget de l'UE? En affectant à cette activité des financements complémentaires provenant des États membres concernés? D'une autre manière?**

Les coûts de traduction découlant de la mise en œuvre du régime linguistique de l'UE relèvent du budget de fonctionnement normal des institutions. Il n'y a donc pas lieu d'y affecter des financements complémentaires des États membres, méthode qui paraît en outre difficilement praticable dans la mesure où il n'existe pas de correspondance un pour un entre langues officielles et États membres.

**10. Dans quelle mesure la technologie peut-elle être utilisée pour fournir des traductions entre les différentes langues de l'UE? Dans la mesure où les traductions «automatiques» ne sont pas toujours parfaitement exactes, est-ce un prix acceptable à payer pour disposer d'un accès plus rapide et plus rentable aux documents que si l'on n'avait pas recours à celles-ci?**

Il convient en effet de mettre à profit les solutions technologiques permettant d'accélérer les traductions et/ou de réduire les coûts. L'aide à la traduction et des traductions «automatiques» sophistiquées, telles que préconisées dans le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020, sont appelées à jouer un rôle sans cesse grandissant et doivent de ce point de vue représenter un outil incontournable. Il convient cependant de nuancer cette approche s'agissant des textes visant à créer des effets de droit ainsi que plus généralement les textes et informations d'ordre formel qui nécessitent une vérification ou une certification, et pour lesquels les inexactitudes de traduction sont à éviter.

## Survey response 5

Response ID
698
Date submitted
2018-07-25 17:10:40

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Je connais trop peu le fonctionnement des services de l'administration européenne pour préconiser que quelque chose de pratique. Mais en théorie, si j'avais affaire à ces services, je souhaiterais que ce soit dans ma langue, le français. Il est donc logique que les informations "mises à disposition" soient en français. Et aussi dans les langues des autres peuples que je souhaite.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Non, tout ceci est trop technocratique. Une règle unique ou quelques règles simples, valables partout. On ne peut pas dire en préliminaire: "la langue est une composante essentielle de la communication" et ensuite en arriver à dire que dans telle ou telle situation on cotoyera ne s'ensuivra pas de l'information dans sa langue. Certains pays de l'UE décident que leurs citoyens n'ont pas besoin de comprendre les informations provenant de telle ou telle institution, brève à eux. Personnellement, et pour ce qui me concerne, je ne l'accepte pas.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Non. N'est-ce pas honteux de mettre à question du coût avant de droit du citoyen à savoir ce que l'institution fait (avec son argent)?</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Tout, du moins pour le français.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Autrement dit, seuls les résumés seraient accessibles à tous? Je ne suis pas d'accord.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Cela pourrait être acceptable si un pays se désintéressait de ce point de l'information de ses citoyens, ou si c'était certain que tous les citoyens maîtrisent une des langues prévues à un point suffisant pour lire sans difficulté les informations présentées dans cette langue. Pour ce qui concerne les citoyens français, ce n'est évidemment pas le cas.</p>

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Il n'y a aucun équilibre (et aucune équité) à-dedans. Mais je m'interroge sur l'utilité de ces consultations publiques et sur la validité et représentativité des réponses recueillies. Ça ne sert à rien, alors ou, autant éviter les frais.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Le cadre existant paraît être mieux adapté à la question: s'agit tout de même de l'information des citoyens!

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il faudra tout commencer par ne plus élargir inconsidérément l'UE. Et supprimer l'anglais des langues officielles à cause du BREXIT. Il est quand même incroyablement difficile de voir à l'apace qu'a pris l'anglais dans les institutions alors que la Grande Bretagne n'a jamais été un membre comme les autres. S'il y a besoin d'une langue pivot, le français ou l'allemand peuvent argumenter favorablement. Ensuite, ou, faut peut-être envisager que les États membres participent plus aux coûts linguistiques, ou assurent eux-mêmes la traduction des documents qu'ils jugent importants pour leurs citoyens... mais ce n'est pas à des néophytes.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il faut combiner la traduction automatique et la correction par un vrai traducteur. N'est-ce pas déjà le cas?

En ce qui me concerne, n'est évidemment pas acceptable de ne pouvoir disposer que d'une mauvaise traduction automatique en français.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]



---

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 9

Response ID
794
Date submitted
2018-07-29 23:11:37

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
--

### IV. Other

8. The only specific suggestions at all on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Vous pouvez immédiatement mettre en place un système qui ne coûterait pas plus que l'infrastructure.

Vous pouvez profiter de la collaboration bénévole des Espérantistes européens.

Il vous suffit de prévoir une page pour la langue Espéranto et d'une procédure de type WIKI pour la mettre à jour.

Vous pouvez disposer gratuitement de l'expertise des Espérantistes pour traduire un document de n'importe quelle langue vers l'Espéranto, et de l'Espéranto vers une autre langue.

De plus, dès qu'un corpus suffisant de termes du jargon européen sera disponible, la traduction assurée par ordinateur (style Google Translate ou WikiTrans) donnera des résultats de plus en plus fiables, et permettra d'accélérer le processus. On remarque déjà qu'avec un corpus réduit, une traduction à partir de l'Espéranto donne un meilleur résultat qu'une autre langue.

Notez que vous avez plusieurs Espérantistes qualifiés parmi les traducteurs et interprètes de la Commission.

Il sera utile de les consulter.

Bien à vous,

Par curiosité, ci-dessous la traduction en Espéranto, tout-à-fait acceptable, de Google Translate. Elle ne nécessite que quelques ajustements.

V povas tuj instali sistemon, kiu kostas nenion pli ol la infrastrukturon.

V povas utigi la volanton kunlaboradon de la eŭropaj esperantistoj.

V nur devas provizi paĝon por Esperanto kaj proceduro de WIKI por ĝisdati ĝin.

V povas havi beran Esperantist-kompetentecon por traduki dokumenton de iu ajn lingvo en Esperanton, kaj Esperanton en alian lingvon.

Krome, tuj kiam sufiĉa korpo de eŭropa jargono estas disponebla, tradukado de komputiloj (Google Translate aŭ WikiTrans-stilo) donos pli kaj pli fidindajn rezultojn, kaj rapidigos la procezon. Kun reduktita korpuso, traduko de Esperanto donas pli bonan rezulton ol alia lingvo.

Remarku, ke vi havas plurajn kvalifikajn esperantistojn inter la tradukistoj kaj interpretistoj de la komisiono.

Estus utile konsultiri.

If you want to upload any further documentation, please use this feed.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this feed.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:	Raymond GERARD
Organisation:	UEA
Country of residence:	Belgium
Language of the contribution:	fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:	nl - Nederlands
Category:	Individual citizen
Category: [Other]	
Your reply:	can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>	



## Survey response 13

Response ID
1081
Date submitted
2018-08-13 14:00:01

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>La situation potique.</p> <p>Exemple: la DG Trade n'avait qu'une version anglaise pour son grand questionnaire-réponse sur CETA ('accord UE-Canada). Je travaillais pour des députés européens francophones et étais incapable de partager la moindre information détaillée sur le CETA. J'ai demandé une traduction à la DG Trade qui m'a répondu en m'envoyant simplement la brochure de 4 pages sur CETA, et non le Q&amp;A de 100 pages.</p> <p>Résultat: RussiaToday, Attac et d'autres médias anti-UE continuent de faire de la désinformation en français, tandis que l'UE n'avait aucun document détaillé répondant aux préoccupations des citoyens francophones sur le CETA. Conséquence: impossible d'expliquer les enjeux aux citoyens, les députés français ont dû massivement rejeter l'accord commercial, même s'il s'était agi pour, car les citoyens n'avaient que reçu de la désinformation en français sur CETA, lors du vote de février 2017.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il faut plus d'exemple, certains documents deviennent très importants (communiqués de presse, document pédagogique...), d'autres non.</p> <p>Exemple: CETA (plus-haut) pour DG Trade.</p> <p>Autre exemple: l'appel du think tank du Parlement européen, EPRS, qui est à 98% en anglais (une honte pour moi, qui vouait à promouvoir dans ma campagne pour les européennes en France. Les gens ne parlent pas anglais dans les territoires eurosceptiques).</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui.</p> <p>Il faut traduire intelligemment. Par exemple, certaines fiches de l'EPRS (think tank du Parlement européen) sont techniques et n'intéressent pas beaucoup de gens. D'autres ont un plus grand potentiel.</p> <p>Ce ne sont pas des coûts exorbitants rapportés au budget, je ne suis pas d'accord. 2 euros par citoyen européen! Nous avons une crise politique très grave, rajouter 1-2 milliards d'euros pour la traduction sur le MIF 2020-2026 est urgent.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Communiqués de presse</li><li>- présentation</li><li>- tout document utiles aux journalistes et aux militants/citoyens engagés (donc pas les documents trop techniques)</li></ul>
--

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?

Où ma s attend on: lorsqu'une question rentre dans le débat public, ce n'est pas avec une petite brochure que les citoyens seront satisfaits. Il faut, en cas d'urgence possible, traduire en détail. Exemple: traduire toute Q&A de CETA plus ou moins AVANT le vote au Parlement européen, et non un an après... Je ne peux pas montrer une petite brochure à des citoyens éduqués et critiques, c'est un manque de respect car la brochure prend parfois des gens pour des imbéciles ("CETA apportera plus de croissance" --> OK?). Il faut répondre en détail aux préoccupations des citoyens, le baba en 2 lignes n'est pas particulièrement utile.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even of linguistic diversity in the population...)?

- nombre potentiellement atteignant des gens préoccupés par telle ou telle politique.

Exemple: CETA très populaire en France/Allemagne mais aucune traduction du Q&A en DE/FR entre l'été 2016 (début de la campagne publique contre CETA) et février 2017 (vote au PE).

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Je ne connais pas assez ces consultations pour répondre convenablement à votre question.

Il faut surtout comprendre à posteriori que, l'information partagée, les médias sociaux. Les consultations trop longues et trop détaillées sont vouées à avoir un impact limité.

Cette semaine j'ai voulu voir la réponse de l'UE aux sanctions de Trump contre l'Iran, AUCUN communiqué de presse traduit, impossible de m'en servir publiquement en France. Pourtant c'est un sujet qui intéresse beaucoup les gens: l'affirmation de l'UE.

Comment l'UE peut-elle être entendue si elle ne parle pas les langues de ses citoyens?

### IV. Other

8. The only specific suggestions at all on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Cette question n'a rien à faire dans une consultation publique.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

- réduire les rémunérations nets des fonctionnaires européens de 20%

- comprendre que 2 euros par citoyen n'est rien, et que cette question est d'ordre prioritaire, possible, car la situation est grave.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Ça dépend de l'importance du document. Vérification obligatoire.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:	Schams El Ghoneim
Organisation:	Association Parlement européen. Candidat MEP 2019 en France
Country of residence:	France
Language of the contribution:	fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:	en - English
Category:	Individual citizen
Category: [Other]	
Your reply:	can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>	

## Survey response 15

Response ID
1101
Date submitted
2018-08-13 15:32:36

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Cette question est ana oque à a suivante.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Les Institutions doivent d sposer d'une arge autonomie pour déterminer eur po t que ngu st que - en dehors des cas ou e p ur ngu sme est éga ement et off c e ement contra gnant.
Il est de eur responsab té de déterminer brement eur usage des d fférentes angues en fonct on du pub c auque e es s'adressent.
Des règles ou cr tères déta és pour toutes es formes éventue es de pub cat ons sera ent mprat cab es et facteurs de coûts et dé s cons dérables.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Il sera t excess f de f xer des règles contra gnantes pour es traduct ons sur demande. Chaque Institution - ou serv ce - do t pouvo r apprécier a nécessité ou 'opportun té d'y répondre.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Le seu "pr nc pe" est ce u de a satisfact on du pub c . Ce a mp que une adaptat on ngu st que en fonct on des contenus que seu es es Institutions peuvent éva uer.
Il conv ent surtout d'év ter de f xer des règles rg des qu nu ra ent à a rap d té des commun cat ons.
Les règles rég ssant e p ur ngu sme off c e et ob gato re ex stent déjà.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
L'ut sat on de "toutes es angues off c e es" do t rester except onne e. Par contre, des "résumés" dans es tro s angues pr nc pa es (E/G/F) peuvent être ut es.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even of linguistic diversity in the population ...)?
L'ut sat on d'"un nombre restre nt de angues" do t être non seu ement poss b e ma s const tuer a prat que norma e.
Les tro s angues pr nc pa es de 'UE sont E/G/F . Se on es cas, une autre des angues off c e es peut être ut sée s 'on s'adresse à un pub c part cu er.



### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La réponse est "OUI".

### IV. Other

8. The only specific regulations at the language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La gestion des questions linguistiques doit se faire "en dehors d'un cadre réglementaire".

Un tel cadre serait utilisé au vu de la multiplicité des données publiques de toutes natures publiées par les Institutions.

Chaque Institution (et éventuellement chaque service) doit être responsable du bon équilibre de sa pratique linguistique en fonction de son public spécifique - éventuellement sous la surveillance d'un contrôleur interne de la "bonne pratique linguistique".

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

La publication dans "toutes les langues officielles" doit rester exceptionnelle. Chaque Institution doit trouver les moyens de faire face à ses coûts linguistiques - notamment par l'usage de pratiques innovantes : traductions automatisées, free-ance, etc ...

Les États membres prennent parfois déjà en charge certaines traductions. Cette pratique pourrait s'élargir considérablement.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

L'usage de traductions automatisées doit progresser et sa qualité s'améliorer. Les Institutions devraient investir davantage dans cette direction.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Jean-Guy GIRAUD

Organization:

Parlement, Médiateur, Cour de Justice

Country of residence:

FRANCE

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
EU institution
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 22

Response ID
1267
Date submitted
2018-08-19 18:35:46

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Les textes devraient être disponibles dans toutes les langues de l'Union par principe!
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Oui, mais le principe prévalant devrait être le principe de multilinguisme. Tout régime restreint devrait être justifié.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Le multilinguisme est le principe prévalant et les coûts seront moins exorbitants que les malentendus ou les risques de montée des populations.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Multilinguisme total!
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui!
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? C'est acceptable et dangereux pour l'avenir de l'Europe.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? C'est une bonne initiative à appliquer dans les autres institutions. Il est nécessaire de passer de côté les cas défavorables qui partent au financement de l'Union.
--

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?
Il est regrettable que les suggestions de 1958 ne s'appuient que même sur les. Les candidatures à des projets européens se font par exemple en anglais, ce qui ferme la porte à nombre de personnes compétentes. Une nouvelle suggestion at on pourra être utile, si elle doit réellement être approuvée.
9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?
Si les frais de traduction correspondent à 2 euros par citoyen européen, doubler ce montant ne sera guère exagéré. Il sera très néfaste de demander un financement supplémentaire aux États membres concernés, ce qui serait en principe d'égale utilité pour les États-membres.
10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?
La technologie progresse de manière stupéfiante et l'UE pourra s'en servir pour soutenir la recherche dans ce domaine. De plus, certains textes techniques univoques se traduisent déjà de manière satisfaisante. La rédaction de textes devra en outre être davantage standardisée pour faciliter le recours à la traduction automatique.
If you want to upload any further documentation, please use this field.
Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.
0

## Contact Information

Title, Name, Surname:
Madame Christine Dr esen
Organisation:
Country of residence:
Allemagne
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>



## Survey response 24

Response ID
1320
Date submitted
2018-08-20 11:18:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Toute institution européenne devra traduire ses documents, sa communication et son site internet dans les 4 ou 5 langues les plus parlées (en nombre de personnes) dans l'UE.</p> <p>Dans le cas d'un sujet concernant directement un ou plusieurs pays membres, une traduction doit être proposée dans la(les) langue(s) du(des) pays concerné(s).</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Une politique linguistique commune doit être adoptée pour toutes les institutions européennes. Un service européen linguistique commun doit permettre d'accompagner ces institutions dans leurs démarches de traduction.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Un service de traduction unifié doit prendre en charge les demandes spécifiques de traduction des citoyens européens. Ces documents doivent ensuite être mis à disposition du public.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Principe des 4 ou 5 langues les plus parlées pour les parties principales des sites webs (présentation de l'institution, éligation principale, espace de contact/questions). Traduction dans les langues officielles des pays membres directement concernés par certains sujets.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui, très utile. Au minimum dans les 4 ou 5 langues les plus parlées.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Le nombre restreint est acceptable pour des sujets secondaires, ou très spécifiques.</p> <p>Principe des 4 ou 5 langues les plus parlées (démographiquement).</p>

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Très bonne politique.

## IV. Other

8. The only specific regulations at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Pas d'avis

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Ces coûts doivent être supportés par l'ensemble de l'UE. Il s'agit d'un principe d'équité. Donc dans le budget de l'UE.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il peut être imaginé un processus hybride : traduction automatique, retranscrite manuellement pour adapter aux spécificités des langues concernées.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 26

Response ID
1458
Date submitted
2018-08-20 11:32:21

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Communiquer avec des francophones ? Paf ! Tout en français !
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Oui. La diversité linguistique est dans l'essence même de l'UE. Aussi est-elle multilingue. Je ne déteste pas l'anglais (langue à la maison) mais faut aussi les autres langues exister. C'est le rôle central de l'UE de promouvoir cette diversité, dans son fonctionnement et en dehors.
Chaque institution européenne devra avoir tout disponible dans les langues officielles
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Ça ne coûte pas si cher. Arrêtons de parler de coûts des langues. La PAC pro-chimie coûte bien plus cher, aussi en cancers.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Toutes les langues. Point.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Toutes.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Toutes les langues.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Aucune idée

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Ça coûte moins cher que pour les programmes numériques. Ça promeut le métier de traducteur, nécessaire dans une Europe diversifiée d'un demi-milliard.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il faut assez de traducteurs faire leur travail. Ils savent utiliser la technologie quand il faut.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Laurent Chambon

Organization:

Country of residence:

Netherlands

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

nl - Netherlands

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>



## Survey response 27

Response ID
1472
Date submitted
2018-08-20 12:07:00

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Le plus simple sera t d'adopter la langue du ou des publics visés et de mettre en place un traducteur automatique et communautaire open source des textes non traduits avec un système d'alerte de médiation permettant aux gestionnaires des pages concernées d'intervenir.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Oui faut une politique opposable et obligatoire.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Voir réponse 1

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les fondamentaux doivent être traduits dans toutes les langues nationales des pays de l'Union.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Quand ce es-c concernent des publics ciblés ou
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)? Ce sont des critères logiques. S'il y a des résumés en langues nationales régulièrement concernant des matières linguistiques reconnues alors on peut limiter le nombre de langues.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Ce serait bien, cependant adopter le système de traduction évoqué plus haut (réponse 1) pourrait aider.
---

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où cela est possible s'y a des voies de recours pour les citoyens européens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Où en utilisant un système de traduction en mode web.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Où

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M Christophe Vix-Gras

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

NGO or association

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 28

Response ID
1497
Date submitted
2018-08-20 12:38:25

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Pour la forme d'abord. Commencez de parler la langue des « gens ordinaires » : les explications de ce questionnaire est un exemple de langue administrative. Long, compliqué, barbant et rempli de concepts inconnus des « gens ordinaires ». Le terme « citoyen » a été vidé de son sens et ne parle plus aux gens.</p> <p>Avant toute nouvelles règles, faut utiliser des écrits, journalistique ou autre communautaire de telle sorte qu'ils traduisent en termes compréhensibles votre jargon administratif. Car faut un vrai talent pour bien communiquer : les écrits « croutes » sont égoïstes et ont tendance à devenir fonctionnaires pour survivre.</p> <p>Ensuite pour le fond, posez vos questions en partant des besoins des gens et non plus en partant des besoins de l'administration européenne. Arrêtez de vous prendre pour le nombre de l'Europe, le nombre de l'Europe ce sont des gens,</p> <p>Enfin arrêtez vos campagnes publicitaires « hors sol » qui usent et abusent du politiquement correct et qui sont tellement mensongères et vérifient ces communiqués qui disent le contraire de ce que les gens ressentent et vivent tous les jours. Parfois, on se croit en URSS.</p> <p>Laisez vos communiqués de telle sorte faire passer votre message dans la langue qui s'écrit sans se compliquer avec encore plus de règles administratives. Si les fonctionnaires pouvaient communiquer de façon percutante cela se fera.</p> <p>En fait votre seul problème c'est de sélectionner des gens talentueux : ceux qui savent ce qui doit être communiqué et d'autre pour le communiquer de façon efficace. Car n'est pas nécessaire de traduire des milliers de pages produites par vos fonctionnaires : personne n'a le temps, n'en a besoin.</p> <p>Les deux règles seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ce message est-il indispensable pour permettre aux gens de prendre une mesure décisive dans leur vie de tous les jours?</li><li>• Cette forme est-elle génériquement adaptée pour que les gens comprennent immédiatement le message?</li></ul>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Je ne sais pas que les sont les institutions européennes? Vous parlez chinois, non la langue des ronds de cuivre</p> <p>Les deux règles seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ce message est-il indispensable pour permettre aux gens de prendre une mesure décisive dans leur vie de tous les jours?</li><li>• Cette forme est-elle génériquement adaptée pour que les gens comprennent immédiatement le message?</li></ul>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Les coûts sont réduits si on publie uniquement ce qui est indispensable aux gens et sous une forme super compréhensible et percutante</p> <p>Les deux règles seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ce message est-il indispensable pour permettre aux gens de prendre une mesure décisive dans leur vie de tous les jours?</li><li>• Cette forme est-elle génériquement adaptée pour que les gens comprennent immédiatement le message?</li></ul>

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in a or many EU languages?

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

### IV. Other

8. The only specific suggestions at one time on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où faut imposer l'enseignement de l'anglais comme seconde langue dans tous les pays de l'UE et ce dès la première année scolaire. D'autant plus que puisque l'Angleterre quitte l'UE, aucun pays n'en sera favorisé

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

M Robert De Lee

Organization:

Country of residence:
Belgium
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
nl - Nederlands
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 31

Response ID
1578
Date submitted
2018-08-20 12:49:54

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? S'il y a un manque de transparence et de règles formelles, toutes les langues officielles de l'UE, simultanément. Dans les autres cas, jamais d'un seul côté. Imposer l'usage des trois langues de travail (ou deux après le Brexit) simultanément toujours.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Impossible pour être confrontés à des questions linguistiques variables. Une seule et même politique pour toutes les institutions de l'UE.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Je ne comprends pas ce que vous entendez par "coûts exorbitants". La question est ouverte. S'adresser à chacun dans sa langue est simplement indispensable. Il faut y consacrer le budget nécessaire.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Tout ce qui est accessible au public doit être disponible dans toutes les langues de l'UE simultanément.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Non, il est difficile d'avoir accès à toute l'information dans sa langue.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)? S'il y a un manque de transparence et de règles formelles, toutes les langues officielles de l'UE simultanément. Dans les autres cas, jamais d'un seul côté. Imposer l'usage des trois langues de travail (ou deux après le Brexit) simultanément toujours.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Non. Les informations complètes d'une consultation publique doivent être accessibles dans toutes les langues.
---



## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Question ben trop complexe. Je ne maîtrise pas la suggestion en question.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Ben sûr en le budgetant sur le budget global de l'UE !

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 32

Response ID
1623
Date submitted
2018-08-20 13:25:52

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
La communication devra tenir égard au nombre de locuteurs et notamment être adaptée après le Brexit
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Dans les langues officielles pour toute consultation publique. Réglementer que minimum : les 5 langues européennes
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Pour tous les citoyens !!! 1/3 prise en charge par UE 2/3 par les États officiels locuteurs

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Toutes les langues
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Toutes les langues
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?
Voire question un Les 5 langues européennes : néerlandais : populations locutrices ET nombre d'États pratiquant officiellement

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broader public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Langues de travail n'est pas synonyme de langues officielles Toutes les langues se valent

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Oui  
Nouvelles suggestions at on

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Voir réponses précédentes

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non  
Traduction automatique plus réversible humaine

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

[REDACTED]

Country of residence:

Belgique

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

EU institution

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 33

Response ID
1629
Date submitted
2018-08-20 13:49:47

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Toutes langues parlées par plus de 25 millions d'habitants de l'UE doivent faire l'objet d'une traduction systématique et simultanée de tous les documents.</p> <p>Les autres langues également, mais la traduction peut être réalisée avec un délai court après les autres.</p> <p>En terminer avec les traductions uniquement en anglais, et cette langue va devenir très importante avec uniquement l'anglais et l'allemand.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Non, à moins que pour chaque institution, les citoyens européens ne soient obligés de dans leurs accès aux informations.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Même réponse qu'à la question précédente : une seule politique commune afin de préserver l'égalité de tous.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Toutes les langues et l'intégralité du site doit être traduite. Sinon, on crée un sentiment d'être des sous-citoyens pour les langues non ou partiellement traduites.</p> <p>Le site doit s'afficher automatiquement dans la langue du navigateur du citoyen.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Toutes les langues et en même temps.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Voir réponse 1 (langues avec 25 millions de locuteurs)</p>

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, voir réponses précédentes.

## IV. Other

8. The only specific guidelines on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new guidelines would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Il faut un cadre égisatif et LE RESPECTER (le cadre actuel n'est pas respecté).

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Budget européen doit être d'au moins 1% du PIB.

Le prendre sur des accords accordés aux Etats membres qui ne respectent pas les traités (Hongrie ou Pologne), à je rêve.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Pas de traduction automatique, les erreurs sont trop fréquentes et parfois d'ordre inverse de l'original.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France - Indonésie

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>



## Survey response 37

Response ID
1930
Date submitted
2018-08-21 00:28:57

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
- Les relations extérieures de l'UE doivent avoir des règles spécifiques : n'est pas acceptable que l'UE parle anglais avec les pays tiers de langue européenne non-anglaise. La langue anglaise ne devra pas être une langue de diplomatie européenne en Amérique latine. Elle ne devra pas être exclusive en Afrique où le français et le portugais ont une présence majeure. - Il sera incompréhensible que l'anglais devienne la langue de l'UE après le Brexit alors qu'elle est surtout la langue de ceux qui veulent la fin de l'Union européenne.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages?
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

Kenya

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

de - Deutsch

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 49

Response ID
2547
Date submitted
2018-08-26 17:01:57

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
EN PRINCIPLE tous les services de l'administration devront pouvoir diffuser tous les textes dans toutes les langues grâce à une centrale de traduction qui utilisera la traduction automatique sous la surveillance étroite de traducteurs qui corrigeront les erreurs. EN PRATIQUE, en attendant que cette centrale soit active, les services administratifs devront utiliser systématiquement le français, l'allemand et l'anglais. Puis aussi l'italien et l'espagnol lorsque le bilingue sera accompli et que l'anglais ne sera plus une langue de l'UE. Même si l'irlandais ou l'anglais comme langue officielle, cette langue ne représente qu'un faible nombre d'habitants.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
EN PRINCIPLE chaque institution devra pouvoir communiquer dans toutes les langues comme les services administratifs. EN PRATIQUE les institutions devront avoir la même politique que les services administratifs (cfr. supra).
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Une centrale de traduction automatique dont les documents seront révisés et corrigés par des traducteurs ne représentera qu'un faible coût lorsqu'elle sera rodée.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tous les sites WEB doivent être traduits dans toutes les langues.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Des résumés dans toutes les langues sont toujours utiles.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Toutes les informations doivent être publiées dans toutes les langues et en espéranto.

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La diversité linguistique n'est assurée que si toutes les langues ont les mêmes droits. L'introduction progressive de l'espéranto comme langue auxiliaire permettra cette diversité. Il faut une politique à longue échéance et plusieurs générations seront nécessaires pour faire entendre de l'espéranto auxiliaire de la centrale de traduction et de tous les européens.

## IV. Other

8. The only specific legislation on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Il faut plus d'un siècle pour réaliser une UNION économique. Donnons le temps de réaliser une UNION CULTURELLE.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Une centrale de traduction automatisée utilisant l'espéranto comme langue auxiliaire et sous le contrôle de traducteurs sera à longue échéance moins coûteuse.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La technologie contrôlée (centrale de traduction avec l'espéranto comme langue auxiliaire) doit être envisagée pour plusieurs raisons :

1. La diversité est respectée.
2. Tous les pays asiatiques (plus de la moitié du monde) seront heureux de constater qu'il est possible de communiquer avec l'Europe au moyen d'une langue équitable et neutre.
3. Nous admettons les cyborgs au sens large. Pourquoi ne pas admettre une langue construite (espéranto) dont les linguistes reconnaissent la valeur.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Joseph van der Veur

Organization:

Country of residence:

Belgium

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]

Your reply:
-------------

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
--

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>
---

## Survey response 51

Response ID
2634
Date submitted
2018-08-27 14:10:37

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>La règle générale est que les langues officielles de l'UE sont les langues de travail. S'il n'est pas possible de tout traduire à tout moment, encore faudra-t-il que chaque institution aient une politique cohérente, simple et transparente en matière. Ce qui signifie une politique centralisée, et non au gré de chaque service. Un service peut juger une proposition égisative technique, par exemple, mais d'autres la jugeront très politique et d'intérêt général.</p> <p>Un critère devra être le principe général d'égal accès aux projets (appels d'offres, avis de concours), parce que ce touche directement les droits du citoyen européen. Tout citoyen européen a le droit de s'adresser aux employés des institutions et autres organes. De même, on ne peut prêter le flanc aux critiques selon lesquelles les marchés publics sont plus accessibles à certains qu'à d'autres, en raison des langues. A défaut, le soupçon (de favoritisme, de clientélisme) peut naître que chacun n'est pas traité de manière équitable, ce qui nuit à l'image de l'UE et appauvrit la participation à l'élaboration des politiques européennes. Ce qui est contraire aux dispositions du traité qui reconnaît que les citoyens européens doivent être en mesure de participer à la vie démocratique de l'UE.</p> <p>A défaut d'un égal accès systématique, sera-t-il juste de répondre à la demande de disponibilité de traductions, et de l'annoncer sur internet. Soit on qui est un plaisir mais qui ressemble à un compromis entre l'égalité des droits et les limites financières et organisationnelles des institutions.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il semble tout à fait utile que chaque institution se dote d'une politique linguistique qui soit diffusée auprès du public, au moins sur ses sites web. Si possible, ces politiques linguistiques devraient être cohérentes entre les institutions.</p> <p>En cas de régime linguistique restreint, s'agit-il de rappeler les principes généraux, y compris dans les traités, et les modalités proportionnées et justifiées qui y sont apportées. Avec effet de sécurité qui consiste à fournir une traduction à la demande.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Répondre à la demande de traduction d'informations ou de documents semble être un cas général qui devra s'appliquer sans restriction. Il est à parer que les demandes ad hoc de traduction ne sont pas très nombreuses: d'une part, les acteurs économiques ou associatifs sont convaincus que les institutions opèrent en anglais uniquement, d'autre part le rapport de forces n'est pas en faveur du demandeur.</p> <p>Une exception sera à étudier, bien entendu, pour les demandes abusives en provenance d'acteurs malveillants ou malfaits dans un litige avec une institution.</p> <p>La question des coûts est sempiternelle mais a un côté archaïque, selon moi, tant elle est en deçà des appels à plus de démocratie, de transparence. Elle est aussi conceptuellement fautive car elle devra être rapportée aux coûts engagés pour communiquer avec les citoyens et les parties prenantes. Il sera utile de produire des chiffres sur les coûts respectifs de la communication/de la traduction.</p> <p>Par ailleurs, traduire, c'est ouvrir une porte vers un public et générer des économies d'échelle substantielles: il est évidemment économiquement intéressant de ne pas se résumer à une simple approche comptable. A défaut d'une traduction centralisée, ce sont autant de traductions effectuées sans contrôle de qualité, de cohérence etc... qui coûtent cher aux citoyens et aux agents économiques.</p>

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in a or many EU languages?

Les principes linguistiques généraux devront découler des traités, notamment ses dispositions relatives à la démocratie européenne et à la Charte des droits fondamentaux. Ce qui veut dire que tout document relatif au travail émis à l'avenir, qu'il ait un impact sur les libertés et l'égalité des droits a vocation à être disponible dans les langues officielles. Le préjudice financier potentiel est également une considération importante.

Ce n'est pas aux webmasters de fixer les paramètres d'une politique linguistique de l'UE.

Il sera particulièrement important de s'assurer que les traductions disponibles soient effectivement mises en ligne (ce qui n'est pas toujours le cas, hélas). La structuration des sites internet (l'anglais étant la langue par défaut) est une solution paresseuse et finalement contre-productive.

Un contrôle centralisé de l'appelation des principes linguistiques dans l'ensemble des institutions et de la disponibilité des documents dans les langues doit être assuré par le greffe, le secrétariat général ou le service responsable de la traduction. Les constatations devront être rendues publiques.

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?

La solution des résumés des propositions émis à l'avenir et les questions-c est pratiquée depuis longtemps. C'est une bonne solution qui doit être complétée par une traduction à la demande.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even of linguistic diversity in the population...)?

S'agissant des droits linguistiques, le raisonnement statistique ou démographique paraît étriqué et le principe demeure que le public a un droit d'accès général.

Le multilinguisme reste en effet très imparfait dans l'UE et on observe aussi que nombreux sont ceux qui surestiment leurs compétences linguistiques. Apprendre une langue étrangère représente pour eux un investissement long et coûteux que l'UE ne peut exiger de ses citoyens.

Toutefois, communément dans les 3/5 langues de plus largement diffusées dans l'UE (comprimes par des natifs/ des non natifs au niveau B2 au moins) est un moindre mal. A compléter par un mécanisme de traduction à la demande ben sûr.

Un autre critère pourra être l'investissement réalisé par chaque Etat membre pour l'apprentissage des langues officielles dans les écoles. A défaut d'en faire une obligation pour les EM (ce qui sera très désirable), on pourra adapter la politique linguistique à l'effort consenti par l'EM. Ce qui peut paraître paradoxal mais représentera tout de même un retour à une situation plus que de réciprocité: pourquoi le citoyen européen devra-t-il payer pour la langue officielle d'un pays qui ne fait pas la preuve de sa loyauté (linguistique, culturelle, éducative) vis-à-vis de l'UE et des autres EM?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Tout à fait, cette disposition est très bienvenue et devra être adoptée par toutes les institutions européennes.

Il faut bien entendu voir que c'est la proportion des "initiatives prioritaires" dans le programme de travail annuel de la Commission. Et la définition de "intérêt public général", mission traditionnelle dévolue à la Commission européenne, reste un sujet difficile, quoique essentiel.

Cette seule question méritera tout de même un débat public, d'ailleurs.

Encore une fois, l'institution devra faire droit à toute demande de traduction y compris sur les initiatives non prioritaires sauf si est démontré que le demandeur est limité à un autre titre (participation à un forum, un comité, hobby officiel etc).

### IV. Other



8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Le règlement 1/58 a été adapté au fur des adhésions et ne couvre toutes les langues officielles énumérées dans le traité. Il est court et simple.

Voilà qui fait douter de l'utilité d'une nouvelle suggestion.

Par contre, ce n'est pas évident pour tous d'adopter une politique linguistique transparente et cohérente et d'en rendre compte publiquement.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Le raisonnement en termes de coûts n'est qu'une demi-vérité (voir plus haut). Il peut au contraire être stratégique pour l'UE de toucher un maximum de personnes à travers la publication multilingue d'informations ou de documents. Le multilinguisme est une valeur ajoutée de l'UE, pas seulement pour faire passer aux citoyens mais pour conforter la vie démocratique de l'UE et renforcer l'attachement des institutions.

Ce qui est stratégique est examiné au regard des coûts mais les dépasse. Par ailleurs, les coûts ne peuvent être examinés seuls, sans les rapporter aux économies d'échelle et aux bénéfices résultant de l'action européenne. Voilà une chose dont l'UE ne peut se désintéresser.

On pourra, dans le cadre général de l'examen du futur budget, demander des financements supplémentaires, ce qui aura dû être fait dès l'introduction du concept de citoyenneté européenne, d'ailleurs. Et pourquoi pas, ces demandes aux efforts engagés par les Etats membres dans leur système éducatif pour favoriser l'apprentissage des langues (principalement de l'action de l'UE).

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les traductions automatisées, basées sur des traductions humaines fragmentées dans des bases de données statistiques, sont fort utiles.

Toutefois, il faut excuser de proposer cette solution pour des documents avec impact juridique ou financier et donc excuser ce recours pour les marchés publics, les appels de concours, etc. sauf comme système secondaire d'accès à la traduction. Pour ces documents et procédures, la révision et l'assurance qualité de vrais traducteurs sont indispensables.

Le contre-exemple sera sans doute le brevet européen.

If you want to upload any further documentation, please use the field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

NA

Country of residence:

denmark

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

---

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 52

Response ID
2664
Date submitted
2018-08-27 15:29:16

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il convient de mettre en place, en règle générale, des règles par type de communication. Le critère de base devant être le public de destination. Ainsi les communications de presse, les grandes décisions, les consultations publiques qui relèvent de l'interaction, de l'information et de la participation des citoyens à la vie démocratique et au suivi de l'action des institutions doivent être dans toutes les langues de l'Union, à défaut le fossé se creusera inexorablement une Union qui ne pourra plus être suivie, comprise et ses citoyens.</p> <p>Les échanges plus techniques pourront être limités à un nombre significatif de langues de l'Union. Il n'est pas envisageable que des communications ne soient faites qu'en langue anglaise. En effet, cette langue n'aura pas la légitimité populaire, n'étant que maternelle que d'un nombre très limité de citoyens.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Non, chaque institution ne doit pas être autonome dans le choix de sa politique linguistique. La politique linguistique doit s'imposer à toutes les institutions et être d'application stricte.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>La compréhension des actes de l'Union est un élément majeur de l'adhésion de ses citoyens à l'Union, le principe budgétaire ne doit pas être l'un quelconque élément d'analyse, cela confortera le sentiment d'une Europe technocratique, utilisant une langue propre et partcipera naturellement à son rejet.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Les parties des sites web de l'UE qui sont des outils de communication en direction de ses citoyens doivent être traduits dans toutes les langues officielles.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Cela serait préférable.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Ses circonstances l'exigent, un critère de 60 à 80% de la population couverte devra être adoptée. En outre, afin que les pays dont la population linguistique est plus restreinte ne soient pas systématiquement ostracisés, un roulement pourra être opéré.</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Toutes les publications de l'Union devront être au moins disponibles dans un bouquet de langues qui représente 80% de la population de l'Union. Afin de ne pas défavoriser les couvertures linguistiques plus mûres un nombre minimum de langues devra être couvertes.

#### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

L'usage de la langue doit faire l'objet d'un processus législatif détaillé. Ces règles doivent être définies par les représentants des citoyens européens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Cela ne peut être pris en charge par les États, ce sera très coûteux pour des États à faible population linguistique. Cela doit être intégré dans le budget comme un élément incompressible et incontournable du fonctionnement démocratique.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique avec relecture de contrôle est acceptable pour des communications publiques d'autant plus que les technologies s'amélioreront. Il ne faut en revanche pas que cela soit une solution de contournement pour ne plus produire que dans une seule langue.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

#### Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

de - Deutsch

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 55

Response ID
2711
Date submitted
2018-09-26 23:43:48

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>L'EEU recommande</p> <p>a) la tenue urgente d'une conférence intergouvernementale pour décider des grandes priorités d'une politique linguistique pour toutes les branches de l'UE;</p> <p>(b) Cette politique devra être basée sur la justice linguistique et sur une stratégie politique de non-discrimination, pour renforcer les liens entre le citoyen et l'intégration européenne. Des provisions linguistiques permanentes pour les locuteurs de l'anglais, et d'une autre langue nationale, sont par définition discriminatoires et ne sont pas acceptables dans une société qui valorise les droits de l'homme.</p> <p>(c) Les lois et règles de l'UE qui affectent "à vie des personnes" (par exemple, santé, éducation, sécurité et soins sociaux, droits des citoyens) devront toujours être disponibles dans toutes les langues officielles;</p> <p>(d) Les lois ayant des conséquences financières majeures pour les citoyens, telles que les annonces d'emplois, les lignes directrices sur les programmes de soutien tels que Erasmus + et la fourniture de fonds publics, devront être communiquées en plusieurs langues conformément à des directives claires;</p> <p>(e) Un nouveau minimum de multilinguisme devra s'appliquer à toutes les branches de l'UE.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>L'EEU recommande</p> <p>(a) que chaque institution de l'UE devra avoir une politique linguistique explicite publiée qui peut être consultée et dont on peut commenter sur son site Web.</p> <p>(b) que le contenu soit basé sur les valeurs de la justice linguistique et la non-discrimination, qui prouvent à chaque citoyen que l'UE est à égalité avec les citoyens dans tous les autres pays membres, et que l'UE ne donne pas de préférences linguistiques basées sur l'appartenance dans tel ou tel pays.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>L'EEU recommande:</p> <p>(a) Un droit le plus vaste possible du citoyen de demander des traductions des informations et des documents de l'UE, en particulier lorsqu'il s'agit d'une violation à long terme (un an ou plus).</p> <p>(b) Pour éviter des coûts exorbitants, il faudra considérer un rôle pour une langue neutre comme l'espéranto, qui évite toute discrimination et qui met tous les citoyens sur pied d'égalité.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>a) Certains sites web destinés à un public européen vaste et général ("l'Europe des citoyens") doivent être multilingues - dans toutes les 24 langues officielles de l'UE;</p> <p>b) Tous les sites web donnant accès à des fonds monétaires pour des citoyens, des études / programmes d'éducation, des programmes de santé, etc. devront être multilingues - dans toutes les langues de l'UE;</p> <p>c) Dans les sites web qui sont en moins de langues, et donc plus discriminatoires sur le plan linguistique, convient de considérer l'introduction de l'espéranto comme une langue neutre supplémentaire.</p>
---

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a lot of languages?

(a) Des résumés dans toutes les langues officielles devraient être disponibles pour tous les documents importants. Chaque fois qu'un tel résumé n'est pas donné dans toutes les langues, convient de fournir un résumé en espéranto.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

(a) Cela se justifie uniquement en ce qui concerne les informations et les documents destinés aux spécialistes / professionnels et non au grand public.

(b) Chaque décision de limiter les langues utilisées devra être accompagnée d'une explication des raisons pour exclure les autres langues.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

(a) L'utilisation exclusive de l'anglais, du français et de l'allemand pour les consultations publiques ne montre pas un respect suffisant de la diversité linguistique de l'UE.

(b) Les définitions de "intérêt public étendu" et de "langues supplémentaires" sont trop vagues.

(c) Cet accès à la participation linguistique de l'UE est au cœur du concept d'"Europe des citoyens" et devra être reconsidérée à fond.

(d) Les traités donnent à la Commission européenne une responsabilité "de promouvoir l'intérêt général de l'Union européenne", aussi en ce qui concerne la participation linguistique. Il ne suffit pas pour la Commission de répéter "à la participation linguistique, comme la culture et l'éducation, sont un domaine exclusif des États Membres", la Commission a une responsabilité de trouver des solutions européennes et de les proposer aux États Membres.

### IV. Other



8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

- (a) Il ne suffit pas de tra ter exc lus vement de a po t que ngu st que au n veau nat ona ; de toute urgence, une conférence intergouvernementale est nécessaire pour définir une po t que ngu st que en angues européennes fondée sur es va eurs de a Charte européenne.
- (b) Une nouve e  gs at on ne sera ut e que s e e renforce es garant es accordées aux c toyens de 'UE se on es que es s ont dro t à nformat on et aux beso ns huma ns essent e s et à a gest on démocrat que de eur soc été dans une angue qu' s ma tr sent.
- (c) Indépendamment de a quest on jur d que, ces garant es do vent être renforcées par 'ntroduct on d'une po t que ngu st que forme e dans toutes es branches de 'UE.
- (d) Dans e projet MIME a Comm ss on Européenne a demandé a des spéc a stes de 'Un vers té de Le pz g s' fa a t promouvo r une angue te e que 'espéranto en tant que ngua franca nternat ona e? En vo c a réponse:

Réponse de [REDACTED] Un vers tôt Le pz g:

1. Les angues pan fées et 'nter ngu st que (  tude des angues pan fées) devra ent être  tab es comme doma nes d'ense gnement et de recherche dans es un vers tés.
2. Des supports p dagog ques profess onne s pour 'ense gnement de 'espéranto dans es éco es devra ent être créés.
3. L'espéranto devra t être proposé comme angue étrangère dans certa nes éco es en Europe, dans e cadre d'une approche coordonnée v sant   déterm ner sa va eur à ong terme à grande  che e. Ce a n cessera t des cours de format on des ense gnants pour chaque éco e part c pante avec des normes garant ssant un ense gnement de qua t , comme pour es autres angues étrangères.
4. Toutes es mesures de promot on de 'espéranto devra ent s'accompagner de campagnes d' nformat on à grande  che e v sant   fam ar ser e grand pub c avec e fa t que cette angue est déjà ut sée dans e monde ent er par des personnes d'or g nes ngu st ques très... (cont nu  en 9):

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

- (a) Les transact ons do vent être payées à part r du budget généra . S a po t que ngu st que de 'UE pr v ég e des angues d fin es (par exemp e 'ang a s, e frança s et 'a emand), es pays où ces angues sont off c e es devra ent payer davantage pour compenser cet avantage.

"Le statut soc o ngu st que de a angue nternat ona e L'espéranto suggère qu'une angue pan f e peut être un moyen de commun cat on eff cace, au même t tre que toute angue ethn que (ou «nature e»). Ma gré ses 130 ans d'h sto re, 'espéranto ne fa t pas 'objet de recherches ngu st ques sûr euses au même degré que es autres angues, et son acqu s t on n'est pas encouragée avec a même ntens t .

Que nous d t a recherche?

Se on Ethnologue, une référence fréquemment ut sée sur es angues v vantes, 'espéranto est a deux  me angue de 2 m ons de personnes (vo r éga ement Wande 2015); d'autres est mats ons proposent un nombre de 100 000 ocuteurs seu ement. Depu s ma 2015, p us de 1,6 m on de personnes ont commencé à apprendre a angue sur a p ate-forme Internet Duo ngo. L'expér ence montre qu'en ra son de a transparence de sa structure morphosyntax que, 'espéranto est beaucoup p us fac e à apprendre que d'autres angues étrangères (vo r, par exemp e, P ron 2006: 2489), b en que cette aff rmat on so t d ff c e à étayer dans des études contr   es.

L'espéranto s'est r v  être une angue v vante à fort potent e en tant que moyen de commun cat on eff cace dans d vers doma nes. Il est ut s  dans es conversat ons de tous es jours, en tant que angue à des f ns spéc f ques et en tant que support pour a t t rature or g na e et tradu te. Il est e p us r uss de p us de 1 000 projets en angue constru te. Ce a est dû en part e à ses propr étés structure es: un système de format on de mots product f et une syntaxe f ex b e et une r duct on de a comp ex té et des except ons, e tout sans perte d'express v t . Ma s e succès de... " (cont nu  en 10 )

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

(a) La traduction automatique peut aider à l'interconnexion au-delà des frontières linguistiques et donc elle devra être soutenue.  
 b) Afin de passer certaines étapes de la traduction automatique, l'UE devra l'accompagner d'un soutien officiel de l'espéranto en tant que langue neutre des citoyens. Il faudra une conférence intergouvernementale pour donner à l'UE l'autorité de soutenir l'utilisation de l'espéranto, mais une telle décision pourra se prendre dans le cadre d'une conférence intergouvernementale pour réformer les Traités. Une telle conférence sera nécessaire tôt ou tard.

(contenu de 9) "... l'espéranto est avant tout dû à des facteurs linguistiques: la langue a trouvé une communauté de parole suffisamment diversifiée et créative pour garantir son développement et sa diffusion durable. En avril 2012, l'espéranto a été ajouté aux langues dans Google Translate, et le développement de Wikipédia en espéranto se poursuit, avec plus de 250 000 articles en septembre 2018. Les quelques locuteurs natifs de l'espéranto (environ 1000 personnes) n'imposent pas de normes linguistiques, ce qui signifie que tous les locuteurs peuvent communiquer sur un pied d'égalité."

If you want to upload any further documentation, please use the field.

[{"title":"Declaration of Nitra 2016","comment":"Results of language policy conference addressed by Commissioner Andriukaitis","size":"42.496","name":"Nitra%20Declaration%20-%20of%20EN%208-2016.doc","filename":"fu\_yr3pnh6vdfke7yz","ext":"doc"}]

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

1

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Dr Seán Ó Ráin

Organisation:

Europa Esperanto-Unio/European Esperanto-Union - EEU

Country of residence:

Austria

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

NGO or association

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 56

Response ID
2742
Date submitted
2018-08-28 09:53:51

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tout devra t au moins être d spon b e en fran a s, a emand et ang a s.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Ou . Tout au moins en fran a s, ang a s et a emand
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Cr t re pr nc pa : angues off c e es dans p us eurs pays membres.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at the time would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Fonds privés dans le budget de l'UE

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 64

Response ID
2997
Date submitted
2018-08-29 15:18:19

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Possibilité de remédier : enseigner 'espéranto comme 2ème langue à partir de l'école élémentaire (6 ans) dans tous les pays de l'U.E. Cela permettra-t-il de traduire en espéranto un quement, compréhensible par tous et, non négociable, sur un pied d'égalité.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Si tous les pays de l'U.E. acceptent l'enseignement de l'espéranto et son usage généralisé, cela résout les problèmes.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Avec l'espéranto, le coût exorbitant des traductions dans les 24 langues de l'U.E. disparaît au profit d'une seule traduction pour tous les pays membres.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Tous les sites web pourront être disponibles en une seule langue universelle, l'espéranto.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? A l'E.U. de juger, si, en dehors de l'espéranto universelle, une autre langue devra-t-elle être utilisée, dans ce cas une langue "maternelle" d'un pays déterminé au détriment des autres langues maternelles des autres pays.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)? Le problème ne se pose plus avec l'usage de l'espéranto universelle.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Si l'U.E. juge que certaines consultations publiques devraient être accessibles en anglais (pour l'Irlande du Sud un quement comme membre de l'U.E. depuis le Brexit), en français pour la France et la Wallonie seulement (la Flandre étant néerlandophone) et en allemand pour les pays membres de l'U.E. ayant l'allemand comme langue maternelle, tous les autres pays membres sont exclus, sauf si on utilise la langue universelle, l'espéranto.
--

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où, une nouvelle suggestion s'impose : 'enseignement et ensuite 'utilisation d'une langue unique et universelle : 'espéranto.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Eviter les coûts supplémentaires par 'emploi de 'une langue unique et universelle, 'espéranto.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Puis de recours nécessaires à ces traductions automatiques truffées d'erreurs. D'ailleurs, une partie des organismes ont recours à des bureaux de correction de traductions, qui engendrent des coûts supplémentaires.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Martine Rysenaer

Organization:

aucune, indépendante

Country of residence:

Belgique

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 72

Response ID
3293
Date submitted
2018-08-30 08:11:51

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Il pourra t y avoir davantage de pur ngu sme.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Il sera t bon que chacun puisse consulter le contenu de toutes les politiques.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
—

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Les sites internet relatifs à la santé, à l'éducation, etc. devraient profiter du pur ngu sme. S' n'est pas possible de proposer toutes les langues officielles de l'UE, sera t bon d'avoir l'interface du site au moins dans une langue commune neutre, telle que l'espéranto.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Il est important d'avoir ces résumés dans de nombreuses langues. À nouveau, une langue commune neutre comme l'espéranto peut jouer le rôle de langue pont équitable.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Ceci est acceptable uniquement pour des cadres spécifiques, non pour des documents à destination du grand public. Aucun citoyen ne devrait avoir à pâtir de sa méconnaissance de la langue officielle d'un autre pays que celui dans lequel il réside.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation needs to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
L'usage de ces trois langues n'est certainement pas juste vis-à-vis de nombreux citoyens de l'UE. Des études à ce sujet, notamment dans le domaine de l'éducation, ont déjà eu lieu, notamment le rapport Grün : <a href="https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Grün">https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Grün</a>

## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?
Un nouveau cadre est ut e un quement s' apporte de nouve es garant es aux c toyens des pays ne par ant pas de na ssance es angues off c e es des autres pays, sé ect onnées pour serv r de angues-pont.
9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?
L'usage d'une angue neutre comme 'espéranto permettra t de répart r es couts de traduct on. Le cas échéant, es pays dont a angue off c e e est ut sée comme angue pont devra ent part c per aux couts de traduct on : eurs c toyens n'ont pas à nvest r dans 'apprent ssage d'une angue étrangère.
10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?
L'ut sat on de 'espéranto est un atout év dent pour des traduct ons, par son apprent ssage rap de et son ut sat on pert nente dans de nombreux doma nes y compr s spéc f ques.
If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.
[{"t t e":"Rapport Gr n","comment":"","s ze":"800.639","name":"2005-09%20rapport-gr_n_comp et.pdf","f ename":"fu_dyqgzd7339 aj9","ext":"pdf" }]
f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.
1

## Contact Information

T t e, Name, Surname:
A exandre ANDRÉ
Organ sat on:
Country of res dence:
France
Language of the contr but on:
fr - frança s
Category:
Ind v dua c t zen
Category: [Other]
Your rep y:
can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)
C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces</a>



## Survey response 73

Response ID
3307
Date submitted
2018-08-30 08:57:54

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Toutes les institutions européennes devraient avoir la même politique linguistique. Tous les sujets seraient ainsi accessibles de la même manière par le citoyen européen.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Pour que l'égalité linguistique soit respectée serait mieux d'afficher la première page dans une langue neutre. L'affichage par défaut en anglais n'est pas neutre.  dem pour les adresses ex : European Ombudsman, 1 avenue du Président Robert Schuman, CS 30403, F - 67001 Strasbourg Cedex, France  European Ombudsman pourquoi d'abord en anglais ? le problème serait le même si c'était d'abord en français ou en grec...
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Le bon équilibre sera l'usage d'une langue neutre (coût réduit et diversité linguistique respectée).

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

L'utilisation de 'ESPERANTO

serait à mesure soit on.

Comme l'a montré le rapport GRIN, économiste suggère

serait facile de faire une période de transition pour former des enseignants en grand nombre et donc des locuteurs de 'espéranto.

Rapport GRIN :

<http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/054000678.pdf>

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

L'utilisation de 'ESPERANTO

serait à mesure soit on.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les traductions automatisées à partir d'une langue pont comme 'espéranto donnent de bons résultats.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Emmanuel DESBRIERES

Organization:

éducation nationale, France

Country of residence:

FRANCE

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Other public institution

---

Category: [Other]

Your reply:
-------------

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
--

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>
---

## Survey response 78

Response ID
3389
Date submitted
2018-08-30 11:30:04

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Pour plus de démocratie, tous les documents devraient être disponibles pour tous les citoyens de l'UE dans leur langue maternelle. Pour éviter de nombreuses difficultés et un coût énorme en traduction et interprétation, une autre solution est possible : sur tout le territoire de l'UE, l'espéranto devrait être enseigné comme langue commune à tous les européens, une telle pratique mettrait tous les citoyens sur pied d'égalité par rapport à l'emploi des langues dans l'Union et éviterait l'impératif de multilinguisme qui est anglophone.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of multilingual diversity in the population...)?
NON

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support multilingual diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
certaines pub cs sont alors nécessairement excusées...

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Pour plus de démocratie, tous les documents devraient être disponibles pour tous les citoyens de l'UE dans leur langue maternelle.

Pour éviter de nombreuses difficultés et un coût énorme en traduction et interprétation, une autre solution est possible : sur tout le territoire de l'UE, l'espéranto devra être enseigné comme langue commune à tous les européens, une telle pratique mettrait tous les citoyens sur pied d'égalité par rapport à l'emploi des langues dans l'Union et éviterait l'impératif de multilinguisme qui anglicise.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Pourquoi ne pas recourir à l'espéranto comme langue officielle de l'UE ?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

Language of the consultation:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 79

Response ID
3419
Date submitted
2018-08-30 12:55:37

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
La seule option viable est 'emploi d'une langue neutre ! Et n'y en a qu'une : 'ESPERANTO
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
oui ! a neutra té, 'équité, 'égalité sans rapport avec 'économie, es obbes... Toute publication devra t être éditée en langue neutre !
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
S 'espéranto est utile, nut e de trouver des arrangements pratiques. Avec 'espéranto, es coûts sont nus !

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Une seule langue de travail dans le respect de tous : 'espéranto !
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
NON, une seule langue de travail : 'espéranto !
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
non surtout pas restreindre à quelques langues qui seraient ées, es privilèges de compréhension, de traduction, de coûts réduits !

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
non n'y aucun équilibre en privilégiant quelques langues ! Les coûts de traduction pour les autres pays sont énormes et anormaux !
La seule solution équitable : 'espéranto !

## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?  
non est temps de ég férer pour év ter a suprémat e ngu st que donc économ que !

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?  
NON ! en f nançant br èvement 'apprentissage de 'espéranto qu ne nécess te que peu d'heures (150) pour une maîtr se correcte.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?  
Traduct on automat que très bonne en espéranto !

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:  
Mons eur André CORBISIER

Organ sat on:

Country of res dence:  
Be g que

Language of the contr but on:  
fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:  
fr - frança s

Category:  
Ind v dua c t zen

Category: [Other]

Your rep y:  
can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces>

## Survey response 80

Response ID
3458
Date submitted
2018-08-30 15:11:55

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Pour le public en général, toutes les langues, nationales ou régionales, devraient être disponibles. Pour le travail interne, préparations et échanges, afin d'éviter la domination des locuteurs natifs d'une ou de quelques langues privilégiées, faudra-t-il utiliser une langue neutre et qui a fait ses preuves de ses capacités, 'Espéranto.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? La politique linguistique devrait être la même dans toutes les institutions, en y évitant la domination d'une ou de quelques langues nationales.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Le passage à 'usage de 'Espéranto me semble la seule réponse raisonnable au problème des coûts, même en tenant compte de son apprentissage.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Toutes les langues, nationales et régionales, ou au moins aucune sans 'Espéranto. Pas de problèmes à donner à 'une ou 'autre des langues nationales.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Pas un résumé, mais 'intégrité, dans toutes les langues, nationales et régionales. Sans dans aucune langue nationale mais au moins en Espéranto.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even of linguistic diversity in the population...)? Pas acceptable de restreindre le nombre de langues. Il faut fournir les informations dans toutes les langues, y compris régionales, ou au moins aucune hormis 'Espéranto.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Il ne doit pas y avoir d'avantages pour l'anglais, le français ou l'allemand.
--



## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Le pr nc pe me semb e s mp e : toutes es nformat ons access b es access b es à chacun dans sa angue, nat ona e ou rég ona e. Pour es documents de trava , ut sat on de 'Espéranto, au eu de favor ser es ocuteurs nat fs de que ques angues. Ense gnement mass f de 'Espéranto aux fonct onna res européens. Que d'économ es en perspect ve !

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

Les coûts ! Le pr nc pe de réa té !  
Pourquo par er de coûts "add t onne s" a ors qu' s devra ent être de r gueur ?  
L'Europe est po yg otte. C'est un fa t.  
L m ter es angues de d ffus on, c'est favor ser es nat ona smes.  
Pour e fonct onnement de 'Un on, n'y a qu'une réponse ra sonnab e, auss et surtout f nanc èrement, c'est 'usage de 'Espéranto, et son ense gnement.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Même s es traduct ons automat ques sont de p us en p us correctes, e es ne sont pas LA so ut on.  
I faudra toujours un œ huma n pour es aff ner.  
Pour ce qu est des coûts, demander à a popu at on s e e préfère payer et savo r ou ne pas payer et ne pas savo r.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

M. Ph ppe Cousson

Organ sat on:

Country of res dence:

France

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

en - Eng sh

Category:

Ind v dua c t zen

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 82

Response ID
3512
Date submitted
2018-08-30 18:46:44

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
<p>Votre enquête n'est qu'un attrape-couillon !!</p> <p>vous préparez en fait la construction de 'Europe par 'anglais sat on...</p> <p>au mépris totale des peuples et des langues et cultures.</p> <p>Et vous réussirez car ces pauvres européens sont déjà formatés par le système économique que qu'ils divisent en "loosers and winners"</p> <p>JE HAIS CETTE EUROPE QUE VOUS CONSTRUISEZ !!</p> <p>Que faire alors?</p> <p>==&gt; L'Europe des peuples :</p> <p>à chaque enfant européen : sa langue maternelle, étudiée à fond</p> <p>plus une langue nationale pour avoir une communication vraie avec ses plus proches</p> <p>plus une Langue Internationale Auxiliaire, Neutre, de type Espéranto pour assurer facilement une communication avec tous les autres européens (ou, c'est possible, voir le Rapport Grün)</p> <p>et enfin apprendre une (des) langue(s) étrangère(s) suivant ses goûts.</p> <p>Un conseil enfantin, que vous ne suivrez bien évidemment pas : commencez par enseigner 'Espéranto qui (c'est prouvé) a un effet propédeutique quand on apprend plus facilement l'anglais ; ça rappassera vite et vous perdrez moins d'argent.</p> <p>Ce dernier argument doit vous parler au moins. Pôvres parents!</p>
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

### IV. Other

8. The only specific regulations at the language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 87

Response ID
3657
Date submitted
2018-08-31 10:27:43

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
je ne connais pas ces critères
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Avoir une politique linguistique? ou Avoir le temps et l'argent pour la mener, c'est autre chose.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
S'il y avait un principe, on le saurait. Ce questionnaire est déjà un principe puisqu'il est dans toutes les langues de l'Europe. Que praxait-il coûté? Comment a-t-il été produit?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tous les sites web des institutions européennes devraient avoir davantage de langues. Il faudrait ajouter l'italien, l'espagnol, le polonais, et l'espéranto comme langue-pont abordable.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
même réponse que précédemment.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
même réponse que précédemment.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
les consultations publiques doivent être faites dans toutes les langues, comme cela se fait.

## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Une nouve e ég s at on sera t ut e.

Chaque intervenant devra t pouvo r formu er des quest ons dans sa nguage nata e pour pouvo r b en s'expr mer.

Ensu te tradu re dans es 7 nguages es p us mportantes sera t ob gato re.

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

L'ajout de 'espéranto aux nguages-pont ne coûtera t pas très cher et amènera t un gros progrès dans a compréhens on des textes.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Les traduct ons automat ques ne sont pas encore très bonnes. Invest r pour es amé orer ne sera t peut-être pas du temps perdu. Et ce temps sera t regagné ensu te, avec quand même e contrô e d'un expert dans a nguages c b ée.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

Mme G nette MARTIN

Organ sat on:

assoc at on pour 'espéranto UEA

Country of res dence:

France

Language of the contr but on:

fr - français

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

en - Eng sh

Category:

NGO or assoc at on

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces>

## Survey response 91

Response ID
3742
Date submitted
2018-08-31 16:00:37

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
<p>Il faut changer l'axe de réflexion et envisager une autre approche. Je ne vois pas comment résoudre cette problématique avec le fonctionnement actuel.</p> <p>Soit on continue avec des implications financières (graves), avec des négociations entre les États humains (le mouvement va dans ce sens à bien des niveaux) soit on choisit une langue au détriment des autres ("dictature") soit on envisage une langue de commun caton internationale. Le latin a déjà été utilisé, même récemment, face à cette difficulté de trouver une langue de commun caton unique pour tous; elle témoigne du malaise existant mais cette langue est beaucoup trop complexe pour s'adresser à tout un chacun que ce que soit sa place dans la société. Il existe par ailleurs une langue égaitaire, neutre et accessible à tous : l'espéranto.</p>
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
<p>Oui, une neutralité, l'indépendance par rapport au système économique ; le choix doit se faire pour permettre l'accès aux informations à tous (juste) et à non manipulé des individus.</p>
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Tout cela devient facile si on se met à la langue du pays + une langue pont comme l'espéranto.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Idem.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
<p>Oui dans la mesure actuelle mais faudrait évoluer vers une langue pour tous.</p> <p>Par ailleurs, si l'on veut éviter les écarts actuels, la réponse est non et le passage à une langue commune est nécessaire.</p>
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
NON. Ce sera toujours injuste.

### III. Public consultations



7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La réalité est que nous sommes dans un gouffre financier, que chaque citoyen paie pour cela, que la situation s'aggrave et que les morosité gagnent nos nations.

L'état est en train de voler ceux qui travaillent, de pousser les gens qui veulent entreprendre à partir, de faire fuir les gens créatifs et les cerveaux.

Il n'y a pas de volonté de faire autrement car il n'y a pas de remise en question. On est dans le mur et on accède.

Une économie dans le domaine de la traduction sera ténorme et facile ! Cet argent est "partiellement" gaspillé...

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

???

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Ça suffit ! Enseigner l'espéranto dans toutes les écoles et, dans quelques années/décennies, le problème sera à ranger au cimetière des vœux.

Cela va très vite et c'est accessible à tous ; de plus l'espéranto rend les gens car quand on peut tous parler la même langue, on se sent citoyens du monde.

Bon nombre de gens commencent à ne plus comprendre les nuances de leur propre langue tant le nouveau monde de la langue maternelle s'effondre.

Le fossé entre les gens se creuse encore...

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

NON

If you want to upload any further documentation, please use the field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Madame Myrham LECLERCQ

Organization:

Country of residence:

Belgium

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 99

Response ID
4535
Date submitted
2018-09-02 20:17:27

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Je ne vois pas de critères simples à mettre en œuvre. Il faudrait une langue unique, Esperanto ou une autre langue construite, fondée sur une analyse scientifique et indépendante des enjeux linguistiques en Europe.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Que répondre à une telle question ? La réponse ne sera finalement chose que par nécessité.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? La réponse est peut être dans le rapport Grin de 2005.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Soit toutes les langues, soit une seule. L'entre-deux ne présage rien de bon.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Même réponse.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Même réponse.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Même réponse.
---

### IV. Other

8. The only specific examples at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new examples at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une volonté politique a rémé paraît indispensable sur la question linguistique. Même elle a sser a er devra t être explicitement et officiellement décrété, c'est cette option qui est envisagée par les états de l'Europe.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Rapport Gr n.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La question de la langue est posée avant d'être technique. Je crois que l'Europe ne se fera pas sans statuer une bonne fois pour toute sur le choix d'une langue commune. Ang a s, Esperanto ou autre. La traduction automatique est pratique mais elle ne créera jamais une dentée Européenne.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions on <https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 102

Response ID
4715
Date submitted
2018-09-03 22:19:30

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il est important que à partir que nous que des institutions soit à plus transparente possible.</p> <p>Dans la mesure du possible, les citoyens de l'UE doivent avoir accès aux informations (en particulier les plus importantes pour eux) dans leur langue. Afin de réduire un maximum les négociations linguistiques, sera très utile de recourir à l'espéranto, langue neutre internationale, qui pourra être utilisée comme langue commune de travail nationale des institutions. Sur le long terme, l'UE devra encourager l'enseignement de cette langue comme principale langue étrangère afin que les citoyens puissent communiquer plus facilement et équitablement à nous que comme langue de travail des institutions.</p> <p>Les textes et décisions publiques seront rédigés dans cette langue avant traduction dans les autres langues officielles, les 24 autres langues sont possibles. Si toutes les autres langues ne peuvent pas être couvertes, est important que les documents soient publiés au moins dans les langues les plus parlées (allemand, français, anglais, italien, polonais...) à nous que dans les langues des pays les plus concernés. Il est nécessaire (par exemple une directive concernant la Suède devra être disponible en portugais en Suède pour qu'en Tchéquie).</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Chaque institution devra rendre publique sa politique linguistique avec justification des contraintes imposant ces décisions (par exemple en raison du budget disponible ou des langues pratiquées par la personne des institutions) à nous qu'un espace permettant de commenter à partir que en question.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui, en particulier pour les documents et décisions ayant une validité de longue durée (plus d'un an par exemple).</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Les pages d'introduction des sites des institutions devront être disponibles dans toutes les langues officielles.</p> <p>Les pages et sites proposant des données concrètes aux citoyens, telles que des fonds européens, des programmes et actions directement (comme Erasmus+) devront être disponibles dans le plus de langues possible.</p> <p>A défaut de rendre l'ensemble des sites traduits, l'espéranto, en tant que langue neutre et facilement accessible, devra être disponible à tous les niveaux.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Tout à fait, dans un maximum de langues nationales à nous qu'en Espéranto pour passer aux manques éventuelles, afin qu'un maximum de citoyens soient informés de l'actualité des institutions.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>C'est acceptable si les documents en question ne sont pas destinés en priorité au grand public (par exemple à des spécialistes de sujets précis), mais toujours en fournissant à minima une version en Espéranto et dans les langues maternelles les plus répandues (allemand, français, anglais).</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Le recours prioritaire à trois langues répandues n'est pas suffisant pour respecter adéquatement la diversité linguistique de l'Union car excute fait une grande partie des citoyens. L'idéal serait que toutes les langues nationales aient une égale importance. Au début de toutes les langues officielles, cette dernière langue compensera à un certain degré l'absence des autres langues.

Les notions d'"initiative prioritaire" et d'"intérêt public général" sont trop floues et nécessitent davantage de précisions.

### IV. Other

8. The only specific suggestion about language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Il est nécessaire que la question linguistique fasse l'objet de nouveaux accords entre les gouvernements garantissant les droits linguistiques (accès à l'information dans sa langue, non discrimination) sur la base des droits fondamentaux de la Charte de l'UE.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il est important que les pays les moins avantagés linguistiquement ne supportent pas de façon excessive leur désavantage : serait plus juste que les pays les plus avantagés linguistiquement (Royaume-Uni, Irlande, Malte, France, Allemagne ...) contribuent davantage aux coûts de traduction et d'interprétation. Les pays dont les langues officielles sont les plus avantagés devraient au moins verser une contribution au budget légèrement plus importante. Ces montants supplémentaires seraient destinés en priorité à la traduction et l'interprétation, le budget général de l'UE couvrant l'essentiel des dépenses.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les technologies de traduction automatique sont aujourd'hui très nombreuses et d'être une solution acceptable. Le mieux serait, sur le long terme, de favoriser l'utilisation de l'espéranto comme langue neutre entre citoyens et institutions de sorte que les documents soient au moins disponibles dans une langue accessible qui désavantagerait le moins des citoyens possible.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 105

Response ID
4867
Date submitted
2018-09-05 12:11:53

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Avec les moyens actuels et l'IA, on peut espérer une traduction systématique de tous les documents. Pourquoi les destinataires des documents ne choisiraient-ils pas en amont la langue dans laquelle tous les documents doivent parvenir? Chaque correspondant serait associé à une langue et tout document qui y parviendrait serait dans cette langue. Un petit logiciel qui associe à chacun un drapeau associé à une langue et qui induit une traduction préalable à tout envoi, ce n'est pas si difficile.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il n'y a pas à faire de choix, au coup par coup. Nous avons le droit d'avoir tous les documents dans une langue que nous comprenons. Sinon, on finira par avoir des situations absurdes où l'anglais sera utilisé pour l'économie, le français pour la culture, l'allemand pour la finance... Complètement stupide!</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Non! Je me demande s'il n'aura pas même fallu dépenser tout l'argent dépensé en traductions pour moderniser la langue commune aux européens pendant des siècles, à savoir le LATIN! Nous pourrions tous au sein de l'UE nous exprimer pour les documents officiels dans un latin moderne, qui ne nous donnerait pas l'impression de nous assommer envahis par l'anglais. Je sais, c'est un peu utopiste, mais à s'empêcher de l'UE ne l'étalement pas au début?</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Sauf exception l'anglais qui n'est la langue d'aucun peuple de l'UE depuis le Brexit, me semble que le français est la langue comprise par le plus grand nombre. Le français est assez facilement accessible pour les Espagnols et les Italiens.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Bien sûr, c'est indispensable. Mais au-delà on peut penser que c'est du ressort de chaque pays d'avoir une équipe qui s'en charge.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?</p> <p>A une époque pas si lointaine, toutes les cours européennes s'exprimaient en français, qui est la langue de l'adoption. Si on ajoute l'allemand me semble que cela devrait suffire. Il faut par contre se détacher de l'anglais pour des raisons évidentes de départ de la GB et d'hémisphère américain contre lequel nous devons lutter.</p>

### III. Public consultations



7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Je le répète pourquoi n'avons nous pas créé une nouvelle langue, un atout moderne pour les documents administratifs que tous les européens apprendraient. Ensuite à chaque pays de payer un service de traducteurs qui pourra ensuite retranscrire dans toutes les langues et données de son choix.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où puisque la GB a quitté l'UE, l'anglais doit être retiré, puisque aucun peuple européen, (à part les Irlandais (et encore!) et Malte (je crois), ne s'exprime dans cette langue.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Que ce soit à chaque pays d'assurer la traduction. L'utilisation d'une seule nouvelle langue (atout moderne) mettrait tous les pays à égalité.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Pourquoi pas, mais je persiste à dire que chaque pays doit assurer la traduction dans les langues et données qu'on emploie sur son territoire. Par exemple la France devra traduire en Corse, en Breton...(et même en Normand pour éviter que cette langue ne disparaisse, et que tout un pan de notre patrimoine ne disparaisse!) les textes les plus importants.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

[REDACTED]

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

italiano

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 107

Response ID
4896
Date submitted
2018-09-05 12:29:54

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Rendre public un corpus de règles.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Un régime unifié pour toutes les institutions : simplicité, efficacité, transparence.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Non. Il faut prévoir d'éditer dans les 3 ou 4 langues comptant le plus de locuteurs les documents et de proposer des traductions mais avec une participation du demandeur même symbolique.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Les offres d'emplois et les documents à valeur contraignante dans toutes les langues.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Oui. Résumé dans toutes les langues des questions clés
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Les 4 langues comptant le plus de locuteurs et celle du pays assurant la présidence de l'union au moment de la publication du document

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Oui.

### IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Non. Dans un cadre ég s at f actua sé après un débat en transparence sur es coûts de a traduct on dans toutes es nguages. Que e par ement se sa sse du sujet est e me eur gage pour atte ndre une pos t on d'equ bre

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

Cf. mes réponses précédentes : 4 nguages es p us par ées et ce e du pays prés dant 'un on au moment de a pub cat on

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Non. Proposer out de traduct on automat que à t tre de courto s e. Sans engagement.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

[REDACTED]

Organ sat on:

Country of res dence:

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

de - Deutsch

Category:

Ind v dua c t zen

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed n an anonymous way

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces>

## Survey response 109

Response ID
4923
Date submitted
2018-09-05 13:38:24

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Des qu'un pays est impliqué directement ou indirectement
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Le régime linguistique peut être restreint, mais pas à une langue unique mais au moins trois langues savonne une langue romane et une langue slave
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les renseignements pratiques sont formulés dans toutes les langues Les généralités peuvent être en 3 langues minimum une langue savonne une langue romane/ et une langue slave
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
--

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Mr. Eric Peste

Organisation:

Lookadok

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 111

Response ID
4968
Date submitted
2018-09-05 15:45:25

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>1 - Tous les documents de toutes les institutions de l'Union devraient - au moins - être traduits dans les langues de travail officielles: Anglais, Français, Allemand. Ce n'est actuellement pas le cas et c'est préjudiciable au sentiment d'appartenance des citoyens à l'Union.</p> <p>2 - L'usage de l'anglais, langue réductrice sur le plan juridique, devra être minimisée après le Brexit. Compte tenu de la pauvreté de l'anglais "bruxellois", des concepts juridiques que porte le "gobsh", contrairement aux sources du droit européen, tous les documents juridiques des institutions devraient adopter comme langues de travail officielles le Français et l'Allemand et bien sûr être disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union, quand ils sont opposables.</p> <p>3 - Aujourd'hui, les administrations européennes ne respectent pas les traités et s'adressent fréquemment en anglais aux citoyens, directement ou par l'intermédiaire de consultants ou de collaborateurs extérieurs. Faire respecter les traités est indispensable. Tout citoyen européen a le droit que les institutions s'adressent à lui dans sa langue.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Une règle commune à toutes les institutions, respectant le Traité, devra être rappelée à toutes les institutions. Pour l'usage restreint, doit se résumer aux langues de travail et pas seulement à l'anglais.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Aucun. Quel qu'en soit le coût, toutes les institutions devraient accéder aux demandes des citoyens (traductions, entretiens, formulaires, etc)</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Il s'en devrait déjà être accessible dans toutes les langues de travail, pour tous les documents. Puis il y aura de pages accessibles dans les langues officielles, puis l'Union manifesterait sa volonté de se rapprocher des citoyens.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Pas seulement des résumés. Déjà dans les langues de travail (avec les 3 langues de travail, une très grande majorité des citoyens européens peut lire).</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>- L'urgence (communiqués, décisions rapides) devra être prise en compte pour justifier une publication dans les 3 langues de travail. Aujourd'hui c'est l'anglais et ce n'est pas admissible.</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Où, les langues de travail doivent être davantage et plus systématiquement utilisées au détriment du seul anglais.  
Pour les consultations, elles doivent être traduites dans toutes les langues officielles. Le financement pourra être assuré par les délégations dans les États membres qui se verraient obliger de transformer un à deux postes de fonctionnaires titulaires en un à deux postes de traducteurs permanents.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Jamaïque Parlement et le Conseil parviendront à un accord sur un tel sujet.

Les institutions, à commencer par la Commission doivent montrer l'exemple.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Voilà la réponse à la question 7. En conséquence des délégations dans les États membres, contrairement à s'acquiescer en traducteurs et assurer l'adéquation d'un plus grand nombre de documents émanant des institutions.

Pour les publications à partir des institutions centrales de l'Union, diminuer les services de communication et de porte-parole au profit de traducteurs affectés.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

NON, pas au point et trop impersonnel

If you want to upload any further documentation, please use the field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Jean-Dominique GIULIANI

Organization:

Fondation Robert Schuman

Country of residence:

France, Belgique

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

NGO or association



---

Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 114

Response ID
4999
Date submitted
2018-09-05 16:34:43

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? OUI. dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? dans la mesure du possible, travailler en 3 langues: EN / FR / DE à l'écrit comme à l'oral.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? OUI
---

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

OUI

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

sur les fonds du budget de l'UE.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

pas d'avis

If you want to upload any further documentation, please use this field.

feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

[REDACTED]

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Company

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 117

Response ID
5005
Date submitted
2018-09-05 16:53:48

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? C'est une obligation de l'U.E. de mettre à disposition tous documents dans toutes les langues officielles de ce pays Il faudra un jour que l'UE se mette d'accord sur une langue commune propre à elle et autre que l'Anglais. Le Brexit en est une démonstration qu'elle à ce que nous choisissons par exemple l'Esperanto
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Tout doit être publié dans toutes les langues officielles en l'occurrence en FRANÇAIS également
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Travailler sur la traduction automatique donc partager au financement des entreprises du secteur de traduction en ligne

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Toutes les parties des sites web de l'U.E. devraient être disponibles dans toutes les langues officielles en l'occurrence en FRANÇAIS
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui dans toutes les langues officielles
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Non

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Oui
---

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

0

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

En affectant des fonds en provenance des États membres concernés

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il faut que l'UE subventionne les entreprises qui sont spécialisées dans la traduction en ligne avec, bien entendu, des contrats de performances strictes

If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Jean-François DAVID

Organisation:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 119

Response ID
5027
Date submitted
2018-09-05 16:54:39

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Réa ser es documents dans toutes es langues off c e es de trava de 'Un on pu s seu ement pour es pays concernés.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? I est mportant que chaque c toyen pu sse se sa s r des po t ques de 'Un on donc a traduct on a p us arge poss b e est souha tab e.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? P us ra sonnab e budgeta rement de e fa re en rég e. Poss b té de mettre à contr but on es RP des pays concernés ?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Marchés pub cs Consu tat ons Présentat on des po t ques pub ques
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Ou tout à fa t
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Ou (cf réponse 1)

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Ou
--

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non car l'anglais, le français et l'allemand sont déjà 3 langues argument parées en Europe par contre nécessaire de garder ces 3 langues et non pas que l'anglais, surtout avec le Brexit

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Cf avant

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 120

Response ID
5034
Date submitted
2018-09-05 21:31:18

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il s'agit avant tout de transparence pour ce qui est que de l'UE. Force est de constater que toutes les langues de l'UE sont fondamentales pour renforcer l'appartenance de tous les citoyens à l'UE. Sans une politique qui mette les différents nationalismes à l'écart, il y a fort à parier que l'UE risque de se défaire. Chacune des langues constitue un ancrage culturel irremplaçable et fondamentale. Négocier ce qui est faire courir un gros risque à l'UE. Au contraire le respect des langues à travers une politique qui mette en avant va renforcer l'Union (Unite dans la diversité!)</p> <p>Toutes les domaines qui concernent tous les citoyens doivent donc être disponibles dans toutes les langues (santé, éducation, droits des citoyens etc...)</p> <p>Tous les programmes subventionnés comme Erasmus+ à mon avis doivent également être disponibles dans toutes les langues. Le principe qui est plus important ne constitue pas un budget trop élevé si j'en crois les chiffres en ma possession (monnaie de mardis ?)</p> <p>En résumé : définir une politique qui soit pour tous les divers services s'impose</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Où ben sûr ! Publiées où ben sûr, consultables et amendables (possibilité de commenter et de proposer des modifications en fonction des besoins)</p> <p>Pour ce qui est des degrés de précision, à mon avis convient d'organiser une conférence intergouvernementale pour définir tout cela.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Où ! Est-ce que les coûts seraient exorbitants ? à évaluer ! Lorsque ces documents et informations ont une vocation internationale, convient de donner cette possibilité. Là aussi la conférence évoquée ci-dessus pourra trancher ce point ? Il faut que l'UE définisse une politique qui soit dans le domaine linguistique. C'est fondamentalement compte tenu de la diversité spécifique que à l'UE (mais pas seulement : voir en Inde par exemple)</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Toutes les sites qui visent une large publication doivent être disponibles dans le plus de langues de l'UE possible.</p> <p>Tous les sites qui proposent des subventions pour des initiatives citoyennes (santé, éducation, ...) doivent être disponibles dans toutes les langues.</p> <p>Pour les sites de promotion de langues (ce qui implique le plus de différents nationalismes !), ne sera-t-il pas possible d'introduire la langue internationale espéranto comme langue supplémentaire à l'usage communautaire ? MAIS SURTOUT PAS DE LANGUE COMMUNE genre ce qui a été fait pour la monnaie !</p>
--



5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a lot of languages?

Idem comme ci-dessus :

Pour tous les documents importants et avec une validité sur une grande durée toutes les langues devraient être disponibles (ou dans une partie)

Je pense également que l'UE devrait se pencher sur la nécessité d'introduire la langue espéranto, à savoir ser comme elle fait l'ONU ou l'UNESCO par exemple. À nous les citoyens de l'UE auraient plus sentiment d'être membres d'une communauté de destination, sans pour autant perdre leur identité linguistique.

Fournir des résumés dans d'autres langues de l'Europe comme le catalan, le basque etc... serait aussi une bonne chose !

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Où c'est possible pour des sujets qui concernent des spécificités, pour des sujets spécifiques qui ne concernent pas tous les citoyens.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Si c'est effectivement le cas depuis avril 2017 pour la Commission européenne, ou ce règlement tient la route. Est-ce bien le cas depuis ? et quel est le coût de ces pratiques ? Avec un audit relatif à l'impact financier doit être possible de voir si c'est possible de généraliser ?

Ce concept de langues dominantes et de langues infériorisées donc désignées n'est pas un bon choix politique. Je répète que le sens véritable linguistique des citoyens est très élevée et ces 3 langues ne représentent pas à elles seules la majorité des citoyens de l'UE. D'autres langues sont importantes et toutes les langues le sont. Il faut travailler avec bienveillance, respect avec toujours le souci de leur intégration toujours plus forte dans les rouages de l'UE. C'est un concept politique qui doit être repensé. Pourquoi pas une politique tournante ? Une année : toutes les consultations publiques accessibles en néerlandais, français et grec avec résumé dans toutes les langues ?

Si cette politique linguistique qui intègre plus efficacement toutes les langues devait s'avérer trop chère, à l'usage de l'espéranto pourrait être un avantage. Mais à encore faut préparer l'opinion publique à l'intégration de la langue internationale aux affaires (qui est donc à pour l'admettre surtout pas se substituer !)

### IV. Other

8. The only specific legislation on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

C'est évident. Il faut repenser tout cela. De plus des forces politiques centrifuges risquent de déstabiliser l'UE par des comportements au moins eurosceptiques.

Cadre législatif ou pas je n'en sais rien, mais détaillé et précis OUI certainement.

Le principe de cette nouvelle politique doit être :

- Renforcer et garantir les droits linguistiques des citoyens (droit à une information directe dans sa langue) ; c'est un besoin fondamental

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Intégrer tous ces coûts relativement faibles dans le budget de l'UE.

Si des langues sont privilégiées, les pays concernés doivent financer .... mais si l'anglais est privilégié cela devient compliqué avec le Brexit et puis la France reste privilégiée comment faire avec la Belgique ?

Donc : repenser le budget en faisant des économies d'un côté pour financer une politique linguistique extrêmement nécessaire ! Voir indispensable tant ce sujet est très important pour chaque citoyen.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Tout ce qui peut aller est bon à prendre - Et puis améliorer cette technologie est un bon investissement économique également. Pour compenser les manques et les limites de la traduction automatique (surtout pour des sujets complexes), l'UE pourra soutenir officiellement, comme l'a fait l'UNESCO par exemple, la langue internationale espéranto pour ses besoins et ceux des citoyens.

Soutenir l'espéranto c'est soutenir l'amitié transnationale en Europe (et dans le monde) et c'est faciliter les échanges .... et "accessement" c'est faire aussi des gains importants!

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Jean-Claude Roy

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 122

Response ID
5228
Date submitted
2018-09-05 23:07:30

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Je pense que les documents devraient pouvoir être publiés systématiquement au moins en Français, Allemand ou Anglais.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Chaque institution européenne devrait disposer d'une politique linguistique en annonçant quelle langue parmi le Français, l'Anglais ou l'Allemand sera la langue de publication.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Non, pas d'obligation pour les autres institutions

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Selon moi, toutes les parties des sites web de l'UE devraient, en particulier, être disponibles au moins en Français, en Allemand et en Anglais.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Il serait utile de publier des résumés des questions-clés en Français, Allemand et en Anglais.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Les institutions européennes devraient toutes répondre, à la demande des usagers, soit en Français, soit en Allemand, soit en Anglais.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Toutes les consultations publiques devraient être systématiquement accessibles en anglais, en français et en allemand.
---

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle suggestion ne sera pas utile.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Financement européen pour seulement trois langues: le Français, l'Allemand et l'Anglais.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La technologie peut être utilisée pour fournir des traductions supplémentaires au Français, à l'Allemand et à l'Anglais. L'Union européenne doit développer son traducteur automatique, à l'image de Google traduction.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Roman Lechabre

Organization:

MinArm

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 123

Response ID
5229
Date submitted
2018-09-05 23:17:06

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Mettre les documents à disposition dans les Langues parées par un minimum de citoyens ou dans plusieurs pays de l'UE.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Il faut une politique linguistique commune. Droite de poser une question et avoir une réponse dans sa langue. Pour le reste, 3 langues de travail paraissent pas mal : critère : que la langue soit parlée dans au moins deux pays de l'UE couramment = retenu anglais, français, allemand.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Les traductions ne seront faites par exemple en langue autres qu'officielles que si demandé d'urgence (nécessité juridique..)

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? documents ou moyens de contacts dans toutes les langues; l'administrer les institutions. Pour le reste, s'en tenir aux langues de travail.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? oui. Importance numérique + langues parées de plusieurs pays de l'UE comme langue officielle.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broader public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Pas forcément traduire toutes les langues. ou 5 langues espérées, c'est déjà pas mal.
--

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?
4 Langues officielles c'est déjà bien !! peut y avoir traduction en + d'autres circonstances exigentes pas systématiquement
9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?
Taxer les entreprises Internet les GAFA. Le prendre sur évasions fiscales.
10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?
oui, en dehors des docs en langue officielle faisant foi
If you want to upload any further documentation, please use this field.
Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.
0

## Contact Information

Title, Name, Surname:
Organisation:
Country of residence:
France
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 124

Response ID
5303
Date submitted
2018-09-06 09:46:40

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
L'ensemble des documents / sites web devra t par défaut être mis à disposition dans les trois langues de travail des institutions, .e. anglaise, française et allemand afin de préserver une logique de multilinguisme et éviter les dérives vers un monolingue anglosaxon. Pour des raisons économiques, para t toutefois difficile de traduire l'ensemble des documents produits par les institutions européennes dans toutes les langues officielles de l'UE. Les documents de présentation des politiques devra ent être disponibles dans chacune des langues de l'UE ; les documents techniques pourra ent n'être disponibles que dans les trois langues de travail.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Politique de trois langues de travail qui doit être respectée. Il est utile de disposer de règles précises, sans tomber dans les excès d'ultra-régimentation qui peuvent se retourner contre les institutions (qui se retrouvera ent par exemple en défaut car incapable d'appliquer des règles trop strictes et ambiguës à la fois).
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Cf. réponse à la question 1.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Même réponse qu'à la question 1 : les politiques de l'UE devra ent être présentées dans toutes les langues officielles ; les documents de travail et documents techniques pourra ent n'être traduits que dans les trois langues de travail.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population ...)?
Oui, c'est acceptable. On peut prendre un critère croisé d'importance démographique et de sensibilité des informations pour une population donnée (on traduira en priorité dans la langue officielle de l'Etat membre les informations concernant par exemple des procédures qui visent un Etat membre particulier).

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

## IV. Other

8. The only specific regulations at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La réglementation de 1958 pourrait continuer de s'appliquer mais avec un peu plus de rigueur. La politique d'apprentissage des langues de travail par les fonctionnaires pourrait être renforcée, en particulier en ce qui concerne les 3 langues de travail.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

EU institution

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way



---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 127

Response ID
5379
Date submitted
2018-09-06 14:05:08

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Outre l'anglais, convient de prendre en compte l'historique des institutions et notamment l'apport des États historiques et l'usage de la langue dans différents pays y compris en dehors de l'Union. Ne pas perdre de vue que les documents de l'Union doivent pouvoir être accessibles y compris dans les pays tiers; Au regard de ces critères, tous les documents devraient au moins être publiés en Français, en Anglais, en Allemand et en Espagnol. C'est un minimum.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Oui, il faudra préciser les critères. Il est navrant de constater que nombre de documents sont uniquement en anglais.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Oui, ce serait une bonne chose. Les documents pourraient être transmis par mail.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Les sites web devraient être proposés dans la langue des 28 États; C'est la seule manière de rendre l'Union familière des citoyens. Au-delà, les documents proposés sur le site devraient être proposés au minimum dans les quatre langues suivantes : anglais, allemand, français, Espagnol.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
OUI dans toutes les langues.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Oui, c'est acceptable. Les critères devraient être les suivants : langue comprise dans plusieurs pays, langue parlée dans au moins deux pays membres de l'Union. En conséquence, toutes les informations devraient être publiées au moins dans les quatre langues suivantes : anglais, allemand, français, Espagnol.

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Ouais, mais faudrait ajouter l'espagnol.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administrative system dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

pas nécessairement

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

En prenant dans le budget communautaire de l'Union et dans le budget alloué aux expertises extérieures.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Ces moyens ne sauraient se substituer aux traductions officielles.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

FRANCE

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Other

Category: [Other]

ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 134

Response ID
5593
Date submitted
2018-09-07 15:45:03

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Non. Toutes devraient avoir la même politique : permettre à TOUS les citoyens de participer et de suivre les débats. Et pour ce, c'est indispensable que ce soit traduit dans leur langue maternelle.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Non. Ça doit être la même politique pour toutes. Pour éviter de trop grands coûts, faut peut-être un peu moins de paperasse et de bureaucratie ? Car n'est pas possible de rogner sur les langues. Cf ma réponse à la question 2.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Toutes. Chaque page doit être disponible dans une langue donnée exclusive de fait l'ensemble des citoyens du pays dont la langue est omise.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Je répète ma réponse à la question 2.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

C'est mieux que rien, mais insuffisant.

Les arguments sont toujours les mêmes.

Si l'Europe n'est pas capable d'assurer toutes les langues, alors ce n'est pas l'Europe. Il est inacceptable d'en exclure le monde citoyen. Sinon, ce sera simplement une perte de temps.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

J'ignore la suggestion de 1958. Je ne peux donc pas répondre.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Aux pays européens de décider ensemble. Mais c'est impératif de trouver une solution.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non.

Les traductions automatiques sont très souvent tout simplement incompréhensibles dès que l'on aborde des sujets un peu techniques ou complexes, ce qui est souvent le cas dans les documents de l'UE.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

---

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 141

Response ID
5953
Date submitted
2018-09-12 14:20:24

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
- exiger des du recrutement de parler et d'écrire 2 langues européennes en plus de sa langue maternelle - mettre en place un "référént" linguistique en charge de veiller au respect du plurilinguisme dans son unité - valoriser la connaissance et l'apprentissage des langues (promotion, salaires, etc) - promouvoir l'usage de l'esperanto dans les institutions européennes
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Oui.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Oui. Les coûts sont un faux problème. Il suffit de voir la fosse existant entre les peuples et les institutions de l'UE et ce que cela coûte aux européens; peanuts par rapport aux coûts de traductions et d'interprétation en amont.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
tous les principaux textes et décisions doivent être dans toutes les langues et ajouter l'esperanto pour ce qui concerne l'actualité "chaude", vu la suppression de l'anglais à terme dans les instances de l'UE n'étant plus une langue de l'UE avec le BREXIT, faut que cela soit traduit dans les langues des pays de plus de x millions de locuteurs (5 millions ? 10 ? 15 ?) et lors de la présence dans la langue de l'Etat concerné
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?



## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

Address

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 142

Response ID
5960
Date submitted
2018-09-12 19:04:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>L'Union européenne s'est construite sur des principes qui ne sont pas négociables, faute de perdre son âme. Un de ces principes est 'égalité entre citoyens. Il n'y a pas des langues de seconde zone, parce qu'il n'y a pas de pays de seconde zone, ni de citoyens de seconde zone. L'UE a pour devise "un on et d vers té", ce qui implique de respecter aussi à d vers té quelqu'un. Toutes les langues officielles des pays membres doivent être traitées à égalité.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Chaque institution, organe ou organisme de l'UE doit avoir une politique linguistique explicite et précise, publiée dans toutes les langues, que chacun peut consulter et commenter sur le site internet. La politique doit être la même pour toutes les organisations en ce qui concerne les relations avec l'extérieur, à savoir que toutes les informations doivent être fournies (soit en ligne, soit à la demande) et acceptées dans toutes les langues. À l'extérieur de l'organisme lui-même, chaque organisme peut opter pour une langue unique de travail, à utiliser au quotidien par ses personnes. Dans ce cas, s'agit de la langue officielle du pays où se trouve l'organisme, par exemple le français à Strasbourg.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Les citoyens européens ont le droit de demander toute information dans la langue de leur choix.</p> <p>Pour éviter les coûts exorbitants de traduction, des solutions ont déjà été proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- par le Président François Grun (économiste) au Haut commissariat à l'évaluation de l'économie de France, en 2005</li><li>- par le Président Reinhard Selten (prix Nobel d'économie), The Costs of European linguistic (non)communication, 1997</li></ul>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in many EU languages?</p> <p>Dans tous les sites internet officiels de l'UE, la règle doit être que la totalité du site soit disponible dans toutes les langues officielles.</p> <p>À défaut, les règles suivantes doivent permettre de limiter les inconvénients :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le site internet doit fournir dans toutes les langues officielles une page d'accueil et d'orientation, ainsi qu'une page de recherche et de demande de fourniture d'un renseignement ou d'un document</li><li>- le reste du site n'est pas publié dans toutes les langues mais dans un nombre plus limité, en choisissant des langues à utiliser doit se baser sur le nombre de citoyens de l'UE dont ces langues sont la langue officielle, en veillant à ce que les langues retenues couvrent au minimum 75 % de la population de l'UE.</li></ul>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a few official languages?</p> <p>Le principe est que dans les relations avec l'extérieur, toutes les informations doivent être fournies (soit en ligne, soit à la demande) et acceptées dans toutes les langues.</p> <p>Cependant, à défaut, on peut publier un résumé dans toutes les langues et permettre aux citoyens de demander une traduction du document complet. Je propose de fournir aussi un résumé en espéranto et de permettre de demander une traduction en espéranto.</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Le principe est que dans les relations avec l'extérieur, toutes les informations doivent être fournies (soit en ligne, soit à la demande) et acceptées dans toutes les langues.

Cependant en cas d'impossibilité, les règles suivantes doivent permettre de limiter les inconvénients :

- au moins traduire chaque document (et les documents de travail qui ont permis la rédaction du document de synthèse) dans les langues des pays concernés par le document. Par exemple, le rapport sur la corruption en Bulgarie et en Roumanie devra être disponible en bulgare et en roumain ainsi que tous les documents de travail qui ont permis d'arriver aux conclusions de ce rapport (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui).

- le nombre de traductions est limité, le choix des langues à utiliser doit se baser sur le nombre de citoyens de l'UE dont ces langues sont la langue officielle, en veillant à ce que les langues retenues couvrent au minimum 75 % de la population de l'UE.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, ce n'est pas un bon équilibre. En démocratie, une consultation publique des citoyens se doit d'être ouverte à la compréhension et à la contribution de tous. En UE, elle doit donc être ouverte dans les 24 langues officielles, y compris pour les documents associés.

Non, un résumé n'est pas suffisant pour dire qu'un document est disponible et que les personnes qui ont accès à ce seul résumé sont respectées comme les autres.

Il y a par conséquent deux types de citoyens européens : ceux qui peuvent accéder à l'information dans leur langue et ceux qui doivent apprendre et comprendre une autre langue pour accéder à l'information complète. Il s'agit d'une discrimination. Je rappelle que la charte universelle des droits de l'homme interdit toute discrimination basée sur la langue.

### IV. Other

8. The only specific suggestion on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Ce sujet est extrêmement important. Beaucoup de personnes sous-estiment l'importance de la politique linguistique, car elles n'ont pas conscience que to ériger une discrimination linguistique, comme n'importe quel acte de discrimination, porte atteinte aux principes de l'UE et diminue l'adhésion des citoyens au projet européen.

Les droits linguistiques doivent être traités sous une forme équilibrée et les dispositions votées par les représentants des citoyens. Elles devront être discutées sur la base d'études approfondies englobant toutes les possibilités et prenant en compte les analyses et sondages déjà réalisés.

Il faut organiser une conférence intergouvernementale pour définir une politique européenne basée sur les valeurs de la Charte européenne. Le vice-premier ministre slovaque Dusan Capov a déjà proposé cette conférence en 2007, mais la Commission européenne de l'époque n'a pas répondu à sa lettre, alors même que plusieurs autres ministres de l'UE avaient répondu favorablement à la proposition.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Les dépenses de traduction doivent être payées par le budget général.

La solution de sélectionner que quelques langues, dont les coûts seraient financés par le budget général, puis de proposer aux autres pays de payer leurs traductions s'ils le souhaitent, serait une solution profondément contraire aux principes fondateurs de l'Union européenne. Elle créerait une injustice en pénalisant les petits pays dont la langue est peu répandue, alors qu'ils ont moins de moyens financiers.

Une solution à la fois économique et équitable consisterait à utiliser l'espéranto comme langue commune pour les échanges d'information au niveau européen. Je propose d'expérimenter l'espéranto dans une institution européenne pendant un an, puis, si cela est positif d'en recommander l'usage.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique est déjà utilisée par les citoyens à l'aide d'outils en ligne et peut suffire dans certains cas de la vie courante. Mais dans ses relations avec les instances de l'UE, un citoyen doit avoir toute confiance dans le texte fourni. Il faut donc que le résultat de la traduction automatique soit vérifié par un traducteur humain.

Il est possible aussi de promouvoir l'espéranto comme langue commune pour les communications, ce qui rend moins nécessaire la traduction dans toutes les langues.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Madame Laure PATAS D'ILLIERS

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 144

Response ID
5975
Date submitted
2018-09-13 13:37:49

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Un règlement général applicable à toutes les institutions européennes devra être publié afin de garantir l'égalité de traitement des citoyens européens dans le domaine des langues afin de s'assurer que toutes les langues officielles sont traitées de la même façon.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Chaque institution européenne doit appliquer le règlement général. Il n'est pas admissible de générer des passe-droits.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Chaque institution doit s'organiser pour assurer l'égalité de traitement des citoyens vis-à-vis de toutes les langues officielles. Garantir l'égalité de traitement aux citoyens ne peut pas être considéré comme une dépense exorbitante, c'est l'essence même de la démocratie.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Une information mérite d'être publiée, elle doit être pour tous les citoyens sans discrimination, donc simultanément dans toutes les langues officielles. Comment peut-on garantir que certains citoyens puissent être informés et pas d'autres ?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Tout ce qui doit être publié, doit être publié simultanément dans toutes les langues officielles. Principe de non discrimination.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non. Cela serait une discrimination.

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. A other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Le bon équilibre est de ne pas désemparer les citoyens. Tous les citoyens participent au budget européen, le bon équilibre budgétaire exige qu'ils ne souffrent pas de désemparation.

Une politique désespérante envers les citoyens est une politique désastreuse.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une mise à jour de la législation garantissant l'égalité de traitement linguistique des Européens est indispensable. Elle doit garantir l'égalité de traitement de toutes les langues officielles. Compte tenu du nombre de langues officielles, faut-il en faire l'adoption de l'espéranto, langue commune neutre, indépendante, non désespérante, pour les échanges de travail, documents de travail... qui ne peuvent pas être simultanément produits dans toutes les langues officielles. Dès lors que les travaux sont terminés, les documents ayant vocation à être publiés doivent alors être traduits de l'espéranto vers toutes les langues officielles.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Au lieu de se laisser dépasser par l'augmentation de la documentation et des coûts, faut-il se poser la question de l'opportunité de créer de la documentation.

Soit une documentation méritant d'être publiée et dans ce cas, elle doit être publiée simultanément dans toutes les langues officielles.

Soit cette documentation, n'a pas suffisamment de valeur pour être publiée comme telle et dans ce cas elle n'a pas à être publiée ou éventuellement en espéranto, comme document de travail mais sans valeur formelle, mais en aucune façon dans un nombre limité de langues officielles, car cela sera désespérant.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il appartient aux experts de choisir les solutions permettant de garantir l'égalité de traitement de toutes les langues officielles, afin qu'elles soient toutes de même et bonne qualité et disponibles simultanément.

Les traducteurs ne sont pas fabriqués en série et la fourniture de certaines versions linguistiques de traducteurs automatisés (donc de moindre qualité) sera désespérante.

Pour les documents de travail, lorsque l'usage simultané de toutes les langues officielles sera désproportionnée, on peut utiliser l'espéranto comme langue commune. À l'issue des travaux, les documents à publier sont alors traduits dans toutes les langues officielles et publiés simultanément.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Didier Janot

Organ sat on:
Country of residence:
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 145

Response ID
6001
Date submitted
2018-09-14 16:24:00

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
--

### IV. Other



8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?
Les quest ons ngu st ques, eur gest on, devra ent être tra tées et s' nscr re dans un cadre ég s at f deta é, et ce af n de garant r e respect des angues et de eur ut sat on. L'é arg ssement de 'UE aura t du prendre en compte, en amont, a quest on ngu st que ! L'ut sat on et a généra sat on de 'usage de 'ang a s au se n des nst tut ons européennes est une des conséquences de cet é arg ssement, au détr ment du respect de a d vers té ngu st que et de certa ns pr nc pes aff chés par 'UE !
9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?
En prenant des fonds a eurs dans e budget de 'UE s' e faut ! Ma s pourquo pas essayer de m ter es coûts en cherchant d'autres so ut ons (techno og ques) ?
10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?
Les techno og es de 'nformat on, et de a traduct on, sont en constante évo ut on ! Certa ns produ ts (dont certa ns qu ut sent e corpus de textes produ ts par 'UE d'a eurs) donnent aujourd'hu de très bons résu tats !
If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.
[[{"t t e":"L\u2019ang a s comme ngua franca : quest on de co\u00fbt et d\u00e9qu l\u00e9", "comment":"","s ze":"479.132", "name":"gr n.pdf", "f ename":"fu_kvzvzmdhynz7xf", "ext":"pdf" }]]
f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.
1

## Contact Information

T t e, Name, Surname:
Franck GRANDMAISON
Organ sat on:
Synd cat UDPA-UNSA
Country of res dence:
FRANCE
Language of the contr but on:
fr - frança s
Category:
Other
Category: [Other]
synd cat
Your rep y:
can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)
C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces</a>

## Survey response 146

Response ID
6003
Date submitted
2018-09-14 16:26:51

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
J'a déjà répondu à la première question de ce point 4. Pour la deuxième question, c'est, à l'évidence, une question à la fois politique et technique. Les textes de travail, je le répète, doivent être raisonnablement accessibles. Les liens profonds pertinents, aussi. Les informations institutionnelles doivent impérativement être disponibles dans toutes les langues officielles. Même si seulement 2 personnes les consultent.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
C'est l'évidence.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Oui. J'a déjà répondu à la deuxième question de ce point 6. Les critères de sélection peuvent et doivent être objectifs. Les critères que vous proposez sont très bons. Ce qui signifie que le polonais ou le hongrois, par exemple, devraient être ajoutés à la première liste que je suggère.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Oui, c'est une bonne politique. SAUF QU'ELLE N'EST PAS APPLIQUEE !

## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

La po t que ngu st que est une quest on d'une mportance majeure et e e DOIT fa re 'objet d'une ég s at on, avec tr ogue. Ce a ne do t pas durer 4 ans !

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

En affectant à cette charge très ourde une gne budgéta re spéc f que, f nancée par es "pré èvements sur recettes" (en France tout du mo ns, ce a s'appe e comme ça) consent s par es Etats membres. Comme ces contr but ons vo onta res sont toujours très, très surve ées par es Etats membres, conv ent de trouver une so ut on POLITIQUE qu ne sera pas rejetée par e règ ement f nanc er de 'Un on européenne. C'est e job des fonct onna res et des é us de trouver ad te so ut on. L' mag nat on f sca e est sans m te, donc c'est poss b e s' y a une vo onté po t que.

10. To what extent can technology be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

La technog e n'a pas réponse à tout, c'est une erreur de cro re ce a.

L'absence de vér tab e po t que ngu st que est un sujet chaud-bou ant, qu r sque de mettre à mort 'dée européenne. Donc faut accepter de payer e pr x. Que est- ? Je n'en sa s r en. Ma s e FAUT. Et c'est POSSIBLE. D re que ce n'est pas poss b e est un cr me contre a démocrat e.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

Mme F orence Cassagnau

Organ sat on:

C toyenne de 'Un on européenne

Country of res dence:

France

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

fr - frança s

Category:

Ind v dua c t zen

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 147

Response ID
6007
Date submitted
2018-09-14 18:34:20

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Toutes les pages.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
non acceptable

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Cet un déséquilibre nuirait à une bonne compréhension par les peuples dont la langue n'est pas l'anglais, l'espagnol ou l'allemand.

### IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

C'est un pr nc pe démocrat que, ne do t pas évo uer vers une dégradat on.

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

En fa sant des économ es sur ' nterprétat on des débats et séances de trava , quand chaque nter ocuteur par era en espéranto et qu'une seu e traduct on vers 'une des 24 nguages off c e es ne sera nécessa re (au eu de 24 x 23 comb na sons).

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Non, es mauva ses traduct ons peuvent engendrer des qu proquo.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

M. D d er Lo son

Organ sat on:

Espéranto-France

Country of res dence:

France

Language of the contr but on:

fr - frança s

Category:

NGO or assoc at on

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed w th your persona nformat on (persona ema addresses are not pub shed)

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserve/pub caccess.faces>

## Survey response 148

Response ID
6011
Date submitted
2018-09-14 21:25:38

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Pour pallier des manques – est temps que 'un on européenne adopte a langue internationale neutre de tout Etat, autrement connue sous le nom de langue espéranto, parmi les langues de travail utilisées.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Chaque institution doit absolument avoir une législation à ce sujet de politique linguistique. Ces politiques doivent absolument être publiées et à la disposition de tout citoyen qui le demande.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Tout document doit pouvoir absolument être traduit dans toutes les langues de l'UE. Ici aussi, l'introduction de l'espéranto apportera des économies considérables au sein de l'UE.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages? Tous les grands sites de l'Union mondiale (web) doivent être absolument disponibles dans toutes les langues. Et en espéranto.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages? Oui (toutes les langues, y compris l'anglais car le reste en partie est en langue de l'irlande)
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Non, sauf cas très particuliers qui ne concernent vraiment que trois pays au maximum.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Non. L'anglais ne sera pas qu'une langue officielle de 6 millions d'habitants. Le français et l'allemand sont insuffisants. Quand de l'italien, de polonais, d'espagnol. Et n'est-ce pas injuste pour les langues moins parlées.
---

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La nouvelle suggestion doit officielle les langues de l'union. Et l'espéranto comme langue auxiliaire.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Pour faire des économies faut absolument revoir le rapport de François Grun, l'économiste suisse. L'espéranto permet de réaliser immédiatement plus de 30 milliards d'euros d'économie par an et de réaliser une véritable justice démocratique et citoyenne en remettant toutes les langues à égalité.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les traductions automatiques sont insuffisantes. Si à titre personnel un citoyen peut se permettre une traduction auto., l'UE doit le faire par des experts.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Lucien Bresler

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contact on:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>



## Survey response 149

Response ID
6013
Date submitted
2018-09-15 03:37:00

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
2.Je souhaiterais, pour toute institution communautaire, que ces informations destinées au public soient accessibles dans les 24 langues officielles.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
4. Je souhaiterais que ces sites web communautaires soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'U.E..
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
5. En cas de publication intégrale du contenu dans toutes les langues comme je l'ai dit, cette question ne se posera pas.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?
6.Je dirais que non, comme je l'avais déjà noté plus haut, ou alors il faudrait que ça concerne uniquement des personnes ayant pour langue maternelle une des langues concernées.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
--

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?
8. Je souhaite émettre ma nt en du Règlement n°1 du 15 avr 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté européenne modifié, et par ailleurs la fin de la dérogation pour l'irlandais.
9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?
10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?
10. Après une égère opposition, je dirais que en tout cas l'out de traduction automatique doit être public, et non privé, (qu'en diriez-vous de U.N.L. ?)
If you want to upload any further documentation, please use this field.
Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.
0

## Contact Information

Title, Name, Surname:
Organisation:
Country of residence:
Language of the consultation:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 150

Response ID
6022
Date submitted
2018-09-15 21:55:01

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tous les textes d'application.
Doit-il y avoir des travaux de communications ouverts à des citoyens ("obstacles")? Si oui, ces derniers doivent bénéficier des mêmes facilités que les députés.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Dans toutes
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
oui, en cas de textes d'application géographiquement limités.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Pour le moment cela semble être la seule option possible

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?
une nouvelle suggestion s'impose, précédée d'une réflexion sérieuse basée sur le rapport Grin <a href="https://www.google.com/ur?sa=t&amp;ct=j&amp;q=&amp;esrc=s&amp;source=web&amp;cd=1&amp;cad=rja&amp;uact=8&amp;ved=2ahUKEwjQqtS04b3dAhUqxYUKHf3ICkwQFjAAegQIABAC&amp;ur=ht tp%3A%2F%2Fwww.adocumentationfrancaise.fr%2Fvar%2Fstorage%2Frapports-pub cs%2F054000678.pdf&amp;usg=AOvVaw2WAJ0V sVvWukmCFpJfop0">https://www.google.com/ur?sa=t&amp;ct=j&amp;q=&amp;esrc=s&amp;source=web&amp;cd=1&amp;cad=rja&amp;uact=8&amp;ved=2ahUKEwjQqtS04b3dAhUqxYUKHf3ICkwQFjAAegQIABAC&amp;ur=ht tp%3A%2F%2Fwww.adocumentationfrancaise.fr%2Fvar%2Fstorage%2Frapports-pub cs%2F054000678.pdf&amp;usg=AOvVaw2WAJ0V sVvWukmCFpJfop0</a>
9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?
Les mesures découlant de la prise en considération du rapport Grin permettront de déléguer aux états l'organisation (sur fonds européens) de la traduction vers les langues nationales. Ce processus est à mettre en place sur 3 générations.
10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?
Ben sûr on peut s'aider de technologies, en conservant des garde-fous
If you want to upload any further documentation, please use this field.
Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.
0

## Contact Information

Title, Name, Surname:
M. Robert Le eu
Organisation:
Europe-Démocratie-Espéranto
Country of residence:
F
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
es - Castelano
Category:
NGO or association
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 151

Response ID
6029
Date submitted
2018-09-16 09:42:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>La centralisation de l'information est fondamentale. L'utilisation d'une langue unique telle que l'Esperanto peut parfaitement s'associer à ce principe de centralisation de l'information.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>C'est un sujet très délicat car les intérêts nationaux doivent être protégés au même titre que ceux de la communauté européenne. De nombreuses tentatives sont menées par le gouvernement en faveur de la francophonie.</p> <p>Pourtant, il est difficile de lutter contre un mastodonte comme l'anglais qui est encore au sein de nos institutions.</p> <p>On sait par ailleurs que la langue anglaise au sein des institutions nationales constitue un bénéfice financier pour les pays anglophones.</p> <p>Si l'espéranto avait été développé, l'Europe aurait une place linguistique que plus importante dans le monde entier.</p> <p>Il faudrait donc faire une politique linguistique qui contraindrait à hauteur égale ses engagements linguistiques nationaux que communautaire avec l'espéranto.</p> <p>La politique linguistique devra constituer un patrimoine national des trésors de la langue, d'un développement plus moderne de l'Académie nationale en travaillant plus fortement avec les organismes de recherche linguistique.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>L'espéranto sera une solution adéquate à la réponse de cette problématique.</p> <p>Cet organe de recherche et de traduction sera important pour le développement de la paix, du commerce et de la connaissance.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Tous les documents fondateurs devraient être traduits en toutes les langues. Le reste devrait être en espéranto.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Non, l'espéranto devrait être mis en place dans un souci d'économie budgétaire et temporelle.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Non, les citoyens n'ont pas à payer le prix de nos carences budgétaires ou stratégiques. L'espéranto peut être une alternative simple et est accompagnée d'une politique de diffusion auprès de toutes les populations.</p> <p>L'investissement doit se faire en faveur de la diffusion de l'apprentissage d'une langue commune plutôt que dans l'écatement d'une dérive vers des systèmes peut-être trop compartimentés.</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, nous nous retrouvons de nouveau avec les défauts de l'hégémonie.

L'espéranto pourra respecter les spécificités linguistiques en ne les a ternants pas, en ne les n ant pas et en les mettant en commun.

### IV. Other

8. The only specific legislation on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La langue est fondamentale dans la société, et à tous ses niveaux. Il faut ériger pour assurer un cadre commun et adapté au contexte actuel.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

L'espéranto est une solution pour l'Europe. Le coût des traductions de l'espéranto vers les autres langues pourra alors être assurée par qui le pourra ou le voudra.

Il faudra alors qu'un organe de consultation, à la manière d'une académie, puisse assurer maintenance de l'espéranto pour pouvoir parler de sciences, art, etc. Vers n'importe quel système linguistique.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non pour l'instant. À défaut de disposer d'un système de traduction commun automatique, pourquoi ne pas utiliser un système commun linguistique que l'espéranto ?

If you want to upload any further documentation, please use the field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Monsieur Marc-Olivier GRAZIANI

Organization:

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 152

Response ID
6033
Date submitted
2018-09-16 11:21:58

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>On pourra t'établir un critère géographique. Une mesure ne concerne qu'exclusivement certains pays d'Europe de l'est par exemple, n'est pas nécessaire de le traduire en Français.</p> <p>On devra t'cependant le traduire dans une des langues les plus parlées (déjà existant l'espéranto qui est neutre, mais pour le moment c'est l'anglais qui domine) pour que les gens intéressés mais qui ne parlent pas la langue des populations concernées puissent avoir accès à ces informations.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Je pense qu'il devra t'y avoir une politique linguistique commune à toutes les institutions européennes, cela rendra t les choses plus simples pour les citoyens et pour les institutions qui ne devront pas se soucier des exceptions.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Peut être un nombre de demandes limité.</p> <p>On peut imaginer que si une proportion de gens importante demande une traduction, alors elle doit être faite. Cela pourra t se faire sur la proposition de l'acteur demandeur.</p> <p>Cela sera t également pas forcément équitable. Selon moi, cela t'judicieux d'inciter un facteur concernant les populations qui peuvent avoir du mal à apprendre d'autres langues (pour diverses raisons). Si, comme vous dites, certaines personnes ne parlent qu'une seule langue officielle, leur demande sera t d'autant plus importante que leur compréhension du texte dépend des traductions dans la seule langue qu'ils connaissent.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages?</p> <p>La vulgarisation sur les principes fondateurs et sur l'explication du fonctionnement des institutions européennes.</p> <p>Plus les gens comprendront à quoi ils servent, plus ils soutiendront leur politique et s'appuieront dans les décisions.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages?</p> <p>Évidemment, si elles sont ciblées, faut que tout le monde y ait accès.</p> <p>Il faut ouvrir les gens au monde et à l'Europe. Pour cela, donnons-leur les clés !</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Les critères cités en exemples sont intéressants. Il faudra t' aussi tenir compte que si une population n'est pas touchée par ces informations, n'est pas capable que les soient traduites dans leurs langues immédiatement.</p>

### III. Public consultations



7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Tout à fait, si cela est acceptable dans le budget, cela est d'une grande aide pour adapter le langage linguistique qui doit être consulté. Cette politique devra également être adoptée par les autres institutions européennes.

## IV. Other

8. The only specific suggestion on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle suggestion sera utile à mon sens. Je pense que l'anglais doit avoir une part importante dans l'administration de l'Europe, car les anglais ont décidé de quitter l'un ou, ce sera peut-être le moment d'essayer de donner à l'Europe et au monde une langue plus neutre comme l'Espéranto, également très facile à apprendre.

Les questions linguistiques devraient être inscrites dans le cadre des suggestions, car elles sont plus sûres et plus faciles de trouver réponse à ces questions. Elles seront plus susceptibles d'être approuvées, je pense.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Je pense que si l'on rendait obligatoire l'apprentissage de l'Espéranto dans les pays membres (chose très difficile et longue à mettre en œuvre) cela pourrait soulager l'Europe des coûts de traductions, puisque cette mesure permettrait de ne sortir qu'une version de chaque texte.

Dans le cas où cette mesure serait impossible. Si le temps de traduction n'est pas trop limité, existe des plateformes de traductions en ligne qui pourraient être utilisées par des bénévoles pour traduire les textes (avec un grand nombre de relectures, cela donnera des traductions très correctes.)

(La plateforme dont je parle s'appelle Crowdnet et elle est utilisée par la fondation britannique Raspberry Pi pour traduire des tutoriels et des cours sur l'informatique par des bénévoles. Le système fonctionne très bien pour le moment)

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Renseignez-vous sur la plateforme Crowdnet qui peut fonctionner avec de la traduction par machine mais qui demande systématiquement à un humain (payé ou bénévole) de relire le texte traduit. J'utilise cette plateforme pour traduire des tutoriels et elle est très facile d'utilisation pour des locuteurs volontaires et engagé pour traduire des textes dans leur langue.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

[REDACTED]

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 155

Response ID
6043
Date submitted
2018-09-16 22:05:07

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les sites web doivent être traduits dans chacune des langues de l'union. Je pense injuste de traduire dans seulement "un grand nombre de langues officielles" car n'y a pas de grande ou de petite langue. Avec le Brexit, devient risqué de communiquer en Anglais dans une union où cette langue n'est plus la langue maternelle de personne!  Franchement, l'espéranto sera toujours juste, moins cher, plus facile à apprendre. Etant la langue de personne (comme l'anglais) peut être la langue de tous, tout en respectant le plurilinguisme.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Les résumés doivent être publiés dans TOUTES les langues....
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Excusez les "petites" langues, c'est à dire celles parées par peu de locuteurs, c'est aussi excusez les pays à faible niveau de revenu, ou es obligés à prendre en charge les coûts de traduction d'une des "grandes" langues vers la leur. Injuste et inéquitable! Certes, l'importance démographique peut être un critère, mais cela renforce la "domination" d'un pays sur d'autres.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

C'est une politique qui, à terme, risque de faire perdre les "petites" langues, qui ne seront plus parlées que dans le cercle familial. Car il faudra dès le début des études, habituer les enfants à parler une des "grandes" langues de l'Europe. C'est injuste et inéquitable.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Il faudra effectivement une décision d'ordre égisatif pour proposer un plan de transition vers l'apprentissage de l'Espéranto. J'ai regardé sur Wikipedia les règles d'usage pour les langues dans les différentes institutions européennes et ai découvert qu'il y avait différentes langues de travail suivant le domaine d'activité. (Français, Anglais, Allemand) Ce n'est pas très pratique! Peut-être faut-il proposer avant d'imposer. En tout cas, je suis opposée au "tout anglais" qui sévit déjà et est particulièrement injuste. Je voudrais rétablir mon expérience :

Au cours d'une rencontre européenne de fin d'été à bec amateur, j'ai participé à rassembler des musiciens adultes de différents pays européens. "naturellement", nos échanges se sont déroulés en Anglais. Les natifs, s'exprimant avec facilité et précision, prenaient souvent la parole et exposaient brillamment leurs idées. Les autres étaient un peu plus à la peine.... Mais comme nous étions musiciens, j'ai demandé que chacun joue ses propositions... Et je me suis vite rendu compte que les propositions des anglais n'étaient pas si intéressantes que ça, alors que celles des polonais étaient très pertinentes. Si nous n'avons pas eu à nous pour préciser nos idées, les propositions des anglais, brillamment exposées, auraient sans doute remporté mon adhésion! C'est en cela que je trouve l'usage d'une des langues de l'un ou, que ce soit l'anglais ou non, importe que l'autre, injuste et inéquitable.

C'est d'ailleurs à l'occasion du Brexit que j'ai commencé l'étude de l'Espéranto.

Le rapport de François Grunapart est particulièrement nourrissant.

<http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/054000678.pdf>

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Une langue neutre est adoptée, alors c'est juste et équitable de demander à chaque pays de supporter le coût des traductions. Cependant, l'Europe devra participer à l'effort financier pour l'enseignement de l'Espéranto dans tous les pays de l'un.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

C'est déjà ce que je fais! Et je ne dois pas être la seule...

Sauf pour les documents officiels (lois, jugements etc...)

If you want to upload any further documentation, please use this field.

[]

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Madame Anne Le eu

Organization:

Country of residence:
France
Language of the contribution:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 158

Response ID
6066
Date submitted
2018-09-17 18:09:37

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? On peut parer ces manques par 'adoption d'une langue commune' même si elle n'est pas comprise par tous. La question des critères supplémentaires ne se pose pas pour l'instant. L'efficacité doit primer, comme elle le suggère à l'intérieur des parenthèses du préambule dans la question : "critères utilisés pour décider que telle(s) langue(s) s'applique(nt)".
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Les institutions européennes ne devraient pas (voir la réponse au point 1. ci-dessus) disposer d'aucune politique linguistique particulière.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Les institutions ne devraient pas se doter d'aucune politique linguistique pour des demandes de traductions. Aucun coût de traduction, donc. (voir la réponse au point 1. ci-dessus)

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? L'intégration doit être assurée pour tous les sites web des institutions européennes. Par 'adoption d'une langue commune', l'UE résout tous ses problèmes linguistiques, en éliminant les coûts.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui, ces résumés dans toutes les langues officielles de l'UE seraient utiles. Un résumé est utile, par définition, et la langue maternelle de chacun n'est pas plus importante qu'une autre langue.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Non, ce ne sera jamais acceptable, quel que soient les circonstances, de fournir des informations dans un nombre restreint de langues. Un membre de l'UE en vaut un autre, pas plus, pas moins.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Le bon équilibre entre le respect et le soutien de la diversité linguistique d'une part, et les contraintes administratives et budgétaires d'autre part n'est pas atteint par ce nouveau règlement de la Commission européenne. Respect et soutien de la diversité linguistique qui fonde l'UE prévaudront toujours sur des contraintes administratives et budgétaires qui la limitent. L'adoption d'une langue commune résout tout problème en ce domaine.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle suggestion sera-t-elle en effet utile, en imposant l'adoption d'une langue commune, que chacun(e), dans l'UE, se fera t un devoir d'apprendre.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Ces questions ne se posent évidemment pas. (voir les réponses précédentes)

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La technologie peut être utilisée pour fournir des traductions ... après l'exacte traduction certifiée par des humains des résumés des documents publiés par les administrations européennes. Ceci pendant ces quelques années nécessaires (mais combien n'en a-t-il pas fallu avant qu'un petit pourcentage d'Européens ambidex n'arrive à déchiffrer et à baragouiner la langue française appelée 'globalish'?) à l'apprentissage de cette langue commune... et équitable, dans la mesure où chaque Européen(ne) devra faire l'effort de cette formation à une langue nette et précise, débarrassée des scores des langues naturelles. En 1950 déjà, l'Internationale Poésie Associative (IPA) en aura-t-elle pressenti la nécessité en choisissant sa devise 'Servo per amkeco'? Je veux penser que ces mots 'service' et 'amitié' restent aussi dans l'esprit des responsables européens – et dans celui de tous les Européens – des mots chargés de plus de sens que ceux du commerce et des monopoles, y compris et d'abord linguistiques.

(Dans l'attente de cette adoption d'une langue commune, le statu quo, comme proposé !)

If you want to upload any further documentation, please use the field.

[{"title":"","comment":"","size":"20.501","name":"consultation%20ajout.pdf","filename":"fu\_9h8h57cpw8ug8f","ext":"pdf"}]

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

1

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Monsieur Patrick Ockerman

Organization:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>



## Survey response 159

Response ID
6071
Date submitted
2018-09-17 18:48:41

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>a. Ou un manque de transparence existe concernant la mise à disposition par les divers services de 'administration européenne, d'informations dans les différentes langues officielles de 'UE. Ceci est évident, en particulier d'un manque de visibilité (et peut être même d'absence) de politique linguistique dans toutes les instances de 'UE.</p> <p>b. Les critères de choix devraient être connus mais le plus important est de respecter les textes fondateurs de 'UE et les traités qui disent que les 24 langues choisies par les pays membres comme langues officielles sont aussi des langues de travail et donc est indispensable de veiller à ce que le maximum de textes et de documents soient disponibles dans toutes les langues.</p> <p>c. Il faut que les 24 langues soient traitées de manière égale. En conséquence j'attends que 'UE mette en application une protection de l'égalité linguistique en utilisant les 24 langues officielles.</p> <p>Deux domaines sont particulièrement indispensables concernant les citoyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les lois et règlements de 'UE qui touchent « à la vie personnelle des gens » (par exemple la santé, l'éducation, la sécurité sociale et les soins, les droits civiques) doivent toujours être disponibles dans toutes les langues officielles.</li> <li>- les traités avec de graves conséquences financières pour les citoyens, comme les offres d'emploi, les lignes directrices pour les grands programmes de subventions comme Erasmus+, et la mise à disposition d'argent public, qui doivent être communiqués dans les 24 langues avec des lignes directrices claires.</li> </ul> <p>Pour les autres domaines, faut un nouveau minimum pour linguisme qui s'applique à toutes les branches de 'UE et donc jamais du monolingue et si possible un multilingue limité à 3 langues (tel qu'aujourd'hui l'anglais, le français et l'allemand). Trop de personnes sont exclues de l'accès à l'information dans leur langue officielle.</p> <p>C'est une décision nationale que tous les citoyens européens ne soient traités de manière égale.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Où, chaque institution européenne devrait disposer d'une politique linguistique et celle-ci doit être publiée et disponible sur le site web (et à disposition envoyée par courrier si ceci est demandé) dans les 24 langues officielles. Il doit être possible pour tout citoyen de commenter cette politique directement sur le site web.</p> <p>La politique linguistique des diverses institutions européennes devrait être égale, basée sur les textes fondateurs et les différents traités de 'UE pour ce qui concerne l'utilisation des langues dans les rapports avec les autres institutions, les pays membres et les citoyens européens.</p> <p>Le contenu de la politique linguistique appliquée doit définir précisément les règles d'utilisation des différentes langues et rappeler sur quels textes ou quelles décisions ces règles s'appuient (réglement n°1 par exemple).</p> <p>Je suis défavorable à la mise en place de restrictions, si ce n'est qu'il devrait apparaître, elles ne devraient être que rares et traitées au cas par cas.</p> <p>Au sein de chaque institution, organe ou organisme, une seule langue de travail pour les employés pourra être acceptée mais celle-ci devra être la langue ou une des langues du pays où cette institution, cet organe ou organisme est situé géographiquement (ex : c'est en Espagne, utilisation de l'espagnol, si c'est à Bruxelles, soit l'allemand, soit le français).</p>

3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

Il ne devra t jamais être possible de ne pas pouvoir fournir des informations ou des documents dans l'une des langues officielles sans une demande en est faite. Il n'est pas demandé aux citoyens européens d'être multilingue.

Pour éviter les coûts exorbitants, appeler au sein des institutions européennes les préconisations qui ont été faites

- par le Professeur François Grin à une commande du Haut commissariat à l'évaluation de l'économie de France en 2005

- par le Professeur Reinhard Seiden (éd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European Linguistic (non)communication, Roma : Esperanto Radika Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).

Pour éviter les coûts exorbitants, on pourra aussi proposer une traduction en espéranto à tous les demandeurs.

Le problème des coûts est à mettre en perspective avec le projet politique. Si des restrictions budgétaires entraînent des choix politiques qui défavorisent des citoyens alors ces citoyens voteront une solution de désarmement et n'adhéreront plus au projet européen. Ceci est en train de se produire et nous voyons croître la popularité de partis nationalistes extrêmes et des partis qui s'opposent à l'idée de l'UE. L'UE devra t proposer une conférence officielle intergouvernementale pour résoudre la question, car s'agit effectivement d'une question extrêmement grave. Le vice premier ministre slovaque Dusan Capovic avait déjà proposé cette conférence en 2007, mais la Commission européenne de l'époque n'avait même pas répondu à cette lettre bien que de nombreux ministres dans l'UE aient répondu, et plusieurs aient répondu favorablement à la proposition.

## II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?

a. Le principe qui doit s'appliquer est l'égalité de traitement de toutes les langues officielles. Il est à la base de la constitution de l'Union, est donc important de le maintenir.

Toutes les pages d'accueil et d'orientation doivent être dans toutes les langues. La page de recherche et de demande de fourniture d'un renseignement ou d'un document doit être disponible dans toutes les langues officielles. Il en est de même pour tous les sites web qui donnent accès à des financements pour les entreprises, les études et l'éducation, les programmes de santé, etc.

b. Si des critères de démographie devaient être pris en compte, faudrait que le premier de ceux-ci soit basé sur la proportion d'européens natifs par langue et le second devra t être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'européens (au minimum 75%).

c. De plus, on pourra t envisager l'introduction de l'espéranto comme langue supplémentaire neutre, avec un soutien explicite de l'UE (et donc de l'information autour de cette initiative).

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?

C'est un préalable mais oui, si un document ou des documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues, est indispensable qu'un résumé dans toutes les langues existe afin que les citoyens intéressés puissent avoir connaissance de l'existence de ce travail et puissent demander les documents qui les intéressent (avec une traduction dans sa langue).

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Ce n'est pas acceptable pour tout document qui touche le grand public :

- les lois et règlements de l'UE qui touchent « à une personne et des gens » (par exemple la santé, l'éducation, la sécurité sociale et les soins, les droits civiques) doivent toujours être disponibles dans toutes les langues officielles.  
- les traités avec de graves conséquences financières pour les citoyens, comme les offres d'emploi, les lignes directrices pour les grands programmes de subventions comme Erasmus+, et ainsi de suite sont d'argent public.

Pour les autres thèmes, serait préférable que tout soit disponible dans les 24 langues mais en cas d'impossibilité, à défaut, faut au moins traduire chaque document (et les documents de travail qui ont permis la rédaction du document de synthèse) dans les langues des pays concernés par le document et dans les langues dont les locuteurs natifs représentent un pourcentage important de la population.

Par exemple, le rapport sur la corruption en Bulgarie et en Roumanie devra t être disponible en bulgare et en roumain (n'est disponible qu'en anglais) à moins que tous les documents de travail qui ont permis d'arriver aux conclusions de ce rapport.

Si des critères de démographie devaient être pris en compte, faudrait que ceux-ci soient basés sur la proportion d'européens natifs par langue et le second critère devra t être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'européens (au minimum 75%).

Pour des informations et des documents à destination de spécialistes/professionnels et non pour le grand public, ceci pourra t être acceptable si un résumé existe dans toutes les langues, que les langues utilisées couvrent au moins 75 % d'européens (comme la langue native) et que, si des demandes du document intégrales dans une langue non disponible au départ sont faites, elles sont honorées dans des délais raisonnables (quelques jours à quelques semaines).

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, ce n'est pas un bon équilibre, une consultation publique des citoyens se doit d'être ouverte à la compréhension et à la participation de tous. Elle doit donc être ouverte dans les 24 langues, y compris pour les documents associés.

Non, un résumé n'est pas suffisant pour « dire » qu'un document est disponible et que les personnes qui ont accès à ce seul résumé sont « respectées » comme les autres. Il y a par conséquent deux types de citoyens européens : ceux qui peuvent accéder à l'information dans leur langue et ceux qui doivent apprendre et comprendre une autre langue pour accéder à l'information complète.

Cette politique ne soutient pas adéquatement linguistique et crée une discrimination basée sur la langue. La charte européenne des droits de l'Homme précise qu'aucune discrimination sur la langue n'est acceptable, il est donc possible de conclure que c'est une politique européenne inacceptable.

Enfin les définitions de « intérêt public large » et « langues supplémentaires » sont trop nébuleuses pour permettre une réponse précise.

Une telle approche de la politique linguistique de l'UE est loin de la conception de « l'Europe des citoyens ». Elle doit être complètement repensée.

### IV. Other

8. The only specific legislation on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle législation est peut-être utile, mais ce n'est pas sûr. Elle serait une aide, surtout si elle renforce les garanties des citoyens de l'UE, pour qu'ils aient droit aux informations et au soutien sur leurs besoins humains fondamentaux et sur la gouvernance démocratique de leur société dans une langue qu'ils maîtrisent. Même sans nouvelle législation, la question de la politique linguistique au sein de l'UE a besoin d'être formalisée, diffusée et homogénéisée au sein de toutes les institutions, tous les organes et organismes de l'UE.

Par contre, il est indispensable que les questions linguistiques ne soient pas traitées en dehors d'un cadre législatif détaillé. Si une modification des règles actuelles devait avoir lieu, celle-ci devra être étudiée (en se basant sur les connaissances d'aujourd'hui et sur des études approfondies et non bâchées), discutée et votée par les représentants élus des citoyens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Où, faut financer à posteriori que sur le budget de l'UE.

Le rapport Gr n a posé le problème dès 2005 et a proposé des solutions pour diminuer les coûts.

- voir le rapport Gr n

<http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapportspublics/054000678.pdf>

Le rapport Se ten est intéressant aussi :

- voir le rapport de Reinhard Se ten (réd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European multilingualism (non)communication, Roma :

Esperanto Radiko Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).

Je propose aussi de tester l'espéranto dans l'une des institutions européennes et de faire le bilan au bout de 1 ou 2 ans afin de conclure sur la faisabilité d'une extension.

Le budget de l'UE est prévu pour couvrir les besoins de fonctionnement des institutions, organes et organismes, faut donc attribuer les montants financiers nécessaires pour assurer les choses faites. Si à posteriori que de l'UE favorise des langues définites (par exemple l'anglais, le français et l'allemand comme aujourd'hui), les pays où ces langues sont officielles doivent payer plus pour compenser cet avantage, ce qui permettra d'attribuer plus d'argent du budget global au soutien des actions de traduction et d'interprétation.

Cependant, la question du budget est importante et donc si l'UE est dans l'incapacité de satisfaire les exigences qui s'imposent à elle pour respecter ses obligations (liées aux traités et à la constitution), elle devra proposer une conférence officielle intergouvernementale pour résoudre la question. Des spécialistes en multilinguisme, en politique multilingue et des personnes étrangères de pays qui ont été confrontés à des questions de multilinguisme devraient être invités pour donner leur point de vue et attirer l'attention des membres de la conférence sur les défis potentiels et les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

Peu ou prou, les citoyens de l'UE utilisent des traductions « approximatives » pour leur information. Mais ils exigent des traductions fiables venant de l'institution UE. L'UE est déjà perçue par beaucoup de citoyens comme bureaucratique et non démocratique, si on ajoute à cela un accès à des textes qui ne sont pas fiables, ce sera le comble du manque de confiance dans ces instances.

Si l'on souhaite développer la traduction automatique pour fournir des documents aux citoyens européens, l'UE pourrait décider d'investir des moyens pour « améliorer » la qualité des documents produits, en partant d'un projet de traduction automatique basé sur la langue pivot espéranto.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]

Your reply:
-------------

can be published in an anonymous way
--------------------------------------

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 163

Response ID
6113
Date submitted
2018-09-18 16:35:33

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
A m n ma, toutes es consultations de 'UE devra ent s'effectuer dans toutes es langues. Aujourd'hu , prat quement toutes prat quement toutes es consultations sont en ang a s sauf rares exceptions, dont a pr sente consultation.
Les ordres du jour (m me prov so res) du Par ement europ een et de toutes es institutions de 'UE do vent tre access b es dans toutes es langues, a ns que es PV des r un ons.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
ou
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?
L' d ee de d c arer 'esp ranto angue commune à tous es europ eens r g e tous ces prob mes.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
A ma connaissance, cette po t que n'est pas app qu ee. L

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où, faut tout revoir, mais... en respectant la volonté des peuples.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il manque des chiffres pour répondre à cette question. Il est impossible d'y répondre telle que la question est posée.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

Certainement pas dans les dossiers concernant le libre échange. Certainement pas non plus, tant que la culture anglo-saxonne sera dominante en Europe. Pourquoi? C'est très simple et nous allons prendre l'exemple des Etats-Unis pour ne vexer personne.

Dans un excellent ouvrage de M. Jean-Marc Danieletti et Richard Revens, ils sont restés Keynésiens, François Bourin Editeur 2012, l'auteur analyse très justement: "Il y a eu constat que les Etats-Unis sont passés d'une économie de création de richesse à une économie de prédation par le chantage. Comme le souligne l'actuel président américain, l'ingénieur qui fut le personnage de référence au début du XXème siècle a été remplacé par l'avocat."

Le surdéveloppement du juridique est devenu un moyen pour une partie de la population américaine d'accaparer le fruit du travail productif de l'autre partie. Aux Etats-Unis, le droit a cessé d'être un instrument d'apaisement pour devenir une arme de combat dans la redistribution des richesses. Les procès s'enchaînent, où sous des prétextes divers et variés, chaque partie cherche à s'attribuer une part du revenu d'autres acteurs économiques. Le droit est devenu une composante des transferts sociaux, le chantage un mode de répartition des revenus.

En France, cette culture anglo-saxonne qui prévaut hélas à Bruxelles nous contamine progressivement, alors que culturement, chez nous, le procès est à éviter le plus possible. C'est un outil non pas de prédation, mais d'apaisement, de règlement équitable d'un litige. Il y a encore des marchés en France (Auvergne, par exemple) où il faut taper dans la main concluant un contrat qui est imposable et ne pas respecter.

Autre exemple: en France, les actes notariés sont judiciairement contestés dans un dossier sur 1.100 alors qu'aux Etats-Unis, une vente sur trois fait l'objet d'un procès.

Avec la culture anglo-saxonne européenne, tous les documents doivent être très précis.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Monsieur Bertrand de Kerme

Organization:

Comité Pauvreté et Potique

Country of residence:

France

Language of the contract on:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:
fr - français
Category:
NGO or association
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>



## Survey response 164

Response ID
6153
Date submitted
2018-09-19 10:36:20

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Traduction dans toutes les langues.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Bien sûr: synthétiser à des fins informatives et pédagogiques est essentiel.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non, toutes les langues officielles de l'UE sont égales. Seulement des documents à usage purement interne des institutions peuvent ne pas être traduits dans toutes les langues officielles.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Oui, probablement.

### IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Le pr nc pe do t rester fondamenta ement e même: n'y a pas de angue off c e e de va eur supér eure aux autres.

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

I s'ag t à d'une quest on de gest on des fonds de 'UE. Une augmentat on de a contr but on des États membres pourra t se just f er.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

La traduct on automat que do t rester un out au serv ce de traducteurs huma ns qu , seu s, sont à même de ne pas tomber dans certa ns p ège de traduct on.

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

[REDACTED]

Organ sat on:

Country of res dence:

Be g que

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

en - Eng sh

Category:

Ind v dua c t zen

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed n an anonymous way

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces>

## Survey response 166

Response ID
6183
Date submitted
2018-09-19 11:55:55

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>[REDACTED]</p> <p>J'ai constaté à maintes reprises que les documents que mes collègues et moi [REDACTED] en français (documents de consultation, actes législatifs, etc) n'étaient pas disponibles sur les sites web de la DG FISMA ou de la DG ECFIN.</p> <p>Dans les circonstances actuelles, faudra-t-il pourtant que tous les citoyens puissent accéder à ces informations. Il y a beaucoup de citoyens francophones, dans l'UE, qui ne maîtrisent pas l'anglais, et pour qui n'est pas facile de retrouver un document (par exemple, tout le monde ne connaît pas EUR-LEX). Il y a même beaucoup d'eus (députés, sénateurs) qui ne maîtrisent pas l'anglais.</p> <p>Un effort devra-t-il être fait pour que tout le monde ait accès facilement, dans sa propre langue, à ces informations indispensables pour pouvoir VOTER en connaissance de cause.</p> <p>Donc, sur les sites web de ces DG, faudra-t-il aussi ajouter des liens vers des versions en français de ces documents.</p> <p>Cela vaut bien sûr pour toutes les langues, mais des versions disponibles en français sont plus nombreuses que dans d'autres langues, puisque c'est une langue de travail.</p> <p>Cela me semble être éminemment pour la démocratie.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Je ne sais pas. Il me semble qu'il devra-t-il avoir une politique linguistique, mais je ne sais pas s'il faut une spécification pour chaque institution.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Déjà on mettrait à disposition des citoyens, sur des différents sites web des institutions, toutes les traductions existantes, ce serait bien.</p> <p>Il est clair qu'on ne peut pas fournir à toutes les personnes qui le souhaitent n'importe quelle traduction. Il faudra que les demandeurs justifient d'un BESOIN LEGITIME (procédure judiciaire, par exemple).</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Voilà ma réponse à la question 1</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

La question n'est pas assez précise: à quel "niveau" fait-elle référence?

Après, il me semble que l'application même de critères de sélection absorberait plus de ressources que de s'en tenir à une égalité des langues entre elles.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Cette politique me semble être éminemment démocratique, il ne faut pas moins.

Je ne sais pas si il faut s'étendre aux autres institutions, je n'ai pas suffisamment d'informations sur le sujet.

### IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La gestion des questions linguistiques doit être maintenue dans un cadre législatif détaillé.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Je ne peux pas me prononcer sur une contribution des Etats membres au coût de la traduction.

Je suis par contre opposée au démantèlement de notre service de traduction central au profit d'antennes employant des agents contractuels, locaux ou non.

Sur le budget: il y a sûrement dans le budget de l'UE des dépenses moins importantes, sur le plan de la défense de la démocratie, que l'information de chaque citoyen sur les grandes questions politiques. Par exemple, beaucoup d'études sont réalisées à grands frais par des consultants extérieurs, mais n'apportent strictement rien aux décideurs ou aux législateurs. Il y a eu énormément de gaspillage par le passé, et il y en a certainement encore.

La traduction, c'est-à-dire l'information et la compréhension par tout citoyen de ce qui se passe, ne me semble pas une dépense secondaire, mais un impératif démocratique, dans un contexte où l'on suscite beaucoup d'incompréhension et de rejet.

Je parle en connaissance de cause: j'ai des membres de ma famille qui font de l'apologie au niveau local et qui par manque d'informations sur l'UE, sont attirés par des mouvements europhobes.

Il y a un énorme déficit d'information sur l'UE et un énorme problème d'image de l'UE auprès des citoyens: ce n'est pas le moment de faire des économies de bouts de chandelle dans ce domaine, ou nous scindons la branche sur laquelle nous sommes assis!

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

NON. Des traductions automatiques erronées comportent beaucoup de risques. Un contresens, se on moi, égaie une fake news!!

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:	
Organization:	
Country of residence:	
Language of the contribution:	
fr - français	
Other language in which you would agree to receive communications:	
en - English	
Category:	
EU institution	
Category: [Other]	
Your reply:	
can be published in an anonymous way	
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>	

## Survey response 168

Response ID
6203
Date submitted
2018-09-19 13:09:33

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? C'est simple. Il suffirait d'imposer à tous 'espéranto, qui est une langue plus facile à apprendre, qui n'est liée à aucune puissance impériale et qui met tout le monde sur un pied d'égalité.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? C'est simple : toutes les institutions européennes devraient utiliser 'espéranto.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? C'est simple : il suffirait d'apprendre 'espéranto à tous les citoyens européens. En un an, à raison de 2 heures semaine, on en parviendrait très bien. Puis ces institutions utiliseraient exclusivement 'espéranto.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Tous les sites webs européens devraient être en espéranto, après que cette langue en soi-même un an sera enseignée à tous les européens.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Non. Il suffirait d'écrire tout en espéranto.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Non, il suffit de tout écrire en espéranto. Après que la population a appris cette langue. Un an suffit à raison de deux heures semaine.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Cette politique est beaucoup trop coûteuse. Il suffirait d'apprendre 'espéranto aux citoyens européens puis de n'utiliser que cette langue.
---

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Oui, une nouvelle suggestion imposant l'espéranto sera très bienvenue.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il ne faut pas les prendre en charge. Il ne faut utiliser que l'espéranto devenue langue de l'Europe.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non, il ne faut utiliser que l'espéranto.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Madame Viviane TITS

Organisation:

Country of residence:

Belgique

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

nl - Nederlands

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 171

Response ID
6257
Date submitted
2018-09-20 10:03:45

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? Queques idées pour éviter les coûts exorbitants des traductions : Organiser tous les ans (ou tous les 6 mois) un tirage au sort pour la langue préférée (ex : Polonais, puis Hongrois) Également possible d'instaurer une langue de communication internationale neutre comme l'espéranto, sur les possibilités de laquelle l'Union Européenne n'a jamais pris le temps de faire une enquête sérieuse.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les sites WEB de l'Union Européenne devraient TOUS être disponibles dans toutes les langues de l'UE, sans discrimination. Accès aux textes par des moyens facilement accessibles. Possibilités de contact par Internet pour demander la traduction (encore non disponibles) de sujet jugé important.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? OUI, ça c'est une bonne idée ! Un résumé dans TOUTES les langues.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a smaller number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Fournir des infos dans un nombre restreint est déjà une forme de discrimination peu démocratique (mais ça pèse aux puissants, financiers, multinationales, etc.) Je répète ma proposition : On peut organiser un Tour de Rôle (par tirage au sort) à renouveler tous les ans. On peut aussi (en complément) éditorialiser systématiquement ces infos dans une langue neutre et facilement accessible au plus grand nombre, comme l'espéranto (avec ses 130 ans d'expérience)

### III. Public consultations



7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Où, bien : d'abord dans toutes les langues de l'UE pour les consultations relatives aux "initiatives prioritaires". Mais pour les autres, pourquoi anglais, français, allemand en priorité ? Établisons un tour de rôle ! Et/ou sortons systématiquement ces consultations dans une langue neutre européenne.

## IV. Other

8. The only specific regulations at the language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle réglementation concernant les langues dans l'UE devait être prise, je crains fort d'avance qu'elle soit l'objet de pressions des lobbies, des "grosses" nations et finalement officialiser cette Europe à 2 ou 3 voix ! Le rejet populaire de l'UE - actuellement observé dans de nombreux pays, hélas - n'en sera que renforcé.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Nos gouvernants (y compris dans la Commission) sont soit aveugles, soit avant tout au service de leurs intérêts propres : depuis le temps, qu'ils auraient dû effectuer une enquête sérieuse et objective sur cette question et voir les avantages démocratiques et financiers d'une langue commune comme l'espéranto. Voir le Rapport du professeur Grin, commandé par le gouvernement français et mis aux oubliettes !

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable practice to pay for having documents made available in translation at more speedily and economically than would otherwise be the case?

Le problème des traductions automatisées (par ordinateur) est qu'elles ne seront jamais vraiment satisfaisantes. Elles constituent un bon brouillon, mais doivent être révisées par un professionnel. Il y a trop d'idiomatismes, d'homophones ou homographes (en particulier en français et en anglais) pour qu'un ordinateur fasse ce travail tout seul.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

citoyen européen !

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellan

---

Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 172

Response ID
6265
Date submitted
2018-09-20 11:21:13

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? principe du plurilinguisme  principe des groupes de langues (exemple langues atlantiques, langues scandinaves...): à défaut de toutes les langues, se fonder sur 'l'hypothèse d'une connaissance passive des langues de la même famille, si nécessaire  contrairement au droit actuel européen qui considère les langues d'abord comme des outils administratifs (voir Barber, 2018), faut renverser les choses: a publication dans toutes les langues de tous les textes est la règle, et l'exception est la publication dans certaines langues seulement, sur la base d'une liste de critères à établir.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? probablement pas  'dée de résumé sera vite transformée par la communication politique, et mène à un niveau trop bas, comme les citoyens européens étaient des gens à faible QI ou qualification basse
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)? le principe par défaut est à l'hérarchie des documents dans un domaine donné;  certains domaines clés de la politique doivent recevoir une traduction systématique (les politiques concernant le social, l'environnement, les migrations, les droits de l'homme, etc...) d'autres peuvent être examinés quant à la technique: les documents techniques peuvent rester dans les langues de travail (allemand, français, et anglais); c'est une politique Adhoc, au cas par cas

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

c'est en tous cas une amélioration

tous les documents concernant la politique sociale, etc... (cf plus haut) peuvent relever d'une telle procédure; de même que ceux qui concernent les relations entre la coordination budgétaire et les autres politiques (Semestre, par ex)

## IV. Other

8. The on-going specific suggestions about language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

ou

en outre, faut revoir le rôle de la Cour de Justice dans ce domaine, ce qui demande une "déconstruction" du droit de l'Union (cf Dieter Grimm)

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Cette question est une question d'arbitrage; la question antérieure est celle de la construction d'un mouvement en faveur du plurilinguisme et du multilinguisme: la Commission peut y jouer un rôle sur la base des traités actuels plutôt que de s'occuper de dossiers mineurs et de jouer à fond dans le "tout-anglais"

Il est possible que des domaines qui sont en développement soient utilisés (ex PAC) mais la question est l'arbitrage d'ensemble; de larges consultations devront être, en appui, organisées dans les Etats membres et au niveau de l'Union sur l'usage de l'anglais et des langues

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

les technologies doivent être exploitées. Sur cette question les réponses divergent, pour l'essentiel, dans Nicolas Ostler, The last lingua franca

If you want to upload any further documentation, please use this feed.

[{"title": "Interactions du droit et de la pratique des langues", "comment": "je joins maintenant la réponse aux deux textes plus explicites", "size": "235.871", "name": "European%20integration%20and%20the%20variety%20of%20languagesBarber.pdf", "filename": "fu\_jcrn4nykubrmqvy", "ext": ".pdf"}, {"title": "traduction d'un article paru dans la revue Hermès", "comment": "la question de la politique des langues concerne toutes les couches des sociétés européennes", "size": "1277.417", "name": "E\_HERM\_075\_0111.pdf", "filename": "fu\_7na2jt8jtfbvhg", "ext": ".pdf"}]

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this feed.

2

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Jean-Claude Barber, directeur de recherche CNRS émerite

Organization:

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne,

Country of residence:

France

Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
Other
Category: [Other]
CNRS Chercheur
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 181

Response ID
6321
Date submitted
2018-09-20 18:43:32

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Le multilinguisme intégral me semble à peu près tout à fait acceptable pour les sites web.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Le multilinguisme intégral me semble à peu près tout à fait acceptable.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Il n'y a pas de critère acceptable pour choisir les ou les autres langues de l'Union pour fournir dans certains cas des informations. Selon le multilinguisme intégral n'est vraiment pas faisable, l'utilisation d'une langue "neutre" est indispensable. Ce peut être une langue non utilisée dans l'UE (le chinois, l'arabe, le japonais...) ou une langue neutre construite, plus facile à apprendre (l'espéranto est à mon avis un bon candidat pour cela).

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Non, ce n'est pas juste.
--

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une suggestion spécifique que me semble indispensable.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Un financement adapté et spécifique que me semble indispensable.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Dans la mesure où les traductions automatisées devraient être vérifiées avant d'être rendues publiques, je ne vois pas que cela soit possible à court terme...

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 182

Response ID
6342
Date submitted
2018-09-20 23:54:17

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply? Par défaut, toutes les langues officielles de l'UE devraient pouvoir être employées.  L'usage exclusif de l'anglais doit être banni, sauf cas exceptionnels.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted? Le régime linguistique qui ne devrait être restreint qu'en cas d'urgence, ou à la demande des pays affectés.  Dans ce cas, toutes les langues de travail devraient déjà être utilisées. A cet égard, faudra-t-il clarifier le statut de l'anglais.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs? La même politique devrait s'appliquer à toutes les institutions de l'UE.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Il faudra que la traduction d'une page donnée soit effectuée dès que le nombre de visites à partir d'un Etat membre dépasse un certain seuil.  Si peu de visites depuis le pays X, pas de traduction dans la langue X ; sauf si l'Etat membre en question est disposé à payer la traduction de sa poche.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)? En cas d'urgence ou s'accord de l'Etat membre concerné et des députés européens des pays en question.

### III. Public consultations



7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Our .

## IV. Other

8. The only specific regulations at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La gestion des questions linguistiques doit se faire dans un cadre juridique clair.

Selon, les réglementations spécifiques de 1958 peuvent être révisées.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

On pourra envisager que les coûts de traduction/interprétation soient exclusivement à la charge des Etats. Leur revendra-t-il de déterminer leur point d'équilibre coût/bénéfice.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction «automatique» est à la disposition des citoyens et cas échéant mais les institutions ne doivent pas y recourir.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Citizen

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

it - italiano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

---

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 191

Response ID
6466
Date submitted
2018-09-23 11:33:42

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>DLF Bruxelles-Europe demande depuis des années le respect et l'application des Traités. Le non-respect du principe d'accès à l'information de tout citoyen dans sa propre langue est un déni d'égalité dont les conséquences sont dramatiques : désintérêt, méfiance des Européens vis-à-vis de l'UE et de ses institutions.</p> <p>S'adresser aux citoyens de l'UE dans une langue qu'ils ne comprennent pas pour plus de moitié d'entre eux, comprennent mal pour la plupart des autres, relève du mépris – et cela, tous le comprennent parfaitement.</p> <p>Dans les faits, les informations réellement utiles sont réservées aux locuteurs anglais langue maternelle, et aux anglophones de très bon niveau pour ne pas dire aux rares bilingues.</p> <p>Que critères appliquer pour pallier ces manques? Les critères sont simples : égalité des citoyens, donc égalité linguistique.</p> <p>Malgré les difficultés – difficultés que DLF Bruxelles-Europe ne nie pas – et problèmes soulevés par la stricte application des Traités, les institutions et en particulier la Commission doivent en respecter l'esprit et atteindre : la situation actuelle est inacceptable, et les efforts récents n'ont été suffisants.</p> <p>À court terme, tout devra être publié en quatre langues au moins : allemand, anglais, français, italien – et plus par la suite (langue maternelle ou seconde langue).</p> <p>Quant aux moyens, l'UE dépense beaucoup d'argent pour lutter contre l'euro-scepticisme ; des actions sont menées, des subventions accordées, souvent sans succès dans la durée. Le programme Erasmus même, pourtant louable dans ses intentions, aboutit trop souvent à des cours donnés en anglais à des étudiants utilisant un anglais appauvri pour communiquer... et donc à une reproduction "d'éclats" coupées de la réalité culturelle et linguistique de l'Europe.</p> <p>Il faut aussi prendre en compte le coût du monolingue : le recours à une langue unique, appauvri de surcroît, coûte très cher, aussi bien en dépenses, talents et marchés perdus qu'en erreurs commises.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>On peut admettre que chaque institution européenne puisse avoir sa propre politique linguistique, cette politique doit au moins être claire, et expliquée de façon compréhensible par tous... c'est-à-dire dans toutes les langues de l'UE ; accessible à tous, c'est-à-dire publiée sur ses sites web, et visible ; argumentée, si elle peut être sans faux arguments.</p> <p>À nouveau, l'UE a, ou peut se donner les moyens d'une politique linguistique en accord avec sa devise ; au moins dans un premier temps de tout publier en quatre langues : à défaut de pouvoir se faire comprendre tout de suite, de tous et en toute circonstance, au moins cette pratique sera-t-elle un signal adressé aux locuteurs d'autres langues que l'anglais, une affirmation du principe de diversité.</p> <p>Il s'agit aussi de ne pas négocier l'essence ; ce n'est pas le choix ou les préférences des uns ou des autres au sein d'une institution qui doivent décider de sa politique linguistique, mais la demande et les besoins des citoyens : on comprendra qu'un rapport technique concernant très peu de monde soit publié en quatre langues – quatre, pas une seule ! –, en revanche voir des appels d'offre, des dossiers de subventions ou des informations utiles à tous accessibles en anglais seulement est aussi incompréhensible qu'un nadmssbe.</p>

3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

Le terme "coûts exorbitants" a ses perpétuels, manque des chiffres et une évaluation de ces coûts pour répondre. On peut supposer qu'en effet, au regard de la politique actuelle, les demandes de traduction d'informations ou de documents sont nombreuses et coûtent très cher.

Il y a aussi un constat d'échec : informations et documents doivent être disponibles si elles sont destinées au public ; pour une demande, combien de renoncements à comprendre faute de temps, de découragements devant la procédure à suivre, ou tout simplement faute de savoir quoi demander face à une page rédigée en langue étrangère ?

Si, grâce à une volonté d'appuyer enfin les principes d'égalité linguistique des institutions européennes par leurs langues aux Européens, il ne sera plus question que de réponses occasionnelles à des demandes spécifiques ; les institutions européennes devraient alors avoir une même politique que pour d'autres demandes, dans un souci de simplicité. Cela permettra aussi, pourquoi pas, une mise en commun des ressources – et une baisse des coûts.

On ne peut en tout cas envisager de demander à une partie des citoyens de payer pour des traductions de documents que d'autres peuvent consulter gratuitement.

## II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?

Les sites web sont aujourd'hui le principal, pour ne pas dire le seul, mode de communication des institutions – les messages sur Facebook ou Twitter tiennent souvent davantage de messages promotionnels.

Ces sites web devraient tous, sans exception, être consultables dans toutes les langues officielles de l'Europe, non pas en partie mais en totalité. Il ne peut y avoir de compromis : l'UE doit continuer d'exister.

Pourtant, la situation actuelle est déplorable sur le site de la Commission, le plus important en termes d'informations sur l'UE et de participation à une activité citoyenne.

Les pages proposant un "choix de langues", dont le menu déroulant ne contient que "en" (anglais), ou affiche plusieurs langues, mais s'ouvre sur une page où tout, hormis le titre, est en anglais ne se comptent plus.

Quand d'exception la page existe en plusieurs langues (rarement 24 !), les liens permettant d'obtenir des informations plus précises sont en anglais.

On peut difficilement imaginer mieux pour dire aux non-anglophones qu'on se moque d'eux, qu'ils sont des "sous-citoyens" de l'Europe.

La Commission européenne est certainement à même de faire pour ses citoyens ce que font des groupes politiques pour leurs électeurs – leurs sites sont, eux, traduits en plusieurs langues –, et de respecter cela.

(v. Les aspects juridiques de l'usage de la langue anglaise dans la communication de la Commission européenne - <http://dfr-bruxelles.eu/?p=2434>)

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?

Des résumés seraient certainement préférables – dans toutes les langues officielles – à la politique actuelle du quasi-tout-en-anglais. Cependant ce serait un pis-aller, qui ne mettrait pas fin à la discrimination subie par plus de la moitié de la population.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

Il faudra tout d'abord préciser que ces seront ces circonstances, et comb en de langues on entend par "nombre restreint". Comme dit plus haut, les quatre langues les plus parlées sont un minimum, et c'est suffisant.

Cependant, et quoiqu'il puisse y avoir des sujets qui intéressent davantage certains pays de l'UE que d'autres, ce qui concerne un seul pays devra concerner aussi les autres, de près ou de loin – sinon, peut-on parler d'Union ? – et donc les informations sur ce sujet devront être disponibles pour tous.

S'il faut des critères de sélection, alors on existe : personne ne parlera les 24 langues de l'UE, mais tous peuvent facilement en comprendre, et très bien, plusieurs. La pratique généralisée de l'intercompréhension permettra, dans chaque famille de langues, d'en choisir une : pas nécessairement la plus parlée, plutôt celle la plus à même d'être comprise par les locuteurs des autres langues de cette famille. (<http://d-f-bruxelles.eu/?p=2657>)

Ce que DLF Bruxelles-Europe voudrait réaliser, sans grands moyens : faire connaître et offrir l'intercompréhension à tous, l'UE peut le faire rapidement et à grande échelle ! Et ainsi réduire les coûts de traduction, faciliter la compréhension et les échanges linguistiques et culturelles – entre les peuples de l'UE.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La Commission européenne ne respecte ni ne soutient à divers degrés linguistique. Si on ne peut que se féliciter de tout progrès dans ce domaine, ne faut pas oublier cependant qu'une politique effrayante de soumission totale à l'anglais a été menée durant des années par la Commission, et que l'équilibre linguistique est loin d'être rétabli – que les dégâts tant politiques et économiques que culturels sont lourds.

On ne saura l'exprimer mieux que François Grun : "C'est comme une schizophrénie collective. Une banalisation de l'omniprésence de l'anglais a un effet déstabilisant de cette langue, et les pays européens, par bien des décisions, alimentent ce mouvement. Mais dans le même temps, le discours officiel continue de célébrer les beautés du plurilinguisme."

Les contraintes administratives n'existent que du fait de la Commission elle-même : à privilégier l'emploi de l'anglais au détriment d'autres langues, à n'embaucher que des anglophones, on crée effectivement – en Europe – une dévotion pour l'anglais qui aura dû s'épanouir au sein de la Commission européenne –, une contrainte dont il sera difficile de se défaire sans une volonté forte.

Les contraintes budgétaires reviennent aussi d'un choix ; la Commission a fait le choix de dépenser beaucoup pour sa communication, peu pour le plurilinguisme qui lui assurera une meilleure communication.

Et, comme nous l'avons dit dans la réponse 1, le monolingue peut coûter cher (voir sur ce sujet l'analyse de Dominique Hoppe - <http://dominique-hoppe.blog.emonde.fr/2015/06/02/e-cout-du-monolingue/>)

### IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

L'expérience, avec l'exemple de la Commission, a prouvé que la seule action des questions linguistiques se fait en dehors d'un cadre législatif précis est une erreur. La législation de 1958 ne doit pas être remise en cause, en revanche elle pourra être réaffirmée en termes plus précis : personne en 1958 n'aurait pu imaginer une institution renonçant volontairement aux langues des pays fondateurs et à l'absence de diversité des pays d'Europe.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

La réponse à cette question se trouve dans les points 1 et 7 ; les coûts sont loin d'être excessifs – et désormais c'est assés que "un café par an et par habitant" – l'ustre bien –, et s'il faut faire des économies, faut les faire ailleurs : les langues de l'Europe peuvent être riches, et l'Europe ne se fera pas sans elles.

"L'Union n'avancera pas sans ses peuples. Les peuples de l'Union n'avanceront pas sans leurs langues et cultures..." (Abdou Douf)

La question du coût excessif est soulevée pour imposer l'anglais langue unique au prétexte d'économies ou de "rationalité" ; c'est un mauvais choix, qu'on le fasse de bonne foi ou par paresse, par snobisme, ou par complicité à l'infuence anglo-saxonne.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il y aura certainement dommage de ne pas utiliser un outil que la traduction automatise. Elle peut faire gagner beaucoup de temps, donc de l'argent ; toutefois, elle est, non seulement "pas toujours parfaitement exacte", mais souvent fautive, pleine de faux-sens et contre-sens, et source d'erreurs : s'en remettre à la traduction automatique sans recourir attentivement à un traducteur professionnel – et non pas du secrétaire ou de l'assistant qui se trouve à côté, dont ce n'est pas le métier même s'il maîtrise la langue – sera très peu sérieux et néglige des institutions européennes.

L'UE a les moyens, aussi, de développer des traducteurs automatiques qui ne passent plus par l'anglais langue pivot. Pourquoi pas l'intercompréhension pour les machines ? Elles seraient plus efficaces pour traduire, par exemple, l'espagnol vers l'italien, plutôt que l'espagnol vers l'anglais puis l'anglais vers l'italien.

On pourra, d'ailleurs, sans attendre, appliquer cette méthode à la traduction c'est-à-dire : le rédacteur d'un article, d'une information, d'un rapport, devra écrire dans sa propre langue que ce soit le document, et être traduit directement vers la langue cible.

Demander à des locuteurs d'autres langues de rédiger en anglais pour les faire traduire ensuite y compris vers leur propre langue, ou passer par l'anglais langue pivot de façon systématique est une fausse économie et une absurdité.

On aboutit à une pauvreté d'expression et à une uniformisation de la pensée, une menace pour l'Europe et pour ses démocrates ; à "l'uniformité, mère de tous les totalitarismes..."

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Mme Véronique Lecomte

Organization:

DLF Bruxelles-Europe

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

NGO or association

Category: [Other]

---

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 193

Response ID
6482
Date submitted
2018-09-23 21:25:41

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Où un manque de transparence existe concernant l'accès à des services de l'administration européenne, d'informations dans des différentes langues officielles de l'UE. Le plus important est de respecter les textes fondateurs de l'UE et les traités qui disent que les 24 langues choisies par les pays membres comme langues officielles sont aussi des langues de travail et donc sont indispensables de servir à ce que le maximum de textes et de documents soient disponibles dans toutes les langues. Il faut que les 24 langues soient traitées de manière égale. Nous demandons à l'UE de mettre en application une protection de l'accès à tous les citoyens et pour ce faire d'utiliser les 24 langues officielles.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Où, chaque institution européenne devra adopter d'une politique linguistique et celle-ci doit être publiée et disponible sur le site web (et à disposition envoyée par courrier si cela est demandé) dans les 24 langues officielles. La politique linguistique des diverses institutions européennes devra être égale, basée sur les textes fondateurs et les différents traités de l'UE pour ce qui concerne l'utilisation des langues dans les rapports avec les autres institutions, les pays membres et les citoyens européens. Au sein de chaque institution, organe ou organisme, nous proposons que la langue de travail des employés soit la langue du pays où cette institution, cet organe ou organisme est situé géographiquement (ex : c'est en Espagne, utilisation de l'espagnol, si c'est à Bruxelles, soit l'allemand, soit l'italien, soit le français). Le contenu doit définir précisément les règles d'utilisation des différentes langues et rappeler sur quels textes ou quelles décisions ces règles s'appuient (règlement n° 1 par exemple). Nous sommes défavorables à l'accès en place de restrictions, si celles-ci devaient apparaître, elles ne devraient être que rares et traitées au cas par cas.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Il ne devra jamais être possible de ne pas pouvoir fournir des informations ou des documents dans l'une des langues officielles sans une demande en est faite. Il n'est pas demandé aux citoyens européens d'être multilingue. Pour éviter les coûts exorbitants, appeler au sein des institutions européennes les préconisations qui ont été faites :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- par le Professeur François Grun à une commande du Haut commissariat à l'évaluation de l'économie de France en 2005</li><li>- par le Professeur Reinhard Seiden (réd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European Multilingualism (non)communication, Roma : Esperanto Radika Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).</li></ul> <p>Pour éviter les coûts exorbitants, proposer une traduction en espéranto à tous les demandeurs.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Le principe qui doit s'appliquer est l'égalité de traitement de toutes les langues officielles. Il est à la base de la constitution de l'Union, est donc important de le maintenir. Toutes les pages d'accueil et d'orientation doivent être dans toutes les langues. La page de recherche et de demande de fourniture d'un renseignement ou d'un document doit être disponible dans toutes les langues officielles.</p> <p>Si des critères de démographie devaient être pris en compte, faudrait que cela soit basé sur la proportion d'européens natifs par ces langues et le second critère devra être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'européens (au minimum 75%).</p>
---



5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a number of official languages?

C'est un problème mais oui, si un document ou des documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues, il est indispensable qu'un résumé dans toutes les langues existe afin que les citoyens intéressés puissent avoir connaissance de l'existence de ce travail et puissent demander les documents qu'ils intéressent (avec une traduction dans sa langue).

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Ce n'est pas acceptable. Cependant en cas d'impossibilité, à défaut, il faut au moins traduire chaque document (et les documents de travail qui ont permis la rédaction du document de synthèse) dans les langues des pays concernés par le document et dans les langues dont les locuteurs natifs représentent un pourcentage important de la population. Deux exemples : les textes traitant de la production d'ovins n'ont peut-être pas besoin d'être disponibles en finlandais ou en suédois car la production d'ovins n'a pas lieu dans ces pays. À contrario, le rapport sur la corruption en Bulgarie et en Roumanie devra être disponible en bulgare et en roumain afin que tous les documents de travail qui ont permis d'arriver aux conclusions de ce rapport.

Si des critères de démographie devaient être pris en compte, il faudrait que ceci soit basé sur la proportion d'Européens natifs par ces langues et le second critère devra être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'Européens (au minimum 75%)

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, ce n'est pas un bon équilibre, une consultation publique des citoyens se doit d'être ouverte à la compréhension et à la consultation de tous. donc elle doit être ouverte dans les 24 langues, y compris pour les documents associés.

Non, un résumé n'est pas suffisant pour « dire » qu'un document est disponible et que les personnes qui ont accès à ce seul résumé sont « respectées » comme les autres. Il y a parce-bas deux types de citoyens européens : ceux qui peuvent accéder à l'information dans leur langue et ceux qui doivent apprendre et comprendre une autre langue pour accéder à l'information compétente.

### IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle législation est peut-être utile, mais ce n'est pas sûr. Par contre, il est indispensable que les questions linguistiques ne soient pas traitées en dehors d'un cadre législatif détaillé. Si une modification des règles actuelles devait avoir lieu, celle-ci devra être étudiée (en se basant sur les connaissances d'aujourd'hui et sur des études approfondies et non bâties), discutée et votée par les représentants

des citoyens. Ce sujet ne doit être traité que sous une forme législative, c'est-à-dire votée par les représentants des citoyens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Où, faut financer à posteriori que sur le budget de l'UE. Le rapport Grin a posé le problème dès 2005 et a proposé des solutions pour diminuer les coûts. Le rapport Setten est intéressant aussi.

- voir le rapport Grin

<http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/054000678.pdf>

- voir le rapport de Reinhard Setten (réd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European linguistic (non)communication, Roma: Esperanto Radkalo Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).

On propose aussi de tester l'espéranto dans l'une des institutions européennes et de faire le bilan au bout de 1 ou 2 ans afin de conclure sur la faisabilité d'une extension.

Nous nous opposons à une facturation des frais de traduction aux pays peu peuplés car en plus d'avoir moins de documents disponibles ils auront à payer pour les avoir. Il faut au contraire que ce soient les pays des langues « favorisées » qui paient pour les langues moins utilisées. Le budget de l'UE est prévu pour couvrir les besoins de fonctionnement des institutions, organes et organismes, faut donc attribuer ce qui faut pour assurer les choses faites.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable practice to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Peu ou prou, les citoyens de l'UE utilisent des traductions « approximatives » pour leur information. Mais ils exigent des traductions fiables venant de l'institution UE sinon il y aura un sabotage du travail de ce site. L'UE est déjà perçue par beaucoup de citoyens comme bureaucratique et non démocratique, si on ajoute à cela un accès à des textes qui ne sont pas fiables, ce sera le comble du manque de confiance dans ces instances.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 194

Response ID
6493
Date submitted
2018-09-24 09:04:59

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
une seule :esperanto
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
oui ,dans la langue de Zamenhof :ça ferait des économies
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
encore une fois , 'Esperanto

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
il y a une armée de traducteurs :ça coûte combien ?

### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at the time would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

oui, de nouvelles règles

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

esperanto:coût zero

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

émondances : à l'usage E

If you want to upload any further documentation, please use this field.

feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Monsieur Charles Dumont

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 195

Response ID
6495
Date submitted
2018-09-24 09:23:57

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il faudra remédier au fait qu'entoure aujourd'hui la question linguistique, en affichant clairement (dans les 24 langues) les grands principes de la politique linguistique de l'UE (accès bilingue des textes fondamentaux, des actes législatifs, droit de communiquer avec les services de l'UE dans la langue de son choix, droit d'être élu au PE que l'on que soit sa langue maternelle et de l'utiliser) et les spécificités des missions en œuvre en fonction des domaines.</p> <p>Il n'est pas inutile de souligner (car beaucoup de citoyens européens ont des idées reçues et beaucoup d'ignorances en matière) les coûts directs et les coûts non financiers tout en soulignant qu'il en va de la démocratie et de la proximité du citoyen. NB. De ce point de vue, l'exposé des motifs de la présente consultation me paraît une bonne approche.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>On ne devra pas parler d'une « politique linguistique » propre à chaque institution. Le terme « politique linguistique » devra être réservé à l'Union dans ses principes fondamentaux. En revanche, les règles spécifiques de chaque institution devront être publiées sur ses sites web. Il est difficile de déterminer le degré de précision avec lequel ces règles devront être rédigées. On pourra demander à chacune d'en proposer une définition, étant entendu qu'une révision globale devra assurer la cohérence de l'ensemble, et le rendre accessible à des publics non avertis.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Cette question est complexe : si l'on réduit le nombre de langues pour limiter les coûts, faut effectivement prévoir une procédure qui offre la possibilité d'une traduction à la demande pour les citoyens intéressés et qui ne connaîtraient pas les langues utilisées dans tel ou tel document. Pour alléger les charges de la DGT, ne pourra-t-on pas confier aux représentants de l'UE et aux bureaux du PE dans les différents pays le soin d'assurer ce service aux personnes demandeuses ? Cette décentralisation pourra être expérimentée avec des délégations volontaires avant.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Les sites web des institutions européennes devront tous afficher, dans les 24 langues, les principes communs de la politique linguistique de l'UE et les modalités spécifiques de leur fonctionnement linguistique. Les données de base de chaque secteur devront également figurer dans toutes les langues officielles.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Cette formule est intéressante : un résumé et un lien pour accéder à la version complète dans une des langues officielles et un rappel des possibilités d'en obtenir une traduction personnelle selon la procédure décrite au point précédent.</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

Il est évidemment utopique de penser que l'on puisse fonctionner avec 24 langues (ou plus ?) sans en modifier les usages en fonction des nécessités. Pour être pragmatique, faudra-t-il distinguer différents plans.

Sur le plan politique, toutes les langues officielles des Etats membres doivent pouvoir être affichées et utilisées (traités, Parlement...) comme c'est déjà l'usage. Aucune régression n'est envisageable sauf accord éventuel des pays.

En revanche, on pourrait convenir que dans toutes les institutions, tous les actes doivent être produits dans les mêmes langues de travail. De façon à couvrir le plus possible les besoins des citoyens européens ainsi que de renforcer leur accès bilingue à d'autres usagers non européens, on pourrait (progressivement ?) élargir la liste : français, anglais (dont faudra bien redéfinir le statut après le Brexit), allemand + espagnol, italien et portugais.

Cet élargissement, établi en fonction de l'importance démographique et des besoins de diversité linguistique que au sein des populations, devra couvrir l'essentiel des besoins.

Pour ceux qui n'auront pas accès à l'une de ces six langues (et en attendant les effets à moyen terme de la généralisation de l'enseignement de deux langues vivantes étrangères), les procédures envisagées plus haut (résumés/abstracts des questions-cés dans toutes les langues officielles, possibilité de traduction dans les bureaux du PE et les représentations de la CE) devront offrir des alternatives acceptables. Cela concernera, pour partie, les pays scandinaves, les pays baltes, la zone finno-ougrienne (Finlande, Hongrie) et le grec (Grèce et Chypre). On peut en revanche prévoir l'exclusion de ce cas de figure les pays scandinaves et les Pays-Bas où l'anglais est une langue seconde très répandue.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation needs to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Oui, cela va dans la bonne direction. Mes propositions ci-dessous tendent à généraliser ces options.

Au passage, il est regrettable que beaucoup de documents et d'études ne soient accessibles qu'en anglais. J'en veux pour preuve que le travail sur le multilinguisme cité en note 5 European Strategy for Multilingualism: benefits and costs qui, sauf erreur de ma part, n'existe que dans sa version anglaise (elle fait d'ailleurs une part prépondérante à cette langue). Un peu paradoxal !

### IV. Other

8. The only specific suggestion at language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

L'adoption d'un nouveau règlement permettra de clarifier les pratiques et d'éviter un glissement sourd vers un linguisme. Ce règlement devra préciser seulement les grandes lignes comme énoncé ci-dessus.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Les coûts supplémentaires devront être d'abord évalués pour chacune des nouvelles langues de travail proposées et en tenant compte de la décentralisation vers les antennes extérieures pour les langues moins répandues.

Est-il envisageable de demander aux services de produire des documents plus concis (et plus sobres ?) de façon qu'ils concourent à leur tour à cet effort de rationalisation et d'ouverture ?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

En l'état actuel, les traductions automatisées ne sont pas utiles seules que les, sauf pour une première approche. En revanche, les représentations et bureaux extérieurs pourront mettre ces systèmes à disposition de leurs publics pour prendre connaissance des documents qui les intéressent avant d'en solliciter une traduction plus fiable.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Account - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Claude OLIVIERI

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

it - italiano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 196

Response ID
6504
Date submitted
2018-09-24 10:42:23

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Imposer à tout responsable de l'Union européenne le respect des textes fondateurs. Créer des instances de contrôles et la possibilité de sanctionner certains abus. Toute décision éligible en matière de langue doit être nuancée et non advenue. Démocratiser les décisions : décisions du Parlement européen. En outre, les chefs de gouvernements devraient rendre publiquement compte de leurs succès et échecs au Conseil de l'Europe.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il faudra essayer d'unifier autant que possible la politique linguistique des différentes institutions européennes. Interdire systématiquement le monolingue, au moins en matière d'affichage et de sites Internet. En cas de restriction, privilégier l'absolu à la langue du pays où se situe l'institution concernée, à moins qu'aux langues des pays fondateurs et des pays les plus peuplés. (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, éventuellement Espagne et Grèce). Comme dans la "Loi Toubon", traduction en au moins deux langues.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui. Le coût des traductions n'est pas exorbitant ! (moins de 2 euros / européen / an) !</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Interdire l'absolu du monolingue et du bilingue ! Publier dans la langue du pays (ou les langues du pays dans un cas comme celui de la Belgique) où se situe l'institution responsable du site. Traduire systématiquement en au moins deux langues avec priorité pour les langues des pays les plus peuplés et les pays fondateurs. Tout haut responsable (Président de la Commission, commissaires ...) doit maîtriser et appeler plusieurs langues et respecter autant que possible la langue du pays où se trouve.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Absolument ! Il est absolument indispensable qu'un citoyen européen n'ait pas accès aux informations dans la langue officielle de son pays !</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?</p> <p>Tout citoyen européen doit toujours avoir un accès à toutes les informations dans la (ou les) langue(s) officielle(s) de son pays. En cas de restriction, tenir compte de l'importance démographique et culturelle (littérature, cinéma ...) des langues. Statut particulier pour les langues des pays fondateurs.</p>



### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La priorité donnée à l'anglais par rapport à l'italien est absolument défendable dans le contexte de la construction européenne !

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Nouvelles suggestions au non : quoiqu'en soit, l'esprit de la suggestion de 1958 doit être respecté !

Gestion des questions linguistiques en dehors d'un cadre suggestion spécifique ? En aucun cas !

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Répondre à l'augmentation du volume des informations, éviter les productions de documents et de textes inutiles ! Chercher à concilier !

L'augmentation du nombre des langues ne devra pas créer des surcoûts puisque chaque nouveau pays adhérent contribue au financement de l'UE.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Perfectionner les traductions automatiques en créant des systèmes qui n'utilisent plus l'anglais comme seule langue-pivot. Les traductions automatiques sont surtout mauvaises parce que, actuellement, elles passent toutes par l'anglais qui pose des problèmes de traductions vers d'autres langues (absence de vouvolements, ambiguïtés grammaticales nombreuses ...)

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Monsieur Ludger Staubach

Organisation:

ALF, DLF

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

italiano

Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 198

Response ID
6508
Date submitted
2018-09-24 15:37:52

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il faut indiquer clairement que les sont les décisions prises par les administrations européennes.</p> <p>Il y a trop de contradictions entre les textes fondamentaux de 'Un on et la pratique réelle. Par exemple, en principe, toutes les langues officielles sont égales, or dans la pratique seules une ou quelques langues sont réellement présentes dans les informations fournies par les administrations de 'Un on européenne. La première chose sera de clarifier, en indiquant pourquoi telle ou telle langue est ou n'est pas utilisée.</p> <p>Il y a quelques domaines où toutes les langues officielles de 'UE devraient être utilisées :</p> <p>1) lorsque les lois et règlements de 'UE touchent à vie personnelle des gens (santé, éducation, sécurité sociale, droits civiques...),</p> <p>2) lorsque il y a des incertitudes financières importantes pour les citoyens (offres d'emploi, grands programmes de subventions comme Erasmus+, ...)</p> <p>Dans tous les cas, pour être fidèle à la devise "Un e dans la diversité", faut un nouveau minimum de plurilinguisme.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Oui, faut une politique linguistique claire, pour que les citoyens puissent soit la soutenir, soit la contester.</p> <p>Il faut qu'on puisse consulter sur le site web de l'institution en question, et si possible la commenter, pour demander des améliorations.</p> <p>Degré de précision : ce qui nécessitera pour que des propositions d'amélioration puissent être faites.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui.</p> <p>On peut imaginer que pour les documents de faible durée de validité n'y a pas de traduction, parce que le temps nécessaire à la traduction fera dépasser la durée de validité du document.</p> <p>Par contre, pour tous les documents à longue durée de validité (un an par exemple), faut que la traduction sur demande soit disponible dans un délai raisonnable (deux semaines par exemple).</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Tous les sites web qui s'adressent au grand public ("Europe des citoyens") devraient être multilingues, dans la mesure possible des langues de 'UE.</p> <p>Tous les sites web qui donnent accès à des financements pour le grand public (études et éducation, programmes de santé, initiatives citoyennes variées) doivent être multilingues, si possible dans toutes les langues de 'UE.</p> <p>Lorsqu'il y a moins de langues, donc plus de déséquilibre linguistique, on pourrait mettre l'espéranto comme langue supplémentaire neutre, car elle est facile à comprendre, avec une grande précision.</p>
--

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?
<p>Une question est une "question-c", donc importante, faut un résumé dans toutes les langues officielles.</p> <p>Une question n'a pas de résumé dans une langue, ce signifie qu'elle est considérée comme peu importante.</p> <p>Il serait souhaitable de fournir en plus un résumé en espéranto, pour faciliter la traduction facile vers d'autres langues extérieures à l'Union européenne.</p>
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?
<p>Des informations dans un nombre restreint de langues ne seraient acceptables que si elles ne concernent qu'une portion restreinte de la population.</p> <p>Cela ne serait acceptable que pour des informations ou documents pour des spécialistes ou des professionnels, et non pour le grand public.</p> <p>Les critères de sélection devraient être multiples :</p> <p>1) Une information concerne un ou quelques pays de l'Union seulement, faut que l'information soit disponible dans toutes les langues officielles de ces pays.</p> <p>Par exemple, est anormale que l'enquête Eurobaromètre sur le mécanisme de coopération et de vérification pour la Roumanie et la Bulgarie soit disponible qu'en anglais, et non en roumain et en bulgare (<a href="http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/_406_sum_en.pdf">http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/_406_sum_en.pdf</a>)</p> <p>2) Une information concerne un petit public dispersé dans l'ensemble de l'Union (par exemple une profession particulière), faut que cette information soit disponible et compréhensible par la majorité de ce public.</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. Another public consultation need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
<p>Ce règlement ne doit pas être en contradiction avec les textes fondamentaux de l'Union européenne. Il montre le manque de respect de la diversité linguistique de l'UE.</p> <p>De plus, n'est pas respecté : l'enquête d'opinion publique Eurobaromètre sur l'équité, le négotiation et la mobilité intergénérationnelle (n°475, décembre 2017) n'a son rapport disponible qu'en anglais (<a href="http://ec.europa.eu/commfrontoffice/public_opinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetails/instruments/SPECIAL/surveyKey/2166">http://ec.europa.eu/commfrontoffice/public_opinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetails/instruments/SPECIAL/surveyKey/2166</a>), alors que l'équité devra faire partie de l'"intérêt public général".</p> <p>Il est donc souhaitable que les autres institutions européennes ne suivent pas ce modèle.</p> <p>Comme la notion d'"intérêt public général" est mal définie, elle ne peut pas être pertinente.</p> <p>Cette approche de la politique linguistique de l'UE doit être complètement repensée.</p>

### IV. Other

8. The only specific legislation on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a dedicated legal framework?
<p>Une nouvelle législation sera utile et seulement si elle renforce les garanties des citoyens de l'UE, et si elle a de bon fonctionnement l'Union.</p> <p>Elle sera utile si elle a des citoyens à partciper aux décisions publiques dans une langue qu'ils maîtrisent.</p>

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

La démocratie est en principe une valeur fondamentale de l'Union européenne. Il faut donc permettre l'exercice de la démocratie sur le budget général de l'UE.

Sauf à posteriori que l'UE favorise certaines langues (anglais, français, allemand...), les pays où ces langues sont officielles doivent donc payer plus pour compenser cet avantage.

Le rapport Grin a posé le problème dès 2005 et a proposé des solutions pour diminuer les coûts (voir <http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapportspublics/054000678.pdf>)

Voire aussi le rapport Seten : The Costs of European multilingualism (non)communication, Roma : Esperanto Radkalo Asocio, 1997

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique peut aider à l'intercompréhension à travers les barrières linguistiques, et doit donc être soutenue. Mais ces traductions automatiques ont souvent des erreurs. Pour compenser les défauts et les inconvénients de la traduction automatique, l'UE doit soutenir l'espéranto, comme langue commune neutre des citoyens.

De plus, pour les textes qui sont contraignants, il n'est pas admissible d'avoir des erreurs de traduction. Il faut donc des traductions fiables et vérifiées par des humains pour les textes contraignants pour les humains (règlements, directives...)

If you want to upload any further documentation, please use this feed.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this feed.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Pierre Dumegeard

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 202

Response ID
6529
Date submitted
2018-09-24 15:35:32

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tout doit être disponible dans la langue nationale ou la langue de travail unique de l'UE hors anglais.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Toutes les langues et pas que le résumé, ou bien dans une langue de travail unique hors anglais facilement maîtrisée par la population.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non, c'est inacceptable. A moins qu'une langue européenne ou tout du moins une langue pont commune soit acceptée --> Esperanto?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Non, je ne vois pas pourquoi les Italiens, les Espagnols, les Grecs ou d'autres seraient désavantagés. C'est un déni de démocratie.

### IV. Other

8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Où, un langage pont commun hors anglais, Obligation aux états membres de rendre l'information accessible à leur population dans leur langue.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Une langue de référence commune hors anglais (pourquoi pas une langue construite--> certains états ont bien réussi à imposer une langue unique peu ou moins naturelle/artificielle, à leur population, norvégien, turc, tchèque...), le reste à la charge des états.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 204

Response ID
6531
Date submitted
2018-09-24 15:58:51

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Où un manque de transparence existe concernant l'information disponible par les différents services de l'administration européenne, d'informations dans les différentes langues officielles de l'UE. Le plus important est de respecter les textes fondateurs de l'UE et les traités qui disent que les 24 langues choisies par les pays membres comme langues officielles sont aussi des langues de travail et donc sont indispensables de voir à ce que le maximum de textes et de documents soient disponibles dans toutes les langues. Il faut que les 24 langues soient traitées de manière égale.</p> <p>Nous demandons à l'UE de mettre en application la protection de l'accès à l'information et pour ce faire d'utiliser les 24 langues officielles.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Où, chaque institution européenne devra adopter d'une politique linguistique et celle-ci doit être publiée et disponible sur le site web (et l'adoption envoyée par courrier si cela est demandé) dans les 24 langues officielles.</p> <p>La politique linguistique des différentes institutions européennes devra être, basée sur les textes fondateurs et les différents traités de l'UE pour ce qui concerne l'utilisation des langues dans les rapports avec les autres institutions, les pays membres et les citoyens européens.</p> <p>Au sein de chaque institution, organe ou organisme, nous proposons que la langue de travail des employés soit la langue du pays où cette institution, cet organe ou organisme est situé géographiquement (ex : c'est en Espagne, utilisation de l'espagnol, si c'est à Bruxelles, soit l'allemand, soit le français). Le contenu doit définir précisément les règles d'utilisation des différentes langues et rappeler sur quels textes ou quelles décisions ces règles s'appuient (règlement n°1 par exemple). Nous sommes défavorables à l'absence de restrictions, si ce n'est qu'il ne doit apparaître, elles ne devraient être que rares et traitées au cas par cas.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Il ne devrait jamais être possible de ne pas pouvoir fournir des informations ou des documents dans l'une des langues officielles suite à une demande en est faite. Il n'est pas demandé aux citoyens européens d'être multilingue.</p> <p>Pour éviter les coûts exorbitants, appeler au sein des institutions européennes les préconisations qui ont été faites - par le Professeur François Grin à une commande du Haut commissariat à l'évaluation de l'économie de France en 2005 - par le Professeur Reinhard Selten (réd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European linguistic (non)communication, Roma : Esperanto Radika Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).</p> <p>Pour éviter les coûts exorbitants, proposer une traduction en espéranto à tous les demandeurs.</p>

### II. EU websites



4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in a lot of many EU languages?

Le principe qui doit s'appliquer est l'égalité de traitement de toutes les langues officielles. Il est à la base de la constitution de l'Union, est donc important de le maintenir. Toutes les pages d'accueil et d'orientation doivent être dans toutes les langues. La page de recherche et de demande de fourniture d'un renseignement ou d'un document doit être disponible dans toutes les langues officielles.

Ses critères de démographie devraient être pris en compte, faudra-t-il que ceci soit basé sur la proportion d'Européens natifs par ces langues et le second critère devra être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'Européens (au minimum 75%)

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a lot of many official languages?

C'est un problème mais oui, un document ou des documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues, est indispensable qu'un résumé dans toutes les langues existe afin que les citoyens intéressés puissent avoir connaissance de l'existence de ce travail et puissent demander les documents qu'ils intéressent (avec une traduction dans sa langue).

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Ce n'est pas acceptable. Cependant en cas d'impossibilité, à défaut, faut au moins traduire chaque document (et les documents de travail qui ont permis la rédaction du document de synthèse) dans les langues des pays concernés par le document et dans les langues dont les locuteurs natifs représentent un pourcentage important de la population.

Deux exemples : les textes traitant de la production d'ovins n'ont peut-être pas besoin d'être disponibles en finlandais ou en suédois car la production d'ovins n'a pas eu dans ces pays. À contrario, le rapport sur la corruption en Bulgarie et en Roumanie devra être disponible en bulgare et en roumaine car tous les documents de travail qui ont permis d'arriver aux conclusions de ce rapport.

Ses critères de démographie devraient être pris en compte, faudra-t-il que ceci soit basé sur la proportion d'Européens natifs par ces langues et le second critère devra être de s'assurer que le nombre de langues retenues permet de couvrir une majorité d'Européens (au minimum 75%)

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Non, ce n'est pas un bon équilibre, une consultation publique des citoyens se doit d'être ouverte à la compréhension et à la contribution de tous. donc elle doit être ouverte dans les 24 langues, y compris pour les documents associés

Non, un résumé n'est pas suffisant pour « dire » qu'un document est disponible et que les personnes qui ont accès à ce seul résumé sont « respectées » comme les autres. Il y a parce-bas deux types de citoyens européens : ceux qui peuvent accéder à l'information dans leur langue et ceux qui doivent apprendre et comprendre une autre langue pour accéder à l'information complète.

### IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Une nouvelle législation est peut-être utile, mais ce n'est pas sûr.

Par contre, est indispensable que les questions linguistiques ne soient pas traitées en dehors d'un cadre législatif détaillé. Une modification des règles actuelles devrait avoir lieu, celle-ci devra être étudiée (en se basant sur les connaissances d'aujourd'hui et sur des études approfondies et non basées), discutée et votée par les représentants élus des citoyens. Ce sujet ne doit être traité que sous une forme législative, c'est-à-dire votée par les représentants des citoyens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

oui, faut financer à posteriori que sur le budget de l'UE.

Le rapport Grin a posé le problème dès 2005 et a proposé des solutions pour diminuer les coûts. Le rapport Setten est intéressant aussi.

- voir le rapport Grin <http://www.adocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapportspublics/054000678.pdf>

- voir le rapport de Reinhard Setten (réd.) [Prix Nobel en Économie], The Costs of European linguistic (non)communication, Roma: Esperanto Radkalo Asocio, 1997, 149 p. (trad. Jonathan Chaffoff).

On propose aussi de tester l'espéranto dans l'une des institutions européennes et de faire le bilan au bout de 1 ou 2 ans afin de conclure sur la faisabilité d'une extension.

Nous nous opposons à une facturation des frais de traduction aux pays peu peuplés car en plus d'avoir moins de documents disponibles ils auront à payer pour les avoir.

Il faut au contraire que ce soient les pays des langues « favorisées » qui paient pour les langues moins utilisées. Le budget de l'UE est prévu pour couvrir les besoins de fonctionnement des institutions, organes et organismes, faut donc attribuer ce qui faut pour assurer les choix faits.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Peu ou prou, les citoyens de l'UE utilisent des traductions « approximatives » pour leur information. Mais s'exigent des traductions fiables venant de l'institution UE sinon il y aura un sabotage du travail de ce site.

L'UE est déjà perçue par beaucoup de citoyens comme bureaucratique et non démocratique, si on ajoute à cela un accès à des textes qui ne sont pas fiables, ce sera le comble du manque de confiance dans ces instances.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Pierre Dumezard

Organization:

Europe-Démocratie-Espéranto (France)

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

it - italiano

Category:

NGO or association

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 205

Response ID
6541
Date submitted
2018-09-24 17:05:28

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
<p>Actuellement, la quasi-totalité des documents techniques sont publiés exclusivement en anglais.</p> <p>Nous avons fait un sondage sur 5 portails au niveau des dernières couches, troisième, puis rarement quatrième ou cinquième afin de déterminer la proportion de documents techniques exclusivement en anglais. Nous donnons ci-dessous un résumé pour les deux premiers portails.</p> <p>- Direction générale Act on climate</p> <p>Dès le niveau 2 :</p> <p>Actualités : anglais</p> <p>Act on pour climate : dans toutes les langues</p> <p>3 sur 10 priorités de la Commission :</p> <p>- Croissance, emploi, investissement : niveau 2 dans toutes les langues mais documents téléchargeables en anglais au niveau 3</p> <p>- Union de l'énergie et climate : dans toutes les langues mais renvoi en 3e niveau vers documents essentiels en anglais</p> <p>L'UE en tant qu'acteur dans le monde : anglais, français</p> <p>Programme de travail de la Commission : anglais, à moins de 50 % dans les autres langues</p> <p>Pan stratégique des services 2016-2020 : en anglais exclusivement</p> <p>Pan de gestion : anglais</p> <p>Rapport annuel d'activité : anglais</p> <p>- Direction générale Affaires économiques et financières :</p> <p>Dès le niveau 1 :</p> <p>Actualités : anglais</p> <p>Act on dans les domaines Économie, finances, euro : niveau 2 partiellement en anglais, partiellement dans toutes les langues.</p> <p>2 sur 10 priorités de la Commission</p> <p>- Union économique et monétaire : niveau 2 dans toutes les langues avec renvoi au niveau 3 à des documents exclusivement en anglais.</p> <p>- Croissance, emploi, investissement : niveau 2 dans toutes les langues mais documents téléchargeables au niveau 3 en anglais</p> <p>En résumé la quasi-totalité des documents techniques et d'actualités, c'est-à-dire la matière première pour les travaux de fond, sont en anglais.</p> <p>On voit donc se dessiner une dimension nationale caractérisée.</p> <p>Avec les moyens techniques aujourd'hui disponibles, rien ne s'oppose sérieusement à la traduction intégrale des textes publiés sur les différents portails de la plateforme Europa.</p> <p>Cependant, ... suite par courriel+pj</p>

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a number of languages?

Oui, il sera tout à fait utile de publier des résumés des questions clés dans toutes les langues officielles et pas seulement une partie d'entre elles.

Toutefois, nous sommes convaincus que c'est ce qui a déjà été entrepris par la Commission européenne. Ce travail devra être mené à son terme.

Par ailleurs, les résumés ne remplacent pas les documents de fond qui seuls permettent un travail approfondi.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

En ce qui concerne la sélection des populations, le nombre de locuteurs est en effet le premier critère à retenir. Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations par ordre d'importance : l'allemand, le français et l'italien auxquelles devra être ajouté l'anglais qui, bien que n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas pénelement satisfaisant, car l'écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, il faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être aléatoire.

Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?

Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, surtout qu'il peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official language. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official language". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Le développement des consultations publiques est une application des Traités de Lisbonne.

C'est ce qui explique que le règlement 1/58 qui fixe le régime linguistique des institutions européennes n'en parle pas.

Quant à la Commission européenne, qui jusqu'à présent n'avait introduit aucune disposition portant application du règlement 1/58, se soit limitée dans la modification de son règlement intérieur au cas des consultations publiques est troublant. Sans doute, le caractère proprement scandaleux de la restriction à l'anglais qui a prévalu pendant plusieurs années sous la précédente Commission et la crainte de recours victorieux devant la Cour de justice, ont-ils poussé la Commission à cette tentative opportuniste néanmoins bienvenue.

Cette tentative, qui répondait à une nécessité impérieuse tant les pratiques antérieures faisaient injure à la démocratie, ne saurait cependant suffire à rétablir un équilibre linguistique gravement déficient, comme l'a démontré notre réponse à la question 1.

Les contraintes administratives et budgétaires invoquées pour justifier la prépondérance de l'anglais qu'aucun texte ne justifie, sont grandement exagérées.

### IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Le règ ement du Conse N° 1 du 15 avr 1958, pr s sur a base de 'art c e 342 du Tra té sur e Fonct onnement de 'Un on Européenne (art c e 217 du tra té de Rome), est un texte court, conc s qu énonce des règ es fondamenta es toujours d'actua té. I pourra t être amendé ou comp été sur tro s po nts :

1) Art c e 6

Cet art c e d spose que « Les nst tut ons peuvent déterm ner es moda té s d'app cat on de ce rég me ngu st que dans eurs règ ements ntér eurs. »

Toutes es nst tut ons ont adopté des d spos t ons va ant règ ement ntér eur à 'except on de a Comm ss on européenne.

La Comm ss on a effectué un prem er pas en avr 2017 à propos des consu tat ons pub ques.

I nous semb e que ce qu n'est qu'une s mp e facu té dev enne une ob gat on par e remp acement de « peuvent déterm ner » par « déterm ne ». Cette mod f cat on a gnera t toutes es nst tut ons sur a Cour de Just ce v sée par 'art c e 7 qu prévo t que son rég me ngu st que est déterm né dans son règ ement de procédure.

Les règ ements ntér eurs sont év demment rendus pub cs.

2) Les consu tat ons pub ques

C'est 'art c e 11 du Tra té sur e Fonct onnement de 'Un on Européenne (TFUE), qu pose es pr nc pes de transparence et prévo t 'organ sat on de arges consu tat ons non seu ement en d rect on des part es concernées, ma s auss des c toyens et des assoc at ons représentat ves.

I sera t og que que e règ ement 1/58 fasse une p ace à cet acqu s des tra tés de L sbonne et fasse forme ement du p ur ngu sme un coro a re du pr nc pe de transparence.

3) Le nombre de angues off c e es par pays.

Outre que es angues off c e es de 'Un on européenne sont ob gato rement reconnues comme angues off c e es chacune dans un ou p us eurs États membres, es fondateurs de 'Un on européenne ( a « Communauté européenne » en 1958) ont toujours eu e souc de m ter e nombre de angues off c e es à une seu e angue, sous réserve des angues partagées avec ... su te par courr er+pj

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

Dès ors que 'Un on européenne enreg stre un nouve État membre, c'est à 'Un on européenne d'assumer e budget de traduct on et d' nterpréat on. Nous avons vu que ce budget ngu st que, de 'ordre d'un t cket de métro par hab tant et par an, n'a abso ument r en d'excès f. L'accent m s régù èrement sur es coûts de traduct on et d' nterpréat on n'a comme seu object f po t que que d' mposer 'ang a s comme angue off c e e un que de 'Un on européenne.

S 'on t ent compte de a tro s ème propos t on d'amendement au règ ement 1/58 fa te dans a réponse à a quest on précédente, toute dér ve budgéta re peut être év tée. Tout État qu voudra t fa re tradu re es textes européens dans des angues autres que es angues reconnues comme angues off c e es de 'Un on européenne, devra t en assumer a charge ntégra e.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Les nouve es technog es de a traduct on permettent d'env sager des changements rad caux dans es moda té s de trava des nst tut ons et part cu èrement de a Comm ss on européenne.

Rappe ons que c'est depu s es années 2000, à a faveur de c rconstances po t ques très spéc f ques, 'effondrement du b oc sov ét que et 'adhés on des 10 pays de 'Europe centra e et or enta e sort es de son orb te, que 'ang a s s'est mposé quas ment comme 'un que angue de rédact on, s ce n'est de trava de 'Un on européenne.

Même avant 'adhés on de a Grande-Bretagne et de 'Ir ande en 1974, e frança s n'a jama s dom né de man ère auss exc us ve que 'ang a s aujourd'hu .

Rappe ons que 'art c e 4 du règ ement 1/58 d spose que « Les règ ements et es autres textes de portée généra e sont réd gés dans es angues off c e es ». I est b en quest on de rédact on et non de pub cat on, a quest on de a pub cat on étant tra tée à 'art c e 5. Par a eurs e para é sme des deux art c es en ce qu concerne a formu e « dans es angues off c e es » ne a sse aucun doute sur e fa t que toutes es angues off c e es et de trava sont v sées. Cet art c e 4 est suscept b e d'adaptat on au n veau des règ ements ntér eurs en vertu de 'art c e 6 que nous avons commenté p us haut. Toutefois es adaptat ons ne peuvent a er jusqu'à des prat ques qu sont aux ant podes de a règ e énoncée à 'art c e 4. Comme a préférence pour 'ang a s, qu est une contra nte forte, est contra re au règ ement 1/58 est fac e de comprendre que a Comm ss on européenne s'est jusqu'à présent d spensée d'en fa re une ob gat on écr te qu aura t b en év demment entraîné sa condamnaton par a Cour de Just ce. I est tout à fa t poss b e de trava er en p us eurs angues dans es nst tut ons européennes sans coûts nto érab es ? S gna ons que se on e rég me de a Cour de Just ce, chaque affa re a une angue off c e e pr se parm es 24 angues off c e es, ma s... su te par courr er+pj

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

[{"t te":"","comment":"","s ze":"201.205","name":"Consu tat on%20m%C3%A9d atr ce\_r%C3%A9ponses%20de%20 %27OEP.pdf","f ename":"fu\_xbfzwwwjh63wv9d","ext":"pdf" }]

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

1

---

## Contact Information

Title, Name, Surname:
M. Christian Tremblay
Organization:
Observatoire européen du patronat
Country of residence:
France
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
italiano
Category:
NGO or association
Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 215

Response ID
6623
Date submitted
2018-09-30 14:26:24

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>La première question à évaluer est la distinct ion entre langues offi cielles et langues de travail. En droit, 'Un ion européenne a 24 langues offi cielles ET DE TRAVAIL (voir 'art. 1 du Règlement 1/1958). Dans la pratique on est o n, très o n du compte.</p> <p>Cette enquête de la Médiateur sera t une bonne occasion pour car fier pourquoi le législateur a fait la distinct ion entre langues offi cielles et langues de travail (et à tout de suite après fait le choix po t que que TOUTES es langues sont à la fois langues offi cielles et de travail), que es sont es mp cat ions de ce choix po t que du législateur, comment e gérer au mieux, que es sont es conséquences, y compris pour la créd b ité des Institutions, du fait que le droit va dans un sens et es pratiques administratives des Institutions dans 'autre (voir différents arrêts sur la question ces dernières années). N'y a-t- pas un c vage beaucoup trop marqué entre la théorie et la pratique, entre le droit et la réalité sur e terrain? Que es sont es conséquences? Que faire pour comb er ces lacunes et ce c vage?</p> <p>Il est évident que la réponse à ces questions ne devra t pas passer outre es différents arrêts émis par la Cour de Justice ces dernières années sur la question ngu st que, magistralement synthétisés par es avocats généraux Micha BOBEK et Eleanor SHARPSTON dans leurs conclusions datées du 25.7.2018: (<a href="https://eur-ex.europa.eu/ega-content/FR/TXT/HTML/?ur=CELEX:62016CC0621&amp;qd=1537953476205&amp;from=EN">https://eur-ex.europa.eu/ega-content/FR/TXT/HTML/?ur=CELEX:62016CC0621&amp;qd=1537953476205&amp;from=EN</a>) et (<a href="https://eur-ex.europa.eu/ega-content/FR/TXT/?qd=1537956535906&amp;ur=CELEX:62016CC03">https://eur-ex.europa.eu/ega-content/FR/TXT/?qd=1537956535906&amp;ur=CELEX:62016CC03</a></p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>L'article 6 du Règlement 1/1958 prévoit: "Les institutions peuvent déterminer es modalités d'application de ce régime ngu st que dans leurs règlements ntérieurs".</p> <p>Il appartient dès lors aux Institutions (et pas aux autorités administratives) de déterminer ces modalités d'application, de es faire acter dans leurs règlements ntérieurs et, bien sûr, de es rendre publics. Il faudra t commencer par comb er ces lacunes. Tant que ce n'est pas fait, es Institutions sont en défaut.</p> <p>À ma connaissance es autorités administratives des institutions ne sont pas hab itées pour imposer des restrictions au régime ngu st que ou pour favoriser telle ou telle langue au détriment des autres. E es manquent dès lors de égitimité pour e faire. Dans ces conditions, es dérogations au régime ngu st que d t ntégrale devra ent être strictement m itées (c'est à eçon à extra re des arrêts de la Cour) et es autorités administratives devra ent garder la plus grande neutralité pour ne pas favoriser une langue ou groupe des langues ou détriment des autres.</p>



3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

Chaque institution a un rôle différent. Il appartient à chacune d'elles de décider les modalités d'application du règlement linguistique en fonction de son rôle dans l'architecture de l'Union, sa composition, ses méthodes de travail, le degré de commun cat on qu'elle souhaite avec la société ou ses relations avec d'autres partenaires (pays ou organisations) ou d'autres critères. Il est entendu qu'une fois cette décision prise les institutions devront se donner les moyens de ses ambitions.

Si l'on regarde l'aspect économique, faut constater que malheureusement la société européenne n'est pas monolingue (ou trilingue) et que cela a un coût. Des études récentes ont néanmoins démontré que le multilinguisme à la source est plus fiable et plus économique que les coûts réels de la non-commun cat on (voir, par exemple, Michele Gazzo a Multilingual commun cat on for whom? Language policy and fairness in the European Union <http://www.michegazzo.com/attachments/File/Papers/EUP.pdf>).

La vraie question c'est celle de savoir que sera le prix à payer si les institutions de l'UE se coupent et coupent de plus en plus l'accès d'une part importante de la société européenne aux informations et concernant directement pour cause de restrictions budgétaires et de "barrières linguistiques".

## II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?

Voilà ma réponse à la question 3.

Les sites web des institutions (agences, organes, organismes...) sont devenus des plateformes privilégiées de contact, de commun cat on et d'interaction entre les institutions de l'UE et la société, et le seront davantage à l'avenir. Il faut tirer les conséquences qu'imposent de cet état des faits. Il faudra tout de même constater que le «courage» linguistique constaté à l'interieur des institutions se projette sur ces plateformes. Aussi faudra-t-il éviter de présenter dans toutes les langues une «façade» de ces sites, alors que toute l'information sous-jacente est exclusivement monolingue.

L'information de base devra être dans toutes les langues, qu'il s'agit d'ancrer un processus qui pourra prendre un certain nombre d'années et avoir un certain coût, mais l'UE ne peut pas se permettre d'exclure de l'accès à des informations de base à des parties importantes de la société qui ne maîtrisent pas telle ou telle langue. Pour le reste un traitement différencié en fonction de l'institution, sujet, public cible... me semble approprié.

Les institutions devront s'inspirer des bonnes pratiques de certaines d'entre elles dans le domaine. À mon sens les pratiques de la Cour de Justice dans l'usage des langues et la tenue des pages web pourront utilement servir d'inspiration. À l'inverse les pratiques d'EPSO, condamné à plusieurs reprises par des arrêts de la Cour, devront être rejetées d'emblée.

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?

Oui. Il n'est pas admissible que des institutions (organes ou agences) publient en une seule langue des rapports complets sur des questions ayant une importance capitale sur l'ensemble des citoyens.

Le concept de multilinguisme de la société européenne doit être intégré dès les premières phases de l'élaboration de documents ayant une dimension européenne par l'établissement des résumés, synthèses... dans toutes (ou un grand nombre de) langues).

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a smaller number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Des critères liés à des aspects objectifs et quantitatifs (démographie, niveau de connaissance déclaré par la majorité de la population, etc.) pourront utilement être utilisés mais il faudra également compter par des critères moins objectifs et, en tout cas, bien expliquer et motiver: qu'une part importante du site du SEAE soit accessible en russe (et pas en espagnol ou italien), que de très nombreux sites (documents généraux ou sites thématiques) de la Commission ou des agences ou organes de l'UE, telles que la Banque Centrale Européenne soient presque exclusivement en anglais ou que, par exemple, le site de la Commission sur l'huile d'olive soit pratiquement exclusivement en anglais... pour ne citer que quelques exemples, méritent au moins des explications.

Une plus grande coopération interinstitutionnelle et une mise en commun de critères, moyens, objectifs, pratiques, etc. dans le domaine de la présence des institutions sur Internet me semblent hautement souhaitables.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

La version consoldée du Règlement intérieur de la Commission est disponible en ligne sur Eur-lex [<https://eur-lex.europa.eu/ega-content/FR/TXT/?uri=celex:02000Q3614-20111116>], ne fait aucunement mention aux mesures et aux obligations évoquées dans la question. J'en déduis que la référence à un «nouveau règlement intérieur rendant obligatoire la publication...» est en réalité une référence à des règles qui existent que que part à la Commission mais pas au Règlement intérieur. Cette question mérite d'être clarifiée par la Médiateur. Dans ces conditions, à défaut d'un texte précis - la question aura tout de même pu facilement contenir un hyperlien au texte mentionné - est difficile de se prononcer sur sa pertinence.

Quoiqu'en soit, la question met en évidence toutes les faiblesses et les lacunes souvent liées à la question linguistique : les éventuelles restrictions au régime linguistique devraient s'appliquer aux Règlements intérieurs des institutions et être publiés. Dans le cas-ci la Commission a introduit à un moment donné des restrictions, qui n'ont pas rendu publics (ou en tout cas, ne les a pas fait s'appliquer au Règlement intérieur), et nous apprenons maintenant par l'enquête de la Médiateur qu'en 2017 elle a assoupli sa position (qui était sans doute trop restrictive). Les restrictions introduites que que part dans le passé n'assouplissent rien dans le bel et bien sont facilement accessibles. Comment s'étonner dès lors que la position de la Commission sur la question soit difficilement compréhensible ?

En tout cas, si la Commission a pris une telle mesure, elle est bienvenue. On ne peut que souhaiter que des mesures similaires soient élargies à d'autres domaines et d'autres institutions. En effet, toute mesure visant à abattre les barrières linguistiques et éliminer les discriminations d'entreprises et de citoyens européens pour des raisons linguistiques sont bienvenues dans ce contexte réglementaire évoqué dans ma réponse à la première question.

### IV. Other

8. The only specific regulations at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

La gestion du régime linguistique ne peut se faire qu'à l'intérieur - et dans le respect d'un cadre législatif clair, même si certains aspects techniques ou pratiques pourront faire l'objet de dispositions d'application. En tout cas, la plus grande transparence et la motivation de toutes les dérogations dans ce domaine sont un devoir incontournable des autorités administratives.

Ce n'est pas parce que le Règlement n° 1 a été adopté en 1958 qu'il ne sert à rien aujourd'hui. C'est la base légale du régime linguistique et doit être respecté tant qu'il est en vigueur. Les institutions et les autorités administratives sont censées le respecter et le faire respecter. En fait, le problème c'est que l'article 6 de ce Règlement, qui prévoit la modulation du régime linguistique intégral (voir ma réponse à la question 2) n'a jamais, à ma connaissance, été formellement mis en application par les institutions. Creuser et comprendre les raisons de cette absence de décision est fondamentale pour examiner d'autres possibilités de solution.

La première question qui se pose est celle de savoir pourquoi les institutions se sont abstenues d'aller plus loin dans le nouveau détail autorisé par l'article 6 du règlement 1/1958. Et ensuite, les décisions en matière d'utilisation des langues adoptées par les autorités administratives sont en phase avec les ambitions affichées par le législateur en matière de régime linguistique ? Les autorités administratives ne seront pas, elles, assez fortes dans les restrictions linguistiques, ce qui sera confirmé par la marche arrière de la Commission sur la question des appels d'offres, ou les dizaines de concours de recrutement annuels ces dernières années ? Quelles en sont les conséquences ?

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Certains auteurs estiment que, par exemple, la France dépense quatre fois plus que le Royaume-Uni dans l'apprentissage des langues.

Les Institutions européennes sont bien placées pour essayer de rééquilibrer ces coûts: les États qui se bénéficient le plus du monolingualisme (ou du trilinguisme) devraient en conséquence contribuer davantage à la charge commune étant donné que ces États sont déjà largement bénéficiaires par l'utilisation majoritaire de leurs langues au niveau européen.

Aussi des mesures de développement national sont-elles nécessaires pour rééquilibrer cet usage majoritaire au niveau interne: il devra également être entrepris par les Institutions.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les nouvelles technologies aident à gérer le flux d'information et les besoins de traduction. Elles ne sont pas la panacée. Il est vrai que grâce aux nouvelles technologies beaucoup plus d'informations sont diffusées dans beaucoup plus de langues dans des délais de temps de plus en plus courts, mais il est tout aussi vrai que les exigences et les attentes du public sont à la hauteur de ces nouvelles réalités: des demandes grandissantes d'accès à l'information, de transparence et d'"accountability" des pouvoirs publics ont vu le jour ces dernières années partout en Europe.

Dans ce contexte se méfier d'avoir un site internet dans une seule langue et offrir un bouton d'accès au Google Traducteur est peut-être une solution digne de la débrouille d'un teenager qui veut avoir une présence multilingue sur le net, mais pas d'un organe respectable et respecté de l'UE, tel qu'Europa.

L'utilisation généralisée de ces pratiques pose certainement beaucoup d'interrogations, et pas seulement linguistiques, sur le projet européen et sur le respect des règles par les Institutions. J'ose espérer que la réponse de la Médaille à beaucoup de ces questions va jeter un peu de lumière sur le sujet.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

\*je n'ai pas répondu à cette enquête au nom de l'organisation pour laquelle je travaille

Country of residence:

Belgique

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

es - Castellano

Category:

Other

Category: [Other]

réponse à titre individuel

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 216

Response ID
6626
Date submitted
2018-09-26 12:24:31

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There's a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
La règle de base a récemment énoncée devra être que tous les Européens devraient avoir accès aux informations mises à disposition de l'administration européenne, dans leur langue nationale officielle.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Chaque institution de l'UE devra disposer d'une politique linguistique explicite qui devra pouvoir être consultée et commentée sur son site Web.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Les Européens devraient avoir accès aux informations et documents dans la langue officielle de leur pays, sans avoir besoin d'en faire une demande expresse.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Les sites web de l'UE devraient être disponibles dans toutes les langues officielles. La documentation linguistique n'est pas à établir.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Il pourrait être utile de publier des résumés des questions-clés dans toutes les langues officielles.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Non, n'est pas acceptable de fournir des informations dans un nombre restreint de langues. Il s'agit de documentation.

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

L'ut sation exc us ve de 'ang a s, du fran a s et de 'a emand pour es consu tat ons pub ques ne montre pas un respect suffisant de a d vers té ngu st que de 'UE.

La notation de " 'ntérêt pub c généra " est trop vague.

Étab r une hiérarchie dans e choix des langues est on du concept d'« Europe des citoyens » et ce a do t être répr mé.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

De toute urgence, une conférence intergouvernementale est nécessaire pour définir une politique linguistique en langues européennes fondée sur es valeurs de la Charte européenne.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Les coûts de traduction doivent être payés à partir du budget général.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique peut aller à dépasser es barrières linguistiques.

Afin de passer es acunes et es m tes de la traduction automatique, 'UE devra t s'y nvest r avec e soutien officiel de 'espéranto en tant que langue neutre des citoyens.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

---

Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 219

Response ID
6638
Date submitted
2018-09-26 21:30:19

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les principes doivent être à m se à d sposer on dans toutes es langues off e es de 'Europe, à défaut dans es que ques langues dont e nombre de ocuteurs nat fs est e p us mportant hors ang a s qu n'est p us une langue off e e dans que ques mo s et en espéranto, langue fac e et permettant des traduct on d'une très grande qua té. Toutes es actua tés, av s demandés aux c toyens et texte en d scuss on , a ns que eurs vers ons f na es devra ent être d spon b e dans toutes es langues off e es (hors ang a s)
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Ou , c'est un bon début s c'est dans toutes es langues off e es ma s nsuff sant pour engager un vér tab e d a ogue avec es c toyens sauf à accentuer e rejet actue .
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? S 'on deva t restre ndre e nombre de langues, ce a ne peut se fa re que sur des cr tères de nombre de ocuteurs nat fs, et non de personnes par ant a langue, cette not on n'ayant aucune va eur qua tat ve.

### III. Public consultations



7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official language. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official language". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Toutes les consultations publiques devraient être disponibles dans les langues natales des européens (hors anglais en mars 2019) sinon elles perdent leur vocation publique et deviennent privées, accessibles uniquement à ceux dont la langue a été utilisée. Si l'on veut diminuer les coûts sans augmenter le rejet, faut dans un premier temps faire l'effort de mettre les informations à disposition dans toutes les langues officielles et en espéranto et lancer en parallèle un vaste programme de formation à cette langue. Par ailleurs, la mise à disposition des informations en espéranto et dans les 4 à 5 langues dont le nombre de locuteurs natifs est le plus élevé pourra être envisagée. Pour ce qui est de l'anglais, l'absence d'informations dans cette langue rendra notre potentiel moins accessible aux pays anglophones et renforcera l'usage des langues européennes par ses derniers et une augmentation des recettes qui vont avec l'apprentissage de nos langues européennes.

## IV. Other

8. The only specific suggestion at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non, une nouvelle suggestion n'est pas possible dans la mesure où elle remettrait en cause les fondements d'une Europe équilibrée et respectueuse de toutes des nationalités car multilingue.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

En taxant les GAFAM et en utilisant ces taxes pour payer des traducteurs dans toutes les langues et notamment des langues officielles de l'Europe vers l'espéranto.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non, la traduction par ordinateur est déjà une catastrophe, alors les mêmes méthodes automatisées conduiraient à encore plus d'incompréhensions et d'erreurs de traduction. Seulement la traduction humaine pour automatiser, la langue s'y prêtant bien, de l'espéranto vers les autres langues officielles et inversement est envisageable à terme.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 227

Response ID
6673
Date submitted
2018-09-26 21:34:43

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il convient de mettre à disposition des européens des informations dans leurs langue natale en priorité. De supprimer l'usage de l'anglais, langue insuffisamment précisée, et qui perd son statut de langue officielle en mars 2019. À défaut, faut privilégier les langues officielles dont le nombre de locuteur NATIFS est le plus important ; à noter de parer une langue étant trop sujet à pour avoir une quelconque valeur. Dans l'idéal, à mesure à disposition systématique des informations en espéranto pourra être une façon peut coûteuse et efficace de mettre à disposition l'information dans une langue facile à apprendre et partageable par tous, le temps que son apprentissage soit systématisé à l'école et dans les services.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Non, chaque institution européenne ne doit pas posséder sa propre politique linguistique. Dans le cas contraire, la politique doit être rendue publique et accessible dans toutes les langues officielles. Seulement la transparence pourra éviter un rejet de cette institution mais de facto s'agira finalement du multilinguisme européen et donc du projet européen d'intégration : l'incompréhension et le manque d'information dans sa langue natale conduisant au rejet de ceux pour qui l'information est disponible dans leur langue natale ! Seulement l'usage d'une langue neutre utilisée par tous pourra apporter une solution satisfaisante, l'anglais ne répondant pas à ce critère !</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Il n'y a pas de vraie solution à ce problème. L'Europe a été construite sur la base du multilinguisme et de l'accès équitable à l'information. Elle s'est même vantée de ce multilinguisme alors que 80 % de l'information n'était disponible qu'en anglais ou dans le cadre de traduction en relation avec toutes les erreurs que cela engendre. Refuser au citoyen l'accès facile à l'information et de façon non discriminatoire, même que l'usage de sa langue natale ou d'une langue véhiculaire facile comme l'espéranto. Toute autre solution privilégiant une catégorie d'européen par rapport à d'autres voire d'une nation étrangère provoquera des rejets et finalement l'aventure européenne.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Les principes doivent être à mesure à disposition dans toutes les langues officielles de l'Europe, à défaut dans les quelques langues dont le nombre de locuteurs natifs est le plus important hors anglais qui n'est plus une langue officielle dans quelques mois et en espéranto, langue facile et permettant des traductions d'une très grande qualité.</p> <p>Toutes les actualités, avis demandés aux citoyens et textes en discussion, ainsi que leurs versions finales devraient être disponibles dans toutes les langues officielles (hors anglais).</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui, c'est un bon début si c'est dans toutes les langues officielles mais insuffisant pour engager un véritable dialogue avec les citoyens sauf à accentuer le rejet actuel.</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population ...)?
Si l'on devait restreindre le nombre de langues, ce ne peut se faire que sur des critères de nombre de locuteurs natifs, et non de personnes parlant la langue, cette notion n'ayant aucune valeur qualitative.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Toutes les consultations publiques devraient être disponibles dans les langues natales des européens (hors anglais en mars 2019) sinon elles perdent leur vocation publique et deviennent privées, accessibles uniquement à ceux dont la langue a été utilisée. Si l'on veut diminuer les coûts sans augmenter le rejet, faut dans un premier temps faire l'effort de mettre les informations à disposition dans toutes les langues officielles et en espéranto et lancer en parallèle un vaste programme de formation à cette langue. Par ailleurs, la mise à disposition des informations en espéranto et dans les 4 à 5 langues dont le nombre de locuteur natifs est le plus élevé pourra être envisagé. Pour ce qui est de l'anglais, l'absence d'informations dans cette langue rendra notre point de moins accessible aux pays anglophone et renforcera l'usage des langues européennes par ses derniers et une augmentation des recettes qui vont avec l'apprentissage de nos langues européennes.

### IV. Other

8. The only specific suggestion at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?
Non, une nouvelle suggestion n'est pas possible dans la mesure où elle remettrait en cause les fondements d'une Europe équilibrée et respectueuse de toutes des nationalités car multilingue.
9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?
En taxant les GAFAM et en utilisant ces taxes pour payer des traducteurs dans toutes les langues et notamment des langues officielles de l'Europe vers l'espéranto.
10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable practice to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?
Non, la traduction par une IA est déjà une catastrophe, alors les mêmes méthodes en automatique conduiraient à encore plus d'incompréhensions et d'erreurs de traduction. Seule une traduction humaine voire automatique, la langue s'y prêtant bien, de l'espéranto vers les autres langues officielles et inversement est envisageable à terme.
If you want to upload any further documentation, please use this field.
Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.
0

### Contact Information

Title, Name, Surname:
<div></div>

Organ sat on:
Country of residence:
France
Language of the contribution:
fr - français
Category:
Individual citizen
Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
<p>Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions</p> <p><a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a></p>

## Survey response 228

Response ID
6678
Date submitted
2018-09-26 22:40:53

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Les seuls critères importants concernant la politique linguistique de 'Europe ? Facilité, neutralité d'une langue commune afin que tous les européens puissent se parler après un apprentissage de courte durée, ouvriers et paysans compris !
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Même politique linguistique pour toutes les institutions.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Une DEUXIEME langue que chacun peut se parler couramment ne nécessite pas de coûts exorbitants, 'est tout le contraire !

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tous les sites web.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Dans la seule 2ème langue commune ou sinon dans toutes les langues de 'UE, sans discrimination !
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?
Non, et non. Equité est le mot à la mode, n'est-ce pas ? Toutes les langues sont importantes. Aucune ne doit faire preuve d'impartialité.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
En anglais, en français et en allemand ? Les autres seraient des européens de seconde zone ?

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Nouvelles suggestions at on favorables à une deuxième langue commune afin que personne ne soit favorisé.

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Aucun coût supplémentaire si nous nous comprenons tous à sèment.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Traductions automatiques en effet très précises, les traductions simultanées ne 'étant pas toujours non plus, que faire ?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

it - italiano

Category:

Other

Category: [Other]

Esperanto en esperanto

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 239

Response ID
6765
Date submitted
2018-09-27 17:57:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Le fait de restreindre l'accès à l'information des langues renforce l'opacité du travail des institutions européennes et alimente la suspicion ou au moins le désintérêt.</p> <p>Le critère de nombre de personnes concernées ou de qualité des personnes n'est pas pertinent, car naît d'un préjugé, ce n'est pas parce que c'est un appel d'offre que les entreprises qui répondent ont du personnel parlant l'anglais ou une autre langue, car de fait ce a exclu certaines entreprises qui n'ont pas les moyens de répondre en anglais ou dans une langue autre que la langue de leur pays.</p> <p>Le seul critère valable est "est-ce qu'on peut le toucher ?" : s'il s'agit d'un appel d'offre : toutes les entreprises donc toutes les langues, s'il s'agit d'une politique qui touche tous les citoyens faut également traduire dans toutes les langues, sinon on risque d'avoir des sous-citoyens qui ne peuvent pas en bénéficier car ils ne sont pas informés.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il faudrait une même règle pour toutes les institutions, et que cette règle soit rendue publique. Il faudrait donner le maximum de détails possibles.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Il faut au maximum que les documents soient traduits dans toutes les langues, ou qu'il y ait un résumé dans toutes les langues avec la possibilité pour chacun de pouvoir demander une traduction rapide dans sa langue. Pour éviter les coûts exorbitants, faudrait utiliser un logiciel de traduction automatique de qualité, qui donnerait une bonne idée du contenu du document, ensuite à une personne / entreprise prouve qu'elle est vraiment concernée par le document et devra pouvoir obtenir une traduction correcte.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Toutes les pages des sites concernant les politiques UE, les moyens de contacter l'institution, les publications et statistiques, l'institution en elle-même (organisation, missions,...), les actualités et événements.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui. C'est un minimum.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Non ce n'est pas acceptable.</p>

### III. Public consultations



7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

## IV. Other

8. The only specific guidelines on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new guidelines would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Un règlement me semble suffisant et plus simple.

On pourra supprimer l'anglais après le Brexit, sinon cela pose la question démographique pour le choix des langues.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

En réduisant le nombre de documents, et en réfléchissant d'abord à leur utilité.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les traductions automatisées se sont améliorées et continueront de s'améliorer. Elles peuvent donc être une bonne solution.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

italiano

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 246

Response ID
6813
Date submitted
2018-09-28 11:06:14

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Critère du poids démographique
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
Oui
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
meilleure répartition des budgets

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
être disponibles dans toutes les langues officielles déjà, sans discrimination
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Oui, sur des sujets pointus

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
Oui

### IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

sera t temps d'adopter un cadre ég s at f é arg

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

trouver des fonds dans e budget de 'UE

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Certa nement

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

Organ sat on:

Country of res dence:

Be g que

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

de - Deutsch

Category:

NGO or assoc at on

Category: [Other]

Your rep y:

can be pub shed n an anonymous way

C ck here to read the pr vacy statement P ease a so be nformed that documents n the European Ombudsman's possess on are potent a y subject to fu or part a d sc osure under the Ombudsman's re evant dec s on  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourserv ce/pub caccess.faces>

## Survey response 248

Response ID
6830
Date submitted
2018-09-28 15:35:41

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Le critère à appliquer doit être le principe général d'accès égal des citoyens européens aux informations des institutions européennes dans toutes les langues officielles de manière simultanée, en particulier à celles qui concernent les droits et obligations qui sont essentielles également en matière de projets (appels d'offres, avis de concours) ainsi qu'en matière de consultations publiques dans la mesure où celles-ci participent de la vie démocratique et d'une volonté d'inciter tous les acteurs pertinents dans la vie démocratique et la définition du cadre juridique applicable. À défaut, un soupçon de favoritisme au profit de certains Etats membres ou de certains acteurs économiques sera instauré et l'égimité de l'Union européenne et de sa construction démocratique en sera affectée.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Il est absolument nécessaire que chaque institution définisse une politique linguistique qui soit rendue publique sur le site Internet de chacune d'entre elles dans l'ensemble des langues de l'Union permettant une clarté et une connaissance par les citoyens des documents qui y sont accessibles dans sa langue maternelle. La plupart des justiciables maîtrisent une à deux langues officielles mais ne peuvent véritablement saisir toute la subtilité des nuances de leur seule langue maternelle. L'impératif de clarté du droit impose des politiques ambiguës des institutions.</p> <p>Les Barreaux français jugent qu'il est souhaitable, à cet égard, que les institutions s'appuient sur le système de jurisprudence européen et qu'il est ce qui de la Cour de justice de l'Union européenne. En effet, chaque justiciable est libre de recourir à la langue de procédure de son choix (c'est le requérant qui la détermine dans la plupart des cas) et un système d'interprétation efficace permet la tenue de l'audience en plusieurs langues officielles. Seul cette approche plurilingue permet une prise en compte des différentes traditions juridiques nationales dans la rédaction du droit dérivé, égisatif et d'exécution, et la jurisprudence, qui constituent la richesse du droit de l'Union européenne. Les Barreaux français jugent qu'il est indispensable, à cet égard, que la domination d'une langue unique (globalement l'anglais) soit absolument combattue par les institutions au profit de la richesse des différentes langues officielles.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Cette possibilité devra être indiquée dans la politique linguistique de chaque institution européenne. La peine compréhensible des textes européens exige leur lecture dans sa langue maternelle. Une approche budgétaire doit tenir compte des bénéfices positifs du débat démocratique et de la compréhension par les citoyens du droit de l'UE, toutes deux génératrices de retombées positives pour l'économie européenne.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Il est essentiel que l'ensemble des consultations publiques, visant à permettre à chacun au processus égisatif et politique européen, soient accessibles dans l'ensemble des langues maternelles des citoyens européens et donc dans l'ensemble des langues officielles de l'Union. La règle adoptée par la Commission dans son règlement intérieur est bienvenue, elle n'est pas suffisante au vu de l'enjeu. Instaurer une différenciation en matière contribuera à créer une distinction entre citoyens au détriment de l'égalité de l'Union européenne.

### IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Les Barreaux français estiment que le règlement 1/58, en ce qu'il prévoit le principe d'égalité entre les 24 langues officielles de l'Union européenne, doit être maintenu dans son état en raison du fait que l'Union s'est construite sur une Communauté de droit et qu'il est donc essentiel que la production égisative s'effectue dans toutes les langues des Etats membres. Il est essentiel que la simplicité et la concision de ce texte, de nature hautement symbolique et dont la longévité est la preuve de la rédaction adaptée, soit préservée. L'essentiel est d'être au bénéfice de l'ensemble des citoyens européens.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Un raisonnement en termes de coûts, en matière, n'est pas pertinent en ce que des principes fondamentaux tels que l'égalité devant la loi, le principe d'égalité d'accès des citoyens aux documents des institutions et le principe de transparence sont en jeu. Les retombées positives de la création et du renforcement d'un véritable espace démocratique européen doivent être soulignées. La bonne compréhension et la bonne application des obligations issues du droit de l'Union et de la contribution des citoyens au débat public, lesquels supposent l'accès au droit dans l'ensemble des langues de l'Union européenne revêtent des fondements constitutionnels, de l'objet et de l'essence même de l'Union.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should it be acceptable practice to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

De telles solutions de traduction, reposant sur des technologies de traduction automatique, doivent être exclues pour tout document ayant un impact juridique ou financier sur les justiciables européens ainsi que pour les marchés publics, avis de concours et consultations publiques. Cela ne doit être utilisé qu'à titre parfaitement exceptionnel pour des informations simples et courtes.

If you want to upload any further documentation, please use the field.

[{"title":"","comment":"","size":"180.515","ext":"pdf","filename":"fu\_7gxt4zxhxp7zfy","name":""}]

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use the field.

1

### Contact Information

Title, Name, Surname:
Jean Jacques Forrer
Organisation:
Département des Barreaux de France (au nom du Conseil national des Barreaux, du Barreau de Paris et de la Conférence des Bâtonniers)
Country of residence:
France
Language of the contribution:
fr - français
Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
Other
Category: [Other]
représentation d'instances professionnelles
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 250

Response ID
6836
Date submitted
2018-09-28 15:54:25

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Les sites web des institutions sont en majeure vers 'extérieure'. S'ils ne sont pas traduits dans toutes les langues, ce a commun que au grand public le message que 'l'UE n'est pas multilingue et que certaines langues sont plus importantes que d'autres.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui, à défaut de pouvoir tout traduire, des résumés seraient particulièrement pertinents.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Bien que je comprenne que les institutions souhaitent communiquer dans moins de langues, car ce représente un budget important, encore une fois, ce seront des minorités (démographiques, linguistiques ou autres) qui seront pénalisées.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Oui, ce a semble être un bon équilibre, mais il faut s'assurer que "l'intérêt public général" est bien défini ...
---

### IV. Other



8. The only specific suggestions at on on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translations more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

Language

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

da - dansk

Category:

EU institution

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 256

Response ID
6849
Date submitted
2018-09-28 17:14:59

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Nous constatons une ang c sat on cro ssante des nformat ons m ses à d spos t on des c toyens qu , pour a grande major té, n'ont pas conna ssance de cette angue. Nous dénonçons donc cette dér ve du tout à 'ang a s</p> <p>Nous sommes part sans d'un p ur ngu sme ntégra non seu ement pour tous es porta s ma s auss pour es sous-couches d' nformat ons .</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Chaque fo s que ces nst tut ons et organes sont en commun cat on avec un pub c p us ou mo ns étendu, e es do vent prat quer e p ur ngu sme ntégra</p> <p>Chaque nst tut on ou organe do t rendre pub c sa po t que en mat ère d'emp o des angles et son règ ement ntér eur. C'est une cond t on de transparence.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Nous souscr vons p e nement aux recommandat ons de 'Observato re Européen pour e P ur ngu sme ( OPE): « Tous es documents ayant vocat on à être pub és devra ent être tradu ts systémat quement et ces traduct ons, sauf except on, devra ent être cert fées par a DGIT. Les bénéf ces sera ent mu t pes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- e pr nc pe de transparence sera t p e nement respecté.</li><li>- e pr nc pe de a d vers té ngu st que et cu ture e, e sera t éga ement.</li></ul> <p>I faut sou gner que a suprémat e de 'ang a s dans es nst tut ons européennes est dépourvue de toute ég t m té.</p> <p>Ensu te, es compétences en ang a s sont très var ab es d'un pays à 'autre ; et a préférence pour 'ang a s comme cr tère d'accès à ' nformat on, et encore p us aux procédures de consu tat ons pub ques, condu t à une très grande d scr m nat on entre c toyens européens prétendument égaux.</p> <p>Enf n, on peut observer qu'après e Brex t, 'ang a s sera a angue par ée comme angue nat ve par seu ement 1 % de a popu at on européenne. Ce fa t aggrave ' ég t m té de a prédom nance de 'ang a s dans e fonct onnement des nst tut ons européennes et dans eurs re at ons avec a popu at on »</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages?</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages?</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Nous souscrivons personnellement aux recommandations de l'OPE « .....Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations : Le français, l'allemand et l'italien auxquelles devra être ajouté l'anglais qu'en n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas personnellement satisfaisant, car l'écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être aléatoire.

Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?

Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, situation qui peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés. »

### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Nous souscrivons personnellement aux recommandations de l'OPE « .....Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations : Le français, l'allemand et l'italien auxquelles devra être ajouté l'anglais qu'en n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas personnellement satisfaisant, car l'écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être aléatoire.

Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?

Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, situation qui peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés. »

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Nous souscrivons personnellement aux recommandations de l'OPE « .....Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations : Le français, l'allemand et l'italien auxquelles devra être ajouté l'anglais qu'en n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas personnellement satisfaisant, car l'écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être aléatoire.

Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?

Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, situation qui peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés. »

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Nous souscrivons personnellement aux recommandations de l'OPE « .....Trois langues devraient figurer dans toutes les configurations : Le français, l'allemand et l'italien auxquelles devra être ajouté l'anglais qui bien que n'ayant que 6 millions de locuteurs européens après le Brexit, n'en reste pas moins la langue européenne la plus parlée en tant que langue étrangère. Mais ce critère n'est pas personnellement satisfaisant, car l'écarte de manière systématique toutes les autres langues. Aussi, faut pouvoir trouver une manière d'introduire une ou deux d'entre elles. Plusieurs critères peuvent être envisagés : l'objet traité, les États membres concernés, l'espace géographique concerné. À défaut, le choix peut être arbitraire.

Comment déterminer les circonstances dans lesquelles des restrictions linguistiques seraient acceptables ?

Nous voyons une seule circonstance pouvant justifier des restrictions linguistiques : les cas où tous les États membres ne sont pas concernés, situation qui peut se produire dans au moins deux circonstances : le sujet par nature ne concerne pas tous les États membres, ou le sujet correspond à un projet dans lequel tous les États membres ne sont pas engagés. »

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Philippe Benet

Organization:

Centre d'Etudes Jacques Georgin, centre d'études de DéF

Country of residence:

BELGIQUE

Language of the contract on:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

NGO or association

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 258

Response ID
6851
Date submitted
2018-09-28 18:30:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Je pense que l'UE ne doit pas se disperser dans un moment où la concentration sur les fondamentaux, voire la refondation de bases de pratiques et de principes sont nécessaires pour lui redonner force et crédibilité.</p> <p>Je conseille aussi aujourd'hui de se conformer stricto sensu à l'appel lancé en 2017, avant de débiter une réflexion de fond concernant le partage des langues en Europe, réflexion qui ne concernera pas seulement les publications des organismes européens mais aussi les langues partagées par les citoyens, car il me semble que la langue est un élément crucial dans la construction d'une véritable identité européenne.</p> <p>Pour plus de simplicité et d'efficacité, il me semblerait au contraire qu'une nouvelle législation devra faire évoluer vers un retour à un très petit nombre de langues documentaires officielles, ce qui n'empêche pas d'accepter que les documents puissent être traduits dans les 24 langues reconnues, mais par les pays eux-mêmes qui le souhaitent, sous réserve d'une certification en amont par l'UE de traducteurs habilités.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Tant que le Parlement ne s'engage pas à ce sujet, je pense qu'il devra émettre de fortes recommandations auprès des institutions européennes pour que chacune d'elles ne publie que dans les langues définies et que cette politique linguistique soit harmonisée.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Cf ma réponse à la question 1. Je pense qu'il faut assés cette tâche et ce coût aux pays concernés par ces demandes. Ceci dit je n'ai aucune notion du volume de traductions demandées. Il faudra partir des chiffres pour mieux réfléchir.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Je crois vraiment qu'il faut revenir très vite sur cette notion de langues officielles pour adapter de façon optimale les langues documentaires européennes. Sommes nous obligés de passer par une législation pour ce faire?</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Idem</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?</p> <p>Pour vous dire mon avis, je m'en tiendrai aux quatre langues officielles de départ, ce qui aura l'avantage d'être objectif et de ne pas entrer dans des réflexions next cabes compte tenu du nombre de paramètres et d'appréciations possibles.</p>

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Cf réponses précédentes....Je suis désolé, j'ai été trop vite....

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

---

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 263

Response ID
6867
Date submitted
2018-09-28 22:25:00

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? La page d'accueil des éléments essentiels importants devra être apparaitre dans la plupart des langues officielles.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)? Ce serait acceptable dans certaines circonstances mais sans privilégier constamment la Langue hégémonique actuelle qu'est celle du Pays "émotionnel européen" de l'Union. A l'avenir, Français, Espagnol pour le nombre de locuteurs et espéranto pour la neutralité.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?
--



## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions at on would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il est toujours possible d'espérer des progrès techniques mais une solution plus simple (la langue internationale espéranto) existe et faut développer son enseignement. J'ai présenté cette langue dans plus d'une centaine de classes d'écoles primaires, de collèges, de lycées et toujours avec la même qualité d'écoute et souvent les mêmes questions : pourquoi ne fait-elle pas partie des programmes? Réussir mot-à-mot! Quel est le succès de notre enseignement des langues? (Pardon de "La langue")

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 264

Response ID
6868
Date submitted
2018-09-28 23:13:21

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>: 1-Il faut de la transparence et des règles formelles concernant l'ensemble des dispositions d'informations dans les différentes langues officielles de l'UE.</p> <p>Quand la traduction n'est pas possible dans les 24 langues officielles, sera-t-il nécessaire, selon le contexte, de diffuser selon un critère démographique soit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-au moins dans les trois principales langues procédurales les plus parlées (anglais, français, allemand);</li><li>-plus les autres langues parlées par plus de 8% de la population de l'UE (italien, espagnol, polonais);</li><li>-plus les langues parlées par plus de 2% de la population de l'UE: néerlandais, roumain, portugais, grec, tchèque, hongrois, bulgare, suédois.</li></ul> <p>Dans un contexte de documents peu traduits, la langue internationale aux caractéristiques neutres espéranto pourrait aussi être utilisée, ce qui contribuerait à améliorer l'équité linguistique.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>2-1 Ou sous le contrôle du Parlement UE</p> <p>2-2 Souvent, que contenu? Maximum de plurilinguisme, qui est un investissement pour la pérennité de l'UE</p> <p>2-3 Publication des politiques sur les sites Web? Ou</p> <p>2-4 Avec quel degré de précision? Le maximum de précision, pour préserver l'unité dans la diversité.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>3-1 Potentiellement dans les cas où chaque institution peut fournir sur demande des documents?</p> <p>L'investissement linguistique dans la traduction est un investissement décisif de l'UE. La traduction doit être la plus large possible.</p> <p>3-2 L'utilisation de la traduction automatique et l'ajustement du nombre de langues aux besoins spécifiques argumentent pour éviter l'écartement de l'UE, voir question 1 : cas n° 1: 3 langues &gt; 65 millions d'habitants première langue (46% de la population UE); cas n° 2: 6 langues &gt; 40 millions d'habitants (75% de la population UE); cas n° 3: 14 langues &gt; 10 millions d'habitants (95% de la population UE); cas n° 4: 24 langues en 2018 (100% de la population UE)</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages?</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages?</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p>

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

76 Ce nouveau règlement interdirait à la Commission de devoir être approuvé. Il faut prévoir des amendes dissuasives en cas de non application. La diffusion dans un maximum de langues (à définir précisément selon le type de documents) doit être effective et faut éviter absolument le tout-à l'anglais, cette langue étant prioritairement celle de grandes puissances extérieures à l'UE et concurrentes.

### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

### Contact Information

Title, Name, Surname:

Bernard Cornevin

Organisation:

Country of residence:

France

Language of the consultation:

fr - français

Category:

Individual citizen

Category: [Other]

---

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 267

Response ID
6873
Date submitted
2018-09-29 15:22:05

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Nous souhaitons davantage de transparence vis à vis du grand public sur les critères utilisés par les services de l'administration européenne pour choisir les langues employées dans leur communication.</p> <p>S'agissant des critères eux-mêmes, tout communication devra être réalisée au minimum dans les 3 langues de travail de l'Union européenne, le français, l'anglais et l'allemand (Fr, En, De) auxquelles viendra s'ajouter la langue ou les langues officielles du ou des pays particulièrement concernés par une communication ou un document donné. Le public cible est par conséquent un critère essentiel à prendre en compte au moment du choix des langues de communication.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Où, à partir de quel stade des institutions européennes peut varier en fonction de la nature de l'activité de l'institution (technique, politique, juridique...) et du public visé (public d'experts ou grand public).</p> <p>Cette différence de politique existe déjà aujourd'hui dans les règlements linguistiques pour lesquels les institutions optent pour l'interprétation de leurs réunions. C'est ainsi que le Parlement européen, le Comité économique et social européen ou le Comité des régions qui représentent les citoyens européens optent pour des règlements linguistiques complexes en périodes, tandis que les comités d'experts de la Commission européenne sont souvent interprétés à partir et vers les 3 langues de travail de l'Union européenne (Fr/De./En) ou font appel à des règlements asymétriques (davantage de langues sources dans lesquels les délégués peuvent s'exprimer que de langues cibles vers lesquelles l'interprétation est assurée). Que que soit le cas de figure, le monolingue, étranger à la réalité multilingue et multiculturelle de l'Europe, est à proscrire, y compris dans les institutions financières de la BCE, et les politiques retenues publiées sur les sites internet des institutions, en précisant les dérogations éventuelles.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui. On pourrait imaginer un système qui fonctionnerait sur le modèle des pétitions citoyennes : plus le nombre de personnes demandant à ce qu'une page et/ou un document soit traduit est important, plus la priorité de ce document en traduction sera élevée. Ceci permettrait à la fois de répondre aux demandes, tout en rationalisant les dépenses et en maîtrisant les coûts.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in as many EU languages?</p> <p>Les sites web de l'UE devraient être disponibles au moins dans les 3 langues de travail de l'Union et les rubriques principales (rubriques de présentation du type "qui sommes nous ?") ainsi que les actualités devraient être disponibles dans toutes les langues officielles.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in as many official languages?</p> <p>Oui. Cela permettrait de donner un premier niveau d'information, que le lecteur pourra, s'il est intéressé, compléter par lui-même (traduction autonome) ou en sollicitant les institutions (traduction ad-hoc si suffisamment de demandes).</p>

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population ...)?

Où, en excédant, dans toute la mesure du possible, le monolingue. En d'autres termes, prévoir une communication au minimum dans les 3 langues de travail de l'UE.

Le type de critères proposé, tel que les données démographiques, peut sembler logique mais ne semble pas conforme aux principes fondateurs de l'UE sur l'égalité des citoyens devant les institutions.

Il sera peut-être intéressant de réaliser une étude fine sur le nouveau de maîtrise des différentes langues au sein des différentes pays de l'Union européenne.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Où, tout à fait. C'est un exemple de bonne pratique à généraliser.

### IV. Other

8. The ongoing specific negotiations on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new negotiations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'introduire de nouvelles négociations. Nous préconisons plutôt l'harmonisation des différentes politiques et règlements internes, en gardant comme principe directeur le multilinguisme tel qu'il a été prévu en 1958, tout en encadrant davantage les règlements linguistiques restreints (cas où ceux-ci s'appliquent).

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Une politique mieux pensée n'engendrera pas nécessairement de coûts supplémentaires. Une meilleure mise en commun des ressources linguistiques de chaque institution (mémoires, glossaires, etc.) permettra de limiter les doublons de traduction et d'offrir une plus grande diversité linguistique à coût constant.

Le coût de la traduction est aujourd'hui de l'ordre du prix d'un café par habitant de l'Union européenne. Cela semble un coût raisonnable au vu de l'importance fondamentale de la traduction et de l'interprétation pour rapprocher l'Europe des citoyens, rapprochement d'autant plus crucial alors que le bien-fondé de la construction européenne, ou du moins de son fonctionnement actuel, est remis en question.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique est déjà utilisée, à grande échelle, dans les institutions. Bien utilisée, elle permet de maîtriser les coûts et d'accroître la productivité (volume de documents traduits).

Néanmoins, il est essentiel de :

- bien baliser les usages de la traduction automatique qui ne peut être utilisée qu'à des fins d'information générale et qui est adaptée par exemple en cas de traduction éditoriale
- sensibiliser l'utilisateur aux limites de la traduction automatique (possibilité d'erreurs, voire de contresens)

Nous préconisons l'insertion d'un avertissement permettant de bien saisir les textes issus de la TA et de permettre aux lecteurs de saisir des erreurs de traduction afin que les institutions puissent intervenir rapidement pour retraduire le texte ou le post-éditer.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Account - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Other

Category: [Other]

Establishment d'Enseignement Supérieur

Your reply:

can be published in an anonymous way

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 269

Response ID
6880
Date submitted
2018-09-29 19:04:27

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Il est important d'uniformiser ces règles au sein de toutes les institutions européennes. Concernant les critères pour sélectionner les langues, sera-t-il peut-être envisageable d'utiliser un critère purement quantitatif, à savoir le nombre de locuteurs de chaque pays.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Je pense qu'il faudra établir une disposition entre le Parlement européen d'une part et les autres institutions européennes telles que la Commission ou le Conseil d'autre part. Le Parlement européen devra privilégier une politique linguistique à 24 langues mais pour les autres institutions, on pourra s'en tenir aux trois langues de travail.</p> <p>Je pense qu'il est aussi vraiment essentiel de souligner l'importance de l'apprentissage des autres langues de travail (français et allemand) face à l'anglais. On ne peut pas accepter que tout se fasse désormais en anglais. Converger vers une lingua franca n'est pas souhaitable car elle ne traduit pas toujours qu'une seule façon de penser.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Oui, ce sera une idée intéressante, cela évitera de traduire un grand nombre de documents de façon systématique dans les 24 langues. Toutefois, si on décide de réellement mettre en place un système où on peut demander des traductions, je pense que la question des coûts est secondaire car sérieusement, la traduction ne coûte pas ce que l'on veut bien prétendre qu'elle coûte. Tout est une question de priorités et assurer une certaine diversité linguistique qui devra être l'une des priorités les plus importantes.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Tout ce qui relève des points de contact, les appels à projets.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui, très, ce serait un excellent compromis.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?</p> <p>Oui, je pense qu'il est nécessaire de restreindre les langues et sera-t-il judicieux d'utiliser le critère de l'importance démographique.</p>

### III. Public consultations



7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. A other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Oui, c'est un excellent compromis.

## IV. Other

8. The only specific suggestions at on language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non, 'usage des langues devra être intégré à une suggestion de modification qui correspond à la réalité des (bientôt) 27 Etats membres.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il faut arrêter de considérer la traduction comme un coût mais plutôt comme un outil nécessaire à la cohésion de tous les Etats membres. Le budget européen relève de l'établissement de priorités. Il faut donc faire en sorte que la traduction des documents devienne une priorité croissante. Ce que je décris à l'heure actuelle c'est qu'au nom de la baisse des coûts absolue en traduction, les institutions européennes commencent à lancer des appels d'offres à des agences de traduction privées externes, ce qui est extrêmement dangereux. Les prix proposés sont cassés et les traducteurs externes ne disposent pas de tous les outils qu'ont les fonctionnaires internes pour faire du bon travail. Je comprend qu'engager des traducteurs fonctionnaires à tour de bras coûte une fortune mais un compromis doit être possible. Sera-t-il envisageable de mettre en place un système de traducteurs accrédités type free lance, qui n'ont donc pas le statut de fonctionnaires mais qui pourra être formés pour bien connaître le jargon interne ?

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Absolument pas. Ou alors avec une mise en place systématique de réviseurs.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

Belgium

Language of the consultation:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 281

Response ID
6905
Date submitted
2018-09-30 18:16:55

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Afin de pallier ces manques, faudra t mettre en place :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> un système permettant de vérifier en temps réel avec que service de l'administration européenne, les citoyens sont le plus susceptible de communiquer ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> un suivi centralisé de la communication multilingue (nombre de pages par langue et par domaine sectoriel), donnant lieu à rapport public ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> une règle générale assurant que les langues soient prises en compte dans l'ordre de leur importance démographique, sauf circonstances particulières justifiant une dérogation à cette règle.</p> <p>Par ailleurs, nous estimons que les services de l'administration européenne devraient faire l'effort de rédiger un court résumé dans toutes les langues de l'Union de l'information en question.</p> <p>Les critères supplémentaires pourraient être les suivants : l'importance des informations en question, l'intérêt des citoyens pour la thématique, les États concernés par l'information en question, la matière concernée (cas d'une information ne présentant de l'intérêt que pour un nombre réduit de pays), voire l'origine des personnes consultant la page.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>La réponse est oui, chaque institution européenne devra t mettre en ligne sur son site web sa politique linguistique afin d'informer au mieux les citoyens européens sur les critères linguistiques utilisés.</p> <p>Le contenu de la politique linguistique d'une institution doit se référer à son fonctionnement interne, à sa communication externe et à son « identité visuelle ». Voir à ce propos le Mémoire « Pour un multilinguisme juste et effectif dans les Institutions de l'Union européenne et leur environnement » disponible sur le site de notre association GEM+ "Pour une gouvernance européenne multilingue" sous l'adresse <a href="http://gem-plus.eu/wp-content/uploads/2018/03/Denkschrift-Memoire-2018-03-28.pdf">http://gem-plus.eu/wp-content/uploads/2018/03/Denkschrift-Memoire-2018-03-28.pdf</a></p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>La réponse est oui, cette possibilité devra t être indiquée dans la politique linguistique de chaque institution européenne. Par exemple, si l'accès à certains documents est demandé et autorisé conformément au règlement (CE) no 1049/2001, les traductions de ces documents devront également être fournies si le demandeur les réclame, à condition que l'effort requis soit gérable. A notre sens, dans la majorité des cas, la peine ne comprendra pas des textes des institutions européennes exigeant qu'on puisse les lire dans notre langue maternelle.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Se on nous, les parties des sites web de l'UE qui devraient être disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union sont les suivantes : la rubrique portant sur les conseils aux citoyens de l'UE, les appels d'offre, la rubrique « Actualités », la rubrique « Législation » ou encore la rubrique « Consulter les sondages ».</p> <p>Cela constituera t déjà un grand pas, à savoir que les institutions européennes soient à même de proposer un multilinguisme intégral pour les premiers besoins de tous les sites.</p>
--

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a number of languages?

La réponse est oui, sera utile de mettre en ligne un résumé des éléments-clés afin que chaque citoyen de l'UE puisse au moins avoir accès aux informations essentielles. En outre, les institutions européennes devront être en mesure de fournir une traduction complète de documents dès qu'une demande est formulée par un citoyen.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?

Il est toujours fâcheux de restreindre à certaines langues officielles de l'Union, ce qui doit rester rare et en fonction des circonstances et des critères précis : l'importance démographique des langues est un critère important pour leur sélection. Un autre critère important se rapporte à la population susceptible d'être concernée par ces informations. Le critère de compréhension récurrent maîtrisée par un pourcentage très élevé de la population européenne est également à mentionner (cf. Chiffres Eurostat)

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

A notre sens, ce n'est pas suffisant dès lors qu'il s'agit d'une consultation publique, ce qui devra être disponible dans toutes les langues officielles de l'Union.

Il s'agit de se conformer à l'article 9 du Traité sur l'Union européenne portant sur le principe d'égalité des citoyens de l'UE qui dit ceci : « Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention des institutions, organes et organismes. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas ».

Les institutions européennes doivent se concerter en vue de procéder à une réadaptation du budget à consacrer aux aspects linguistiques en fonction des nécessités démocratiques qui sont fondamentales.

### IV. Other

8. The only specific suggestion at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

A l'heure actuelle, est nécessaire qu'une nouvelle suggestion soit adoptée en tenant compte des arguments de l'UE, au fil des années. Le règlement n° 1/58 n'a pas été suffisant pour empêcher une dérive progressive vers l'anglais comme langue quasi-unique. Afin de lutter contre cette évolution, les institutions concernées (en particulier la Commission) devront, comme première mesure et conformément à l'article 6 du règlement, fixer dans leur règlement intérieur l'utilisation d'un ensemble approprié de langues de travail qui puisse répondre aux critères énoncés ci-dessus.

Il sera intéressant de prévoir dans une nouvelle suggestion que chaque institution européenne publiera (mensuellement) un rapport (dans toutes les langues officielles de l'Union) faisant état de la gestion des langues dans le travail quotidien des administrations et la communication avec les interlocuteurs extérieurs.

Ce rapport devra pouvoir faire l'objet de commentaires de la part de citoyens européens (délai 7 jours ouvrés).

Ceci permettra aux institutions européennes d'adapter leur position linguistique afin qu'elle soit la plus conforme possible aux traités européens et au principe de multilinguisme.

<p>9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?</p> <p>Il faudra envisager les solutions suivantes :</p> <p><input type="checkbox"/> Augmenter les financements provenant des États-membres en tenant compte des capacités financières de chacun</p> <p><input type="checkbox"/> Verser une quote-part du montant des amendes infligées aux sociétés (par exemple matière de concurrence) au budget</p> <p>traduction/interprétation (n'oublions pas la communication orale qui est présente sur les sites sous forme d'interviews, conférences, etc.) des institutions européennes</p>
<p>10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is there an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?</p> <p>Les technologies d'aida la traduction (traduction automatique, exemples en contexte, etc.) se sont considérablement améliorées au cours des dernières années et, selon des différences combinées linguistiques, facilitent considérablement le travail des services de traduction. Cependant, il faudra toujours un individu pour vérifier l'exactitude de la traduction car l'esprit critique des humains reste primordial. Ce qui vaut en particulier pour les actes juridiques de l'Union dont les traductions – ne sera-t-ce que pour des raisons de sécurité juridique – doivent être vérifiées et certifiées par des personnes compétentes.</p>
<p>If you want to upload any further documentation, please use this field.</p> <p>[[{"title": "Pour un multilinguisme juste et effectif", "comment": "GEM+", "size": "1072.389", "name": "Denkschrift-Memoire-2018-03-28.pdf", "filename": "fu_xyqwcta5hgaw5", "ext": "pdf"}]]</p>
<p>Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.</p> <p>1</p>

## Contact Information

<p>Title, Name, Surname:</p> <p>GEM+</p>
<p>Organization:</p> <p>GEM+ "Pour une gouvernance européenne multilingue" asbl</p>
<p>Country of residence:</p> <p>BELGIQUE</p>
<p>Language of the contribution:</p> <p>fr - français</p>
<p>Category:</p> <p>NGO or association</p>
<p>Category: [Other]</p> <p></p>
<p>Your reply:</p> <p>can be published with your personal information (personal email addresses are not published)</p>
<p>Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions</p> <p><a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a></p>

## Survey response 298

Response ID
6935
Date submitted
2018-09-30 23:46:43

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?

2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?

J'ai déjà répondu à la question précédente et utilisé le bouton "Faire plus tard" avec l'indication que ma réponse avait été enregistrée avec succès, mais je ne la retrouve pas : j'espère qu'elle existe bien que que part et n'y reviens pas (en particulier pour ne pas risquer d'effacer ma première réponse, complète, en inscrivant autre chose dans l'empilement maintenant vide, apparemment).

2e question.

Où, chaque institution européenne devra décider d'une politique linguistique : celle commune à toute l'UE ! C'est-à-dire la traduction immédiate (ou la plus rapide possible, avec précision de l'éventuelle déviation, en le respectant). Cette politique linguistique doit, en effet, être publiée, elle aussi dans toutes les langues, sur les sites de chaque institution pour plus de clarté.

Des "cas précis dans lesquels le régime linguistique peut être restreint" ne semblent pas pouvoir légitimement exister, comme expliqué dans ma première réponse (seule n'a pas définitivement disparu), chaque citoyen de l'UE ayant le droit de pouvoir s'informer sur quelque question que ce soit, même si elle paraîtra ne pas le concerner directement : c'est à lui de choisir (en le pouvant donc !) ce par quoi se sent concerné car, par exemple, même un Autrichien peut vouloir s'intéresser de très près à la pêche en mer (et en particulier à ses dimensions écologiques, mais aussi économiques ou autres).

3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

Si l'on admettait que toutes les traductions ne soient pas automatiquement, car obligatoirement, fournies immédiatement, faudra-t-il effectuer en priorité celles qui sont demandées, dans le délai le plus court possible, et avec obligation que l'éventuelle décision concernée par ces textes ne puisse être prise que dans un certain délai (précisé pour chaque décision ou type de décision) après la fourniture de la traduction demandée, afin que nul ne soit écarté d'un processus de prise de décision : un citoyen ne peut être le sujet passif auquel est imposée une loi (ou un règlement) dont il n'aura pu prendre part à l'élaboration (ou démocratiquement ou non, par l'intermédiaire de son député ou autres).

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in a or many EU languages?

Principe général : 'ensemble des sites de l'UE dans toutes les parties doit être disponible dans toutes les langues officielles, et pas seulement dans "un grand nombre de ces-c". Si on introduisait une distinction entre les langues officielles, on tomberait dans 'néga-té, comme ce a été de nouveau revé à la fin des années 60 dans le cadre de l'ONU :

« Plusieurs délégués attendent sur le fait que le système même des langues officielles et des langues de travail s'effaite une distinction nationale contre les pays (et la majorité des États-membres) dont les langues n'étaient pas officielles. (...) D'autres délégués, en particulier ceux des États-Unis, combattent la proposition en raison du coût (...) Le point de vue qui s'emporta finalement fut celui de la France, à savoir qu'« s'agissait d'une question de principe qui ne souffrait pas de compromis, que s'il y avait des changements de méthode et des frais que ce entraînerait. »  
(I. Lapenna, Prof. à l'Univ. de Londres, "La situation juridique des langues sous le régime des Nations Unies", in La mondialisation : sociale, politique, juridique, économique, (Den Haag : Mouton), vol. 1, n° 2, mai 1969, p. 99 ; avec introduction en note : Les débats sur ces discussions se trouvent dans les documents : A/6860, A/PV.1642, A/RES/2359\* et A/A.5/SR 1203-1227.)

\* Dans cette résolution 2359 B de l'Ass. gén. de l'ONU, XXIIe session, 1642e séance plénière, du 19 déc. 1967 (adoptée sur les rapports de la 5e Commission), se trouve par exemple la formule éxemplaire suivante :

« que l'usage de plusieurs langues par l'ONU ne saurait constituer une gêne pour l'Organisation, mais représente un enrichissement et un moyen d'atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies »

(« 2359 (XXII). Composition du Secrétaire. B. », p. 69, à [un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/2359\(XXII\)](http://un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2359(XXII)) (par : [un.org/depts/dh/resguide/r22\\_resolutions\\_tab\\_fr.htm](http://un.org/depts/dh/resguide/r22_resolutions_tab_fr.htm)).

5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?

Cela serait bénéfique, si du moins est certain que ces résumés ne soient pas appelés à, peu à peu et insensiblement, remplacer les textes qu'ils résument : ne doit s'agir évidemment que d'un "plus", et non d'un habillage "moins" déguisé en "plus".

Si non s'appuyait aussi à ce cas que qu'a affirmé avec force Emmanuel Macron en juillet dernier, à Lisbonne (dans son discours au musée Calouste-Gulbenkian) :

« Si on commence à pouvoir dire « (...) on peut accepter qu'en Europe y ait des principes qui ne soient pas respectés », qui sont au fondement même de notre démocratie, on trahit le cœur du projet. Et donc sur ce sujet, n'y a aucun compromis possible. Mais y a même une intransigence et un exemple à donner pour éviter que ce prospère partout. »

Avec donc cette précision explicite, et comme ne s'agit pas de textes eux-mêmes et que ces résumés n'ont pas de caractère officiel. Il pourra être envisageable que ceux-ci ne soient pas traduits dans toutes les langues mais seulement, par exemple, dans des langues parlées par plus de 10 % des citoyens de l'UE ; et qu'en compensation pour les citoyens en situation de minorité linguistique au sein de l'UE, soient ajoutés à titre expérimental vers un en espéranto, plus aisément compréhensible à court terme par des Européens que le français, l'allemand ou le polonais pour ceux qui n'auraient pas une connaissance suffisante d'au moins l'une de ses trois langues majeures.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Non, et je rappelle donc le constat déjà donné à la question précédente car il s'appuyait d'autant mieux à ce en-cu le terme commun (est-ce acceptable ?) :

Emmanuel Macron a affirmé avec force en juillet dernier, à Lisbonne (dans son discours au musée Calouste-Gulbenkian) :  
« Si on commence à pouvoir dire « (...) on peut accepter qu'en Europe y ait des principes qui ne soient pas respectés », qui sont au fondement même de notre démocratie, on trahit le cœur du projet. Et donc sur ce sujet, n'y a aucun compromis possible. Mais y a même une intransigence et un exemple à donner pour éviter que ce prospère partout. »

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Il n'y a aucune égitimité à la restriction suivante :

"Toutes les autres consultations publiques doivent être au moins accessibles en anglais, en français et en allemand."

Elles doivent être dans toutes les langues.

Et je remets la consultation déjà donnée dans une question précédente car elle répondait d'avance à ce genre de flagrante injustice.

« Plusieurs délégués attendent sur le fait que le système même des langues officielles et des langues de travail fait une discrimination contre les pays (et la majorité des États-membres) dont les langues n'étaient pas officielles. (...) D'autres délégués, en particulier ceux des États-Unis, combattent la proposition en raison du coût (...) Le point de vue qui'emporta finalement fut celui de la France, à savoir qu' 's'agissait d'une question de principe qui ne souffrait pas de compromis, que si quelque changement de méthode et les frais que cela entraînerait. »

(Ivo Lapenna, Prof. à l'Université de Londres, "La situation juridique des langues sous le régime des Nations Unies", in La mondialisation-problème, (Den Haag : Mouton), vol. 1, n° 2, mai 1969, p. 99 ; avec introduction en note : Les détails sur ces discussions se trouvent dans les documents : A/6860, A/PV.1642, A/RES/2359\* et A/A.5/SR 1203-1227.)

## IV. Other

8. The only specific suggestion at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a dedicated framework?

La gestion des questions linguistiques ne doit surtout pas "se faire en dehors d'un cadre égisatisfaisant", ce qui a par exemple permis à la Commission européenne, comme nous l'avons dit en réponse à la question 7, d'adopter un nouveau règlement intérieur contenant un cas de discrimination flagrante.

Une nouvelle égislation ne sera utile que si elle vient préciser les moyens de renforcer l'égalité absolue entre toutes les langues officielles de l'UE.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

En affectant à cette activité des financements complémentaires provenant de tous les États membres.

Par souci d'une justice qui rétablisse une égalité entre tous les citoyens de l'UE, sera-t-elle souhaitable d'envisager que ce soit les pays aux langues officielles espousés par ailleurs (en particulier le français et l'allemand, et peut-être encore aussi l'anglais), qui fournissent le plus gros effort financier par habitant pour les traductions au sein de l'UE, car ils se trouvent bénéficier de la naissance d'un avantage sur les autres : avoir plus de chances de comprendre et se faire comprendre, soit lorsqu'ils se trouvent à l'étranger, soit lorsqu'ils sont, dans leur propre pays, en contact avec des étrangers. Cet indéniable avantage (tant au niveau psychologique que professionnel), et donc le désavantage correspondant des personnes en situation de minorité linguistique, devra être compensé par une contribution plus élevée au fonctionnement linguistique de la démocratie.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, should an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Non, il n'est pas acceptable que l'UE ne fournisse pas des traductions fiables. Il y a une crise du chômage en Europe : pourquoi ne pas participer à sa résorption par l'emploi d'un beaucoup plus grand nombre de traducteurs ? Les deux arguments de rapidité et de rentabilité tombent à l'eau. Pourquoi maintenir le chômage des gens qui pourraient être socialement très utiles, en leur préférant des systèmes automatisés imparfaits ?

Qu'un individu utilise des systèmes de traduction automatique à ses risques et périls dans sa vie professionnelle, c'est son choix, mais que l'UE accepte de faire de même au risque de la démocratie, voilà qui est inacceptable.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0



---

## Contact Information

Title, Name, Surname:	
Organisation:	
Country of residence:	
France	
Language of the contribution:	
fr - français	
Category:	
Individual citizen	
Category: [Other]	
Your reply:	
can be published in an anonymous way	
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>	

## Survey response 301

Response ID
6938
Date submitted
2018-09-30 22:52:26

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? C'est simple: tout. Il n'y a AUCUNE raison (surtout compte tenu du fait que les coûts sont amortis sur une longue période) d'introduire un biais en faveur de certaines langues en ne fournissant ces sites que dans une langue ou un petit nombre de langues. Ce serait inadmissible, car ce a obligé certains à faire un énorme effort d'apprentissage.  Attention notamment à une absurdité que cherchent à propager certaines fonctionnaires (actuellement, c'est à la mode à la DG "EAC", semble-t-il): en effet, c'est FAUX de prétendre que l'anglais n'est plus "une langue" mais un "bas-côté" partagé par tous. Moins d'un quart des Européens (post-Brexit) savent "très bien" l'anglais. Et pour presque tous, l'apprentissage de l'anglais constitue une énorme dépense de temps, d'énergie, et d'argent, sur des décennies...
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Oui, toutes. SUR QUELLE BASE serait-il exécuté d'exclure certains citoyens européens? Ce serait en faire des citoyens de deuxième zone, alors qu'ils paient des impôts comme tout le monde...
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)? Non, aucun de ces critères ne joue. Les seuls critères restrictifs éventuellement envisageables sont ceux qui établissent une ROTATION entre langues officielles. Les systèmes de rotation (en base annuelle, par ex.) ont pour effet bienvenu d'éviter que CERTAINS fassent tout l'effort d'apprentissage et d'adaptation tout le temps, tandis que d'autres ne le font jamais.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official language. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official language". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

C'est é m n mum...

## IV. Other

8. The only specific regulations at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new regulations would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non, faut une base égale et à re qu renforce e p ur ngu sme. Comme s gna é p us haut, e d vers té des angues ne devra t pas être une vague "valeur fondamentale", mais un vra PRINCIPE, nscr t dans es Tra tés (au même t re que a bre rcu at on, par exemp e).

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

I faut arrêter avec 'épouvanta des coûts supposément excess fs. De nombreux travaux (dus notamment à M. Gazzo a et à F. Gr n) montrent, ch ffres à 'appu , que e mu t ngu sme nst tut onne est bon marché (du reste, pour just f er 'ex stence des serv ces de traduct on, a DGT e d t auss , avec e para è e des "deux tasses de café par Européen et par an")...

Par ailleurs, est possible de réhab ter et de généra ser e mu t ngu sme dans es prat ques en comb nant:

A) es systèmes d'intercompréhension ("IC") (basés sur 'exp o tat on des compétences RÉCEPTIVES dans des angues apparentées à sa langue maternelle: suédois danois; ta en français espagnol portugais; tchèque slovaque polonais; etc.). Dans es années 1990, la Commission européenne avait financé des travaux de recherche et de mise en oeuvre pédagogique de 'IC;

B) es systèmes de rotation (utiliser un "bouquet" de certaines langues officielles à 'année t, un autre à 'année t+1, etc.).

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Ou , on peut accroître eur ut sat on. Le MIME VADEMECUM ([www.mime-project.org](http://www.mime-project.org)) contient d fférentes suggestions de po t que ngu st que dans ce sens.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Prof. François Gr n

Organization:

Université de Genève

Country of residence:

SUISSE

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:
en - English
Category:
Other
Category: [Other]
Professeur, coordinateur projet européen
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 302

Response ID
6939
Date submitted
2018-09-30 22:01:13

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
Le seul critère à respecter devra être de mettre tous les citoyens européens sur un pied d'égalité.
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
La transparence sera bénéfique pour tout le monde. Idéalement, il ne devra pas y avoir de texte uniquement disponible en anglais. Le principe des versions multilingues devra toujours être la règle.
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?
Une solution pour faire baisser les coûts de traduction pourra être tout simplement de moins produire de texte. Soit en optant pour des contenus plus courts, soit en limitant la production de règlements et directives toujours plus longs et complexes.

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?
Tout ce qui concerne les droits individuels devra toujours être traduit dans toutes les langues. Les études d'impacts devront être traduites dans un nombre élevé de langues afin que les citoyens puissent comprendre pourquoi des projets de réglementation sont établis et en tenant compte de leurs critères.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?
Absolement. Les citoyens européens doivent pouvoir comprendre ce qui se passe. Il faut arrêter de toujours communiquer en priorité vers les citoyens européens qui ont l'anglais pour langue maternelle ou pour deuxième langue. La majorité des européens n'est pas capable de comprendre correctement un texte complexe en anglais.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, level of linguistic diversity in the population...)?
Si un choix doit être fait, le nombre de locuteurs de la langue semble être un critère incontournable.

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Ce choix va dans le bon sens.

Félicitations à la Commission européenne !

## IV. Other

8. The online specification of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new specifications would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Non

Il faut conserver ce régime.

Les pays ont accepté d'adhérer à l'Union européenne car elle respecte la diversité linguistique.

Changer les règles maintenant reviendrait à changer tout l'esprit de la construction européenne.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Il n'est sûrement pas nécessaire de produire autant de documents.

La première réflexion devra être de se pencher sur le nombre de pages des nouvelles législations européennes.

Traduire a un coût. Il est normal que l'Union européenne l'assume.

Traduire : c'est permettre aux citoyens d'accéder à l'information, de comprendre les politiques publiques qui sont menées, de faire adhérer les gens au projet européen.

Une documentation disponible dans toutes les langues et facilement accessible est aussi un moyen de lutter efficacement contre les fausses nouvelles.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Il sera préférable d'attendre que ces technologies soient plus au point.

Dans quelques années pourquoi pas.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

[REDACTED]

Organization:

Country of residence:

Be g que

Language of the contribution:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published in an anonymous way
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 303

Response ID
6940
Date submitted
2018-09-30 21:49:34

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>Partant des constats énoncés par la Médiateur européenne, nous ne pouvons qu'appeler à une plus grande transparence sur les critères utilisés par les institutions européennes pour décider que le(s) langue(s) employé(e) dans des contextes de communication particuliers, ainsi qu'à la publication (multilingue) de ces critères sur le site Internet de chacune des institutions.</p> <p>Que que soit le contexte, nous semble important de viser un objectif de communication dans les trois langues de travail de l'Union (anglais, français, allemand), et éviter autant que faire se peut le régime monolingue qui tend à se généraliser en l'absence de règles formelles.</p> <p>L'un des premiers critères à appeler l'attention, à chaque fois que cela est possible, du public cible visé par la communication, afin de mettre à disposition l'information au moment dans la ou les langues officielles du pays concerné (en plus des langues précitées). Il convient dans ce cas de détailler au mieux la méthode employée pour déterminer le public.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Si ce n'est pas déjà le cas, chaque institution européenne devra décider d'une politique linguistique, si possible harmonisée à l'échelle institutionnelle. Nous reconnaissons que la politique linguistique peut varier d'une institution à l'autre, en fonction de la nature de l'activité exercée (débats techniques, politiques...) et du public visé (public d'experts vs grand public). Certaines institutions se sont dotées de politiques claires (comme le site de l'UE ou le Comité des Régions : <a href="https://cor.europa.eu/fr/Pages/language-policy.aspx">https://cor.europa.eu/fr/Pages/language-policy.aspx</a>), ce n'est pas le cas pour d'autres (ex. Autorité bancaire européenne : <a href="http://www.eba.europa.eu/languages/home_fr">http://www.eba.europa.eu/languages/home_fr</a>), peut-être en raison du public visé, plus ou moins large. Il demeure toutefois primordial de bannir le monolingue pour les institutions s'adressant davantage à un public d'experts (ex. BCE, dont les rubriques ne sont disponibles qu'en anglais, y compris lorsque l'utilisateur choisit d'afficher le site en français), dans la mesure où le droit de regard du citoyen doit pouvoir s'exercer sur les institutions, indépendamment du degré de technicité des thématiques traitées. Dans le cas d'un régime de publication « restreint » (une ou quelques langues officielles), il convient de justifier le choix effectué en expliquant les critères utilisés.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>Ce type de politique nous semble souhaitable. On pourrait à cet effet imaginer un système de « pénalité » sur le mode des pétales ctoyennes : plus le nombre de personnes sollicite une page et/ou un document soit traduit est important, plus le prix de ce document en traduction augmente. Ce dispositif sera un moyen de rationaliser les demandes, et donc, de maîtriser les coûts. Ce système devra être clairement visible et promu sur les pages Internet des différentes institutions.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>Afin d'élargir le public cible, un principe primordial sera d'assurer dans tous les cas une publication trilingue (anglais, français, allemand) des éléments suivants : panorama, avec l'attention particulière des langues disponibles sur chaque page), rubriques principales (rubrique de présentation du type « Qui sommes-nous ? ») et principales publications. Il conviendra en outre d'accentuer l'effort de mise à disposition multilingue pour les actualités. Il sera également utile de signaler les pages en cours de traduction et leur date de publication est prévue. Cet outil pourra être utilement couplé au système de pénalité proposé à la question précédente.</p>
---



5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in a or many official languages?

Oui. Ces résumés donnent accès à un premier niveau d'information, que le lecteur cherchera à compléter de lui-même ou en soit tant les instituteurs pour obtenir une traduction officielle. Cette règle permettra de verser une plus grande égalité entre les citoyens de l'UE dans l'accès à l'information.

6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population...)?

Le recours à un régime linguistique que « restreint » reste acceptable dans certaines circonstances, en excluant si possible le monolingue (principalement pour la publication des déclarations énoncées ci-dessus). Il convient de faire attention au choix des critères (ex. poids démographique de la langue), qui ne nous paraissent pas conformes aux principes fondateurs de l'UE sur l'égalité des citoyens devant les instituteurs. L'identification fine du public visé et des langues parlées semble plus à même de répondre à l'exigence de rationalisation du régime linguistique. Le principe de langues parlées par le plus grand nombre d'Européens peut paraître équilibré, mais reste à déterminer le degré de compréhension, par conséquent, des langues autres que leur langue maternelle.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Cet exemple va dans le sens des propositions faites plus haut et nous paraît propre à être adopté par d'autres instituteurs.

### IV. Other

8. The only specific suggestions at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new suggestions would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

« La langue de l'Europe, c'est la traduction. » (Umberto Eco) Nous considérons qu'une nouvelle suggestion n'est pas nécessaire et qu'il sera préférable d'œuvrer à l'harmonisation des différentes politiques et règlements internes, en gardant comme principe directeur le multilinguisme tel qu'il a été prévu en 1958. Nous préconisons toutefois de mieux encadrer les régimes linguistiques restreints, pour plus de transparence et une meilleure adhésion du public.

9. Any increase in the volume of information and documents published in all EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Nous souhaitons tout d'abord rappeler que le coût de la traduction et de l'interprétation, toutes institutions confondues, représentait en 2005 1 % du budget général de l'Union (source : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT%2BIM-PRESS%2B20071017FCS11816%2B0%2BDOC%2BXML%2BV0//FR>, soit moins de 2,3 EUR par citoyen par an). Il conviendra d'actualiser ces chiffres pour plus de précision, mais cet ordre de grandeur doit être mis en regard de l'importance de la traduction et l'interprétation pour le fonctionnement des institutions, moteurs essentielles sans lesquelles l'Union européenne se retrouverait paralysée.

Par ailleurs, une politique mieux pensée n'engendre pas nécessairement de coûts supplémentaires. Une meilleure mise en commun des ressources linguistiques spécifiques à chaque institution (mémoires, glossaires, etc.) permettra de limiter les doublons de traduction et d'offrir une plus grande diversité linguistique à coût constant.

Au-delà du fonctionnement interne des institutions, nous tenons à rappeler l'outil fondamental de la traduction et de l'interprétation pour rapprocher l'Europe des citoyens : « Parler à quelqu'un dans une langue qu'il comprend, c'est toucher son cerveau, mais surtout parler dans sa langue maternelle, c'est le toucher au cœur. » (Nelson Mandela)

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

La traduction automatique est déjà utilisée, à grande échelle, dans les institutions. Bien utilisée, elle permet de maîtriser les coûts et d'accroître la productivité (volume de documents traduits).

Néanmoins, convient de bien baliser les usages de la traduction automatique : elle ne peut être utilisée qu'à des fins d'information générale et pour des volumes de texte importants qu'il sera difficile d'obtenir rapidement en faisant appel à un processus de traduction classique. Il convient également de sensibiliser l'utilisateur aux limites de la traduction automatique (possibilité d'erreur, voire de contresens) en ajoutant un avertissement sur chaque page concernée et en signalant clairement les textes issus de la traduction automatique, avant ou sans révision humaine (ex. Remarque sur une page Microsoft : Nous faisons de notre mieux pour vous fournir le contenu d'actualité le plus récent aussi rapidement que possible dans votre langue. Cette page a été traduite automatiquement et peut donc contenir des erreurs grammaticales ou des imprécisions. Notre objectif est de faire en sorte que ce contenu vous soit utile. Pouvez-vous nous indiquer en bas de page si ces informations vous ont aidé ? Voir l'article en anglais à des fins de référence aisée. Source : <https://support.office.com/fr-fr/article/cr%C3%A9er-une-liste-de-distributeurs-outlook-pour-pc-88ff6c60-0a1d-4b54-8c9d-9e1a71bc3023>)

On peut également envisager de coupler l'utilisation de la traduction automatique au module de « publication » et donner la possibilité aux utilisateurs de signaler une traduction comme inexacte.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

Audrey Prost, Vice-présidente

Organisation:

AumniSIT

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

en - English

Category:

NGO or association

Category: [Other]

Your reply:

can be published with your personal information (personal email addresses are not published)

Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decisions  
<https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces>

## Survey response 304

Response ID
6941
Date submitted
2018-09-30 23:16:36

### I. Rules and practices on language restrictions

1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?
2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?
3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?

### II. EU websites

4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages? Par défaut, les sites Internet des institutions sont ouverts à tous les publics. Au nom des principes d'égalité de tous les citoyens, de non-discrimination et de liberté d'accès à l'information dans sa langue maternelle, toutes les parties de tous les sites Internet des institutions doivent être disponibles dans les 24 langues de l'UE.
5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages? Au nom des principes d'égalité de tous les citoyens, de non-discrimination et de liberté d'accès à l'information dans sa langue maternelle, les résumés des questions-cues doivent être publiés dans les 24 langues officielles de l'UE.
6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, environmental diversity in the population...)? Non, ce n'est pas acceptable.

### III. Public consultations

7. In April 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in all EU official languages. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into all EU official languages". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions? Cette politique va dans le bon sens. Néanmoins, les autres consultations publiques "doivent être traduites également dans toutes les langues officielles de l'UE." L'accès immédiat aux seuls occupants de l'anglais, le français et l'allemand crée une distorsion du nouveau d'information du public et viole le principe d'égalité des citoyens européens. Les autres institutions européennes doivent adopter la même politique.
--

## IV. Other

8. The on y spec f c eg s at on on nguage use by the EU adm n strat on dates from 1958 when there were s x Member States and four off c a nguages. Do you th nk that, n the present c rcumstances, new eg s at on wou d be he pfu ? Or do you th nk that dea ng w th nguage ssues s best done outs de of a deta ed ega framework?

Une ég s at on qu v endra t renforcer 'accès à ' nformat on en provenance des nst tut ons dans toutes es angues off c e es de 'UE sera t a b envenue.

Les éventue es mesures de restr ct on d'usage de certa nes angues, nternes aux nst tut ons un quement, devront être exp c tement autor sées par es Par ements des pays dont ces angues sont a ou es angue(s) off c e e(s).

9. Any ncrease n the vo ume of nformat on and documents pub shed n a EU nguages w nvo ve add t ona trans at on costs. How do you suggest that these add t ona costs be met? From e sewhere n the EU budget? By way of earmarked add t ona fund ng from the nd v dua Member States nvo ved? By some other means?

Ces coûts do vent être f nancés par e budget de 'UE.

L'UE augmentera t ses recettes f sca es avec cert tude en procédant à une harmon sat on des taux de TVA et d' mpôt sur es soc étés et en nterd sant es prat ques f sca es dé oya es entre États membres.

La quest on " En affectant à cette act v té des f nancements comp émenta res provenant des États membres concernés " est scanda euse : e e sous-entend que es angues de certa ns États représentent des charges de traduct on que ceux-c devra ent assumer seu s, a ors que pour es angues d'autres États e coût de traduct on sera t cons déré comme nu . E e ns nue qu' y aura t une néga té entre es cu tures de 'UE, certa nes étant p us ut es que d'autres. I y a éga ement rupture du pr nc pe de so dar té entre États membres. Le coût g oba des traduct ons do t être partagé entre tous es États membres au moyen du budget de 'UE.

10. To what extent can technogy be used to prov de trans at ons between the var ous EU nguages? To the extent that "mach ne" trans at ons may not a ways be fu y accurate, s th s an acceptab e pr ce to pay for hav ng documents made ava ab e n trans at on more speed y and econom ca y than wou d otherw se be the case?

Les og c e s de traduct on « automat que » peuvent être ut sés pour four n r une « propos t on de traduct on » aux traducteurs profess onne s et gagner a ns du temps dans e processus de traduct on. Les traducteurs profess onne s sont a ors chargés de contrô er a qua té des traduct ons et de es corr ger s beso n.

En revanche, aucun texte pré-tradu t par un og c e ne do t être pub é sans avo r au préa ab e été va dé par un ou des traducteur(s) profess onne (s) huma n(s).

If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

f ecount - If you want to up oad any further documentat on, p ease use th s f e d.

0

## Contact Information

T t e, Name, Surname:

M. P erre GAUTHIER

Organ sat on:

Country of res dence:

FRANCE

Language of the contr but on:

fr - frança s

Other nguage n wh ch you wou d agree to rece ve commun cat ons:

fr - frança s

Category:

Ind v dua c t zen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>

## Survey response 305

Response ID
6943
Date submitted
2018-09-30 22:56:26

### I. Rules and practices on language restrictions

<p>1. There is a lack of transparency (and few formal rules) regarding how the different sections of the EU administration make information available in the different official languages of the EU. This includes, for instance, the criteria used in deciding which language(s) to use in particular contexts. How can these gaps be addressed? What additional criteria, if any, should apply?</p> <p>La transparence peut être mise en place en débattant régulièrement du régime linguistique de chaque institution. Les critères utiles devraient être décidés par voie législative.</p> <p>La transparence peut aussi être améliorée "a posteriori" à l'aide de statistiques sur l'emploi des différentes langues au sein de chaque institution. Cela permettra de mesurer les effets sur les négociations linguistiques et les risques encourus pour le respect de l'adversité linguistique.</p>
<p>2. Should each EU institution have a language policy and, if so, what should be included in a language policy? Should such language policies be published on the institutions' websites? How detailed should such a policy be regarding specific cases in which the choice of language(s) is restricted?</p> <p>Les institutions ont des pratiques linguistiques qui se conforment à des politiques linguistiques. Il est indispensable que ces politiques soient explicitées et justifiées.</p>
<p>3. Should each institution have a policy on the circumstances under which it may provide translations of information or of documents on request? If so, how can that policy be framed in order to avoid disproportionate costs?</p> <p>La question ne prend pas en compte les externalités. Les traductions permettent au public, aux entreprises, etc d'accéder à une information. La traduction apporte donc un gain. Elle évite aussi une négociation linguistique qui se traduit pas un déséquilibre économique.</p> <p>La langue d'origine de production de textes pourra être taxée pour financer les traductions à la demande dans d'autres langues officielles.</p>

### II. EU websites

<p>4. What general language principles should apply to the websites of EU institutions? Which parts of EU websites, in particular, do you think should be available in all or many EU languages?</p> <p>La restriction de l'accès à un certain nombre de langues devrait prendre en compte le coût de l'information des citoyens ou de leur apprentissage des langues de diffusion.</p>
<p>5. Would it be helpful to have summaries of key issues published in all or many official languages?</p> <p>Oui, faute de mieux. L'Union européenne pourra peut-être néanmoins, étudier d'autres solutions qui rendent l'information plus accessible à un maximum de citoyens.</p>
<p>6. Is it acceptable in certain circumstances to provide material in a small number of languages, rather than in all the official languages? If so, what criteria should be used to determine how these languages are chosen (for example, population size of those speaking the language in question, even linguistic diversity in the population ...)?</p> <p>Le respect de l'adversité linguistique et l'égalité des citoyens à l'accès à l'information sont deux critères fondamentaux.</p>

### III. Public consultations

7. In Apr 2017, the European Commission adopted new internal rules that require documents relating to public consultations concerning "priority initiatives" in the Commission's annual Work Programme to be published in a EU official language. All other public consultations need to be made available at least in English, French and German. Public consultations of "broad public interest" should be made available in additional languages. Furthermore, "consultation pages or a summary thereof need to be translated into a EU official language". Does this policy, in your view, strike the right balance between the need to respect and support linguistic diversity, on the one hand, and administrative and budgetary constraints, on the other hand? Is this the type of policy which might reasonably be adopted by other EU institutions?

Un régime linguistique qui favorise toujours les mêmes trois langues au détriment d'autres langues de culture de populations équivalentes, sans compensation économique, n'est pas équitable.

## IV. Other

8. The only specific legislation at the time of language use by the EU administration dates from 1958 when there were six Member States and four official languages. Do you think that, in the present circumstances, new legislation would be helpful? Or do you think that dealing with language issues is best done outside of a detailed legal framework?

Le texte de 1958 a servi de point de départ des institutions à décider elles-mêmes de leur régime linguistique.

Compte-tenu de l'importance politique et économique de la question, un cadre législatif semble nécessaire.

9. Any increase in the volume of information and documents published in a EU languages will involve additional translation costs. How do you suggest that these additional costs be met? From elsewhere in the EU budget? By way of earmarked additional funding from the individual Member States involved? By some other means?

Un système de compensation pour les pays dont la langue est sous-représentée pourra être instauré.

10. To what extent can technology be used to provide translations between the various EU languages? To the extent that "machine" translations may not always be fully accurate, is this an acceptable price to pay for having documents made available in translation more speedily and economically than would otherwise be the case?

Les traducteurs "humains" s'appuient déjà sur des logiciels.

Fournir des textes contenant des imprécisions ou des erreurs n'a aucun intérêt pour le citoyen qui sait déjà utiliser ses outils de traduction automatique par lui-même.

L'utilisation de la traduction automatique pour améliorer les statistiques de traduction sera une mauvaise pratique.

À l'avenir, si la technologie le permet, les formulaires de recherche des sites des institutions pourront utiliser de la traduction automatique pour permettre des recherches multilingues.

If you want to upload any further documentation, please use this field.

Feedback - If you want to upload any further documentation, please use this field.

0

## Contact Information

Title, Name, Surname:

M. Emmanuelle Debonne

Organization:

Country of residence:

France

Language of the contribution:

fr - français

Other language in which you would agree to receive communications:

fr - français

Category:

Individual citizen

---

Category: [Other]
Your reply:
can be published with your personal information (personal email addresses are not published)
Click here to read the privacy statement Please also be informed that documents in the European Ombudsman's possession are potentially subject to full or partial disclosure under the Ombudsman's relevant decision <a href="https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces">https://www.ombudsman.europa.eu/en/atyourservice/publicaccess.faces</a>